

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Les Internationales et la Guerre Mondiale

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

Soutenue le Vendredi 9 Décembre 1921, à 3 heures 1/2

PÂR

ANDRÉ NARODETZKI

Avocat à la Cour d'Appel

Président : M. WEISS, Professeur.

<i>Suffragants</i>	{	MM. GEOUFFRE de LAPRADELLE BASDEVANT	{	<i>Professeurs.</i>
--------------------	---	---	---	---------------------

PARIS

A. PEDONE, Éditeur

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, RUE SOUFFLOT, 13

1921

LA FAILLITE
DES TROIS INTERNATIONALES

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Les Internationales et la Guerre Mondiale

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

Soutenue le Vendredi 9 Décembre 1921, à 3 heures 1/2

PAR

ANDRÉ NARODETZKI

Avocat à la Cour d'Appel



Président : M. WEISS, Professeur.

Suffragants { MM. GEOUFFRE de LAPRADELLE } *Professeurs.*
BASDEVANT }

PARIS

A. PEDONE, Éditeur

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, RUE SOUFFLOT, 13

1921



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552817_0047

INTRODUCTION

La durée généralement imprévue de la guerre mondiale a mis au plus haut point dans les esprits le désir d'une paix prolongée, sinon permanente, et l'on s'est moins préoccupé, dans tous les pays, de finir la lutte que d'y substituer un stable état de calme, d'où toutes les causes de conflits futurs seraient à l'avance éliminées. Les hommes d'État, les juristes, les diplomates, les parlementaires, les peuples se sont refusés à l'idée d'une trêve et se sont pris à l'espoir d'une ère nouvelle d'où toute possibilité même de guerre serait bannie. C'est pourquoi, bien que les négociations soient closes, chaque jour amène encore une nouvelle étude des conditions de l'avenir, travaux pour la plupart fort honorables et qui n'ont pas d'autre but que celui que nous venons d'exposer.

La plupart de ceux qui se sont penchés sur le problème de la paix ont cru voir, dans une codification nouvelle des rapports mondiaux, la garantie d'une paix durable. On a élaboré, pour la Société des Nations, des constitu-

tions précises dans le moindre détail et l'on a poussé le zèle jusqu'à choisir la teinte de son éventuel drapeau (1), comme s'il n'y avait pas un étrange anachronisme dans le fait de prêter des préjugés de couleur ou d'étamine à l'idéale société de demain.

Il nous a paru que ces études, écrites en vue de l'avenir, n'avaient pas recherché dans le passé absolument tous les enseignements qu'il comporte. Le désir d'une paix durable ne date pas du cataclysme présent, et bien des remèdes ont été proposés aux maux de la guerre. La paix est la condition nécessaire de tout progrès humain et l'on peut dire qu'elle est la base indispensable de toute morale comme de toute politique. Sans remonter aux anciens ni même aux plans fameux de Henri IV, le xix^e siècle a étudié, d'un cœur à peine moins éprouvé et tout aussi sincère, les modes de conserver aux nations des rapports pacifiques. Nous avons même pu enregistrer des mises en pratique plus ou moins complètes de ces idées ; le machinisme, la vapeur, l'électricité ont supprimé les distances ; de grandes idées sociales ou laïques ont rapproché les hommes et l'on peut dire que, devant la perspective chaque jour plus réelle du conflit, les gouvernements, les églises et les peuples dressaient la barrière de leurs commissions d'arbitrage, de leurs conciles ou de leurs congrès internationaux.

C'est que le xix^e siècle a vu l'activité matérielle et intellectuelle de chaque pays déborder le cadre de ses limites territoriales ; les classes sociales des différentes

(1) *Le Drapeau Bleu*, par Charles Brun et Jean Hennessy. Paris 1918.

nations ont appris à se connaître, à s'associer, à se réunir sans l'intermédiaire étroit de leurs gouvernements respectifs ; les fidèles de l'idée socialiste, comme ceux de l'idée chrétienne, ont communiqué par-dessus les frontières. Toute une série d'organismes internationaux s'est constituée pour répondre à ces besoins d'expansion. Un certain nombre n'ont eu pour but que d'assurer une satisfaction plus complète de besoins matériels. Telles furent les conventions postales, les offices internationaux de brevets d'invention, les offices de défense des droits des écrivains.

Mais dans l'Europe du xix^e siècle, il y avait aussi des organismes matériels considérables répondant à des désirs plus haut, est au plus haut de tous : au désir de la Paix.

Les États eux-mêmes ont formé de fait une embryonnaire Société des Nations à laquelle celle de demain risque de ressembler fort. Ils ont essayé de codifier la guerre et les causes de la guerre ; ils ont mis sur pied une réglementation partielle de la belligérance et ont essayé d'offrir aux adversaires éventuels une enceinte de justice et une règle d'équité. Si nous convenons de donner le nom d'« Internationale » à toute organisation matérielle soucieuse d'idéal pacifique, nous sommes bien obligés de reconnaître l'existence de l'« Internationale des Nations ».

La Papauté, bien que déchue de son pouvoir temporel, n'en a pas moins également constitué une « Internationale ». Pourvue d'un chef, de cadres, d'une armée nombreuse de fidèles et d'un trésor alimenté par l'univers entier, la catholicité a représenté, au cours du xix^e siècle, une force puissante d'idéal pacifique. L'idée de paix est

à la base de la leçon du Christ et son vicaire sur la terre a, pour prêcher la concorde aux peuples, un prestige séculaire. L'Internationale catholique existe et c'est de toutes, peut-être, la mieux organisée, tant par l'homogénéité de sa doctrine que par l'universalité de sa puissance.

A l'Internationale laïque, à l'Internationale religieuse, une autre s'ajoute, aussi éminente par la valeur morale, aussi puissante par ses ressources matérielles. C'est l'« Internationale ouvrière », celle des prolétariats et des travailleurs. Elle étend son action coordonnée par-dessus les territoires. Elle possède son état-major de théoriciens et sa troupe d'adhérents, et si, comme les nations, elle a ses rhéteurs, comme la religion, elle a ses sectaires. Elle possède ses coffres où affluent les cotisations universelles ; elle a pour mener son effort vers le mieux social un organisme directeur ; elle n'a pas de Pape, sans doute, mais elle a ses cardinaux et ses évêques.

Le mieux être des peuples, le mieux être des âmes, le mieux être des corps, toute cette aspiration universelle vers un demain de miséricorde interhumaine se résume d'un mot : « La Paix ». A l'heure où la bonne Déesse n'a pu encore rentrer au temple dont un vent de folie l'avait chassée, nous avons essayé de dégager, en vue d'une leçon d'avenir, les forces internationales, forces d'idées et forces de matérialités, qui ont vainement essayé, par une action incertaine et fragmentaire, de barrer la route à la guerre et qui pourront un jour, par

une volonté mieux conjuguée et plus haut exprimée, donner au monde le Bienfait Eternel. Il s'agit maintenant, par l'étude des faits, de montrer dans la genèse du conflit de 1914 le rôle particulier de chacune des trois Internationales que nous avons définies.

Mais il faut auparavant fixer le cadre de cette étude et la situer dans le temps. Nous ne devons pas manquer d'indiquer dans quelles circonstances est né chacun de ces trois organismes, mais nous nous attacherons davantage à montrer le degré auquel ils avaient atteint. Pour rechercher ce à quoi ils ont abouti, il faut dégager ce que les hommes croyaient pouvoir en attendre. Il faut déterminer la période préparatoire au conflit pendant laquelle ces organismes ont joué, et pendant laquelle ils ont essayé de freiner le monde sur la route de la guerre.

Pour l'étude réaliste et pratique que nous nous proposons de faire, il ne s'agit pas de remonter trop loin dans l'histoire. Sans doute, les événements de 1914 ont eu leurs raisons lointaines jusque dans le partage de la Pologne, œuvre d'iniquité, et dans le traité de Kainardji (1774) qui ouvrit la question d'Orient ; la rivalité économique de l'Angleterre et de l'Allemagne a été certainement l'une des causes de la guerre mondiale, et, par-dessus tout, la question d'Alsace-Lorraine a fait peser sur l'Europe l'atmosphère où l'orage s'est préparé. Mais si l'on essaie de s'élever au-dessus des considérations courantes, la Grande Guerre peut apparaître comme une lutte entre deux conceptions de l'organisation du monde.

Un peuple, aux solides qualités d'ordre et de méthode, avait cru l'heure venue d'imposer au globe sa suprématie et d'instaurer dans l'histoire un Empire germanique plus grand que ne l'avait été l'Empire romain. Les savants allemands, dans leur manifeste des 93, n'ont pas manqué de proclamer, tout en la voilant des hypocrisies de convention, leur volonté d'imposer au monde la paix et l'ordre germaniques. L'un d'entre eux, William Ostwald, a été jusqu'à prétendre que le temps était révolu des petites nations individualistes, que l'avenir était aux grandes nations constituées sur le plan allemand, et sous la domination allemande, seule représentative du progrès humain. A cette conception scientifique, autocratique, utilitariste, le monde entier a été obligé d'opposer sa conception de liberté et, pendant cinq ans, l'on ne s'est pas battu tant pour l'Alsace-Lorraine, la liberté des mers, la résurrection de la Pologne ou la question de Constantinople que pour la liberté elle-même ; ce n'était pas un conflit territorial ou économique dans lequel une cote mal taillée pouvait finir par mettre d'accord des adversaires épuisés ; ce n'était pas une question de plus ou de moins ; c'était une question de tout ou de rien. Il s'agissait de savoir si le monde serait allemand ou s'il serait libre.

Dans ces conditions, il semble que l'on peut négliger le rappel de toutes les causes lointaines ou immédiates du conflit pour s'en tenir au moment où l'Europe, mal portante depuis longtemps, a senti pour la première fois le pouls battre plus vite et la fièvre se déclarer. Ce point de début à retenir, c'est l'assassinat de l'archiduc-héritier d'Autriche, l'attentat de Serajevo. De ce jour, la tempé-

rature n'a pas cessé de monter et au jour de la déclaration de guerre à crevé l'abcès depuis si longtemps couvé.

C'est dans cette période d'incubation (28 juin 1914-2 août 1914) que les médecins de l'humanité ont essayé leurs pauvres quinine, leurs piêtres morphine ; aucun ne semblait avoir deviné la gravité incurable de l'infection et à l'heure irrémédiable, tous semblent avoir eu un mouvement de recul devant l'étendue du mal déchaîné tant il a dépassé les prévisions les plus pessimistes. Pendant ces huit semaines tragiques qu'ont fait les trois Internationales, quelle a été leur action et quels sont les résultats obtenus, quels sont les enseignements à en retirer, voilà, nettement défini, dans l'espace comme dans le temps, l'objet de notre étude.

L'Internationale des Nations

Le ^{xix}^e siècle a transformé d'une façon considérable le caractère des relations entre les nations. Les nouveaux États qui sont nés à la vie diplomatique ont augmenté le nombre des personnes du droit international public dans le même temps que les progrès de la science diminuaient les distances et que ceux de l'industrie augmentaient les débouchés. Après la tourmente napoléonienne, il avait fallu refaire la carte de l'Europe dans le tumulte des idées nouvelles ; les puissances de réaction l'avaient à peine emporté au Congrès de Vienne que l'œuvre des diplomates était attaquée au nom du principe des nationalités, qui est une conception idéaliste et libérale. De plus, la politique internationale a cessé d'être strictement européenne pour devenir universelle, au moins dans la seconde partie du ^{xix}^e siècle.

Ainsi tous les problèmes anciens se sont trouvés agrandis et compliqués tandis que des questions nouvelles se sont posées, conséquences des progrès sociaux. Pendant

le xix^e siècle, un Quatrième-État a réclamé à ce qui subsistait des trois autres et surtout à la bourgeoisie capitaliste le droit à la vie sociale ; dans chaque pays s'est constitué un prolétariat remuant, fruste, prompt aux égarements qu'aggrave la misère, prêt à tous les idéalismes et peut-être à toutes les idéologies, qui a pesé lourd, par son action comme par les réactions qu'il a commandées, sur les tâches internationales.

C'est pourquoi nous voyons se nouer à cette heure des relations diplomatiques d'une modalité inédite. A côté des traités purement politiques, des conventions commerciales, apparaissent des accords caractérisés d'une part par le nombre élevé de leurs signataires et d'autre part, par la nouveauté de leurs engagements. Les théoriciens du droit international public leur donnent le nom d'« Unions Internationales ». Ce sont des conventions par lesquelles un certain nombre de gouvernements décident de soumettre leurs territoires respectifs à une règle uniforme d'administration ou de législation. Pour en assurer la bonne exécution, les signataires décident le plus souvent la création d'un organisme central de coordination, juxtaposant ainsi à leur souveraineté la souveraineté d'une véritable personne morale.

Les unes de ces Unions Internationales concernent le fonctionnement de certains services publics. C'est ainsi que trente États ont conclu le 5 juillet 1890 une convention pour la publication des tarifs douaniers, avec un Bureau central de renseignements à Bruxelles. La convention postale universelle, qui groupe 54 États depuis le Congrès de Rome de 1906, a installé son Office à Berne,

de même que l'Union télégraphique universelle, dont les adhérents sont un peu moins nombreux.

D'autres Unions Internationales ont donné à des questions de finances ou de législation des solutions uniformes pour les États signataires. Citons l'Union monétaire latine, qui date de 1865 et qui, modifiée à diverses reprises, a pour but l'adoption d'un régime monétaire unique pour la France, la Belgique, l'Italie, la Suisse, la Roumanie et la Grèce ; on peut indiquer aussi l'Union pour les poids et mesures, issue de la Convention du 20 mai 1875, qui en a établi le bureau à Saint-Cloud ; de même encore, la Convention internationale du 14 octobre 1890 qui a réglementé les Chemins de fer de l'Europe continentale, avec son Bureau international à Berne. Mentionnons enfin les Unions pour la protection de la propriété littéraire et artistique, et pour la protection de la propriété industrielle et commerciale qui toutes deux ont également à Berne un bureau dont la guerre mondiale n'a pas interrompu l'activité (1).

Ainsi, des questions délicates d'administration, de finances, de législation ont été réglées par des accords internationaux dont on peut dire sans exagération que l'effet direct a été, quant à l'observation des décisions adoptées, l'internationalisation des territoires des cosignataires. Dans toutes les Unions que nous venons d'énumérer, il s'est agi de considérations uniquement matérielles ; les États ont voulu en quelque sorte se faciliter

(1) Pour l'étude plus approfondie des Unions Internationales, nous renvoyons le lecteur à l'ouvrage fort documenté et tout à fait remarquable de M. CLAVEIROLE « *L'Internationalisme et l'Organisation Internationale Administrative* » Saint-Etienne, 1911 - Thèse de doctorat, Lyon.

leurs relations d'affaires d'après les règles qu'ont imposées à l'industrie moderne les progrès du machinisme ou des transports.

Il ne faudrait pas croire que les États n'aient eu, au cours du *xix^e* siècle, à s'entendre que pour sauvegarder des intérêts économiques. D'autres Unions Internationales ont été constituées qui visaient cette fin très haute qui est la Paix du monde. Sans doute les résultats ont été moins brillants que lorsqu'il s'est agi de codifier l'émission des écus ou la couleur des timbres-poste. Mais ce qui a été fait suffit à démontrer l'existence, non seulement d'une Société de fait entre les Nations, mais encore d'une Société aux statuts dûment enregistrés et pour tout dire d'un seul mot : d'une véritable Union Internationale, à laquelle les conceptions actuelles n'auront probablement rien de mieux à faire qu'à combler, par l'addition de sanctions efficaces, les lacunes révélées par l'expérience.

La première idée d'une Union Internationale de ce genre peut être trouvée dans les réunions qui se tinrent à Paris, en 1851, afin d'établir des mesures communes pour sauvegarder la santé publique et combattre les épidémies, notamment le choléra asiatique qui venait de faire des ravages considérables. A différentes reprises, les conventions primitives furent revues et complétées, sans que nous puissions dire cependant que l'œuvre sanitaire internationale soit bien avancée. Il y a certainement de grands progrès à y introduire, mais ce que nous retenons pour cette étude de la convention de 1851, c'est son caractère moral, humanitaire, qui constitue un élément nouveau du droit international public.

Nous devons trouver bien d'autres manifestations de cet esprit dans l'histoire du XIX^e siècle. La Convention de Genève est l'une des plus importantes. La première idée en revient à un citoyen genevois, M. Dunant, dont le grand cœur avait été ému par les horreurs auxquelles il avait assisté sur les champs de bataille pendant la guerre d'Italie. La brochure « Un Souvenir de Solferino », toute pleine de la plus noble émotion, demandait aux gouvernements de s'entendre pour assurer aux blessés un minimum de protection. Une conférence, peu après réunie à Genève en 1863, aboutit à la Convention du 22 août 1864, qui transforma en obligations positives et juridiques des règles d'élémentaire humanité dont l'observation était jusque-là facultative et devait d'ailleurs rester bien incomplète, ainsi que l'ont démontré tant de faits atroces depuis 1914.

Après avoir légiféré en commun contre les fléaux que leur envoie la nature, les États avaient essayé de le faire contre ceux qu'ils se créent à eux-mêmes par le déchaînement de leur folles ambitions. Ils devaient aller plus loin encore dans cette voie et de l'effet remonter à la cause, en prévoyant pour leurs conflits éventuels une assemblée de justice. La course aux armements, entamée depuis la guerre de 1870, entraînait le monde entier à l'abîme ; dans toute l'Europe continentale, la jeunesse perdait ses plus belles années dans des exercices et des préoccupations qui apparaîtront, nous l'espérons bien, à nos descendants comme un monstrueux défi à la civilisation,

tandis que les mers se peuplaient de colosses toujours plus formidables et déjà surpassés dans l'année même de leur mise à flot.

Dans chaque nation pourtant, une élite s'instruisait, attentive aux signes précurseurs de la catastrophe, épouvantée de tant d'imprécations criminelles qui venaient de la Germanie belliqueuse et qui restaient sans répliques suffisantes ; les classes bourgeoises de tous les pays semblaient se complaire aux jeux du plus bas militarisme, pendant que les classes ouvrières, troublées dans leur activité laborieuse, s'inquiétaient de devoir être la chair à canon de demain — ce à quoi d'ailleurs elles n'ont pas échappé.

Cependant, comme pris de remords anticipés, les gouvernements s'éveillaient au cri universel pour la vie fraternelle, et, sous la poussée des grandes idées-forces qui jaillissaient des cerveaux humains, tâchaient à se réconcilier dans l'acceptation unanime de quelques règles élémentaires. Ce sera certainement l'étonnement des historiens futurs que le Tzar Nicolas II ait donné leur expression à ces préoccupations universelles. Le 12-24 août 1898, le comte Mouravieff envoya en son nom la circulaire suivante (1) :

« Le maintien de la paix générale et une réduction possible des armements excessifs qui pèsent sur toutes les nations se présentent dans la situation actuelle du monde entier comme l'idéal auquel devaient tendre les efforts de tous les gouvernements. Les vues humanitaires et

(1) *Revue Générale de Droit International Public* t. V, 1898, p. 687 et s.

magnanimes de S. M. l'Empereur, mon Auguste Maître, y sont entièrement acquises dans la conviction que ce but élevé répond aux intérêts les plus essentiels et aux vœux légitimes de toutes les puissances ; le gouvernement impérial croit que le moment présent serait très favorable à la recherche, dans les voies d'une discussion internationale, des moyens les plus efficaces d'assurer à tous les peuples les bienfaits d'une paix réelle et durable, et de mettre, avant tout, un terme au développement progressif des armements actuels.

« Au cours des vingt dernières années, les aspirations à un apaisement général se sont particulièrement affirmées dans la conscience des nations civilisées. La conservation de la paix a été posée comme le but de la politique internationale ; c'est en son nom que les Grands États ont conclu entre eux de puissantes alliances ; c'est pour mieux garantir la paix qu'ils ont développé, dans des proportions inconnues jusqu'ici, leurs forces militaires et qu'ils continuent encore à les accroître sans reculer devant aucun sacrifice.

« Tous ces efforts pourtant n'ont pu aboutir encore aux résultats bienfaisants de la pacification souhaitée. Les charges financières, suivant une marche ascendante, atteignent la prospérité publique dans sa source. Les forces intellectuelles et physiques des peuples, le travail et le capital, sont en majeure partie détournés de leur application naturelle et consumés improductivement. Des centaines de millions sont employés à acquérir des engins de destruction effroyables qui, considérés aujourd'hui comme le dernier mot de la science, sont destinés demain

à perdre toute valeur à la suite de quelque nouvelle découverte dans ce domaine. La culture nationale, le progrès économique et la production des richesses se trouvent paralysés ou faussés dans leur développement ; aussi, à mesure que s'accroissent les armements de chaque puissance, répondent-ils de moins en moins au but que les gouvernements s'étaient proposé. Les crises économiques, dues en grande partie au régime des armements à outrance, et le danger continuel qui gît dans cet amoncellement du matériel de guerre transforment la paix armée de nos jours en un fardeau écrasant que les peuples ont de plus en plus de peine à porter. Il paraît évident dès lors que si cette situation se prolongeait, elle conduirait fatalement à ce cataclysme même qu'on tient à écarter et dont les horreurs font frémir à l'avance toute pensée humaine.

« Mettre un terme à ces armements incessants et rechercher les moyens de présenter les calamités qui menacent le monde entier, tel est le devoir suprême qui s'impose aujourd'hui à tous les États ; pénétrée de ce sentiment, Sa Majesté l'Empereur a daigné m'ordonner de proposer à tous les gouvernements dont les représentants sont accrédités près la Cour Impériale, la réunion d'une conférence qui aurait à s'occuper de ce grave problème.

« Cette conférence serait, Dieu aidant, d'un heureux présage pour le siècle qui va s'ouvrir. Elle rassemblerait, en un puissant faisceau, les efforts de tous les États qui cherchent sincèrement à faire triompher la grande conception de la paix universelle sur les éléments de trouble et de discorde. Elle cimenterait en même temps leur accord

par une consécration solidaire des principes d'équité et de droit sur lesquels reposent la sécurité des États et le bien-être des peuples. » (*Saint-Petersbourg, le 12/24 août 1898*).

Cette circulaire fit grand bruit dans le monde entier ; l'opinion publique, surtout dans sa partie ouverte dès longtemps aux idées pacifistes, l'accueillit avec un enthousiasme qui apparaît un peu enfantin aujourd'hui ; la presse de tous les pays lui consacra de longs articles de louanges où la paix universelle s'avérait proche et où le nom du Tzar était promis aux bénédictions des générations à venir.

Quant aux techniciens du Droit International Public, après avoir payé le tribut de leur admiration au puissant souverain qui transportait dans le domaine des éventuelles réalisations une proposition qu'ils avaient accoutumé de considérer comme appartenant aux sphères de la théorie pure, ils se préoccupèrent d'y trouver des précédents. Ils furent à peu près unanimes à ne rappeler que pour mémoire le projet du même genre qu'avait préparé en 1816 le Tzar Alexandre I^{er}, pour s'attacher davantage à un discours prononcé, en 1863, par Napoléon III à l'ouverture de la session du corps législatif (1). L'Empereur des Français y tenait en effet un langage bien analogue à celui du Chancelier Mouravieff. Il y appelait de ses vœux « une ère nouvelle d'ordre et d'apaisement » et demandait si « le moment n'était pas venu de reconstruire sur de nouvelles bases

(1) *Revue Générale de Droit International Public*, t. V, 1898, p. 692.

l'édifice ruiné par le temps et détruit pièce à pièce par les révolutions ». Il proclamait annulée l'œuvre du Congrès de Vienne : « Les traités de 1815 ont cessé d'exister ; la force des choses les a renversés. Au milieu de ce déchirement successif du pacte fondamental européen, les passions ardentes se surexcitent et au Midi comme au Nord de puissants intérêts demandent une solution.. » Et, dans une apostrophe éloquente, Napoléon III s'adressait à la conscience, à la raison des hommes d'État de tous les pays : « La rivalité jalouse des grandes puissances empêchera-t-elle sans cesse les progrès de la civilisation ? Entretiendrons-nous toujours de mutuelles défiances par des armements exagérés ? Les ressources les plus précieuses doivent-elles indéfiniment s'épuiser dans une vaine ostentation de nos forces ? Conserverons-nous éternellement un état qui n'est ni la paix avec sa sécurité, ni la guerre avec ses chances heureuses ? Ne donnons pas plus longtemps une importance factice à l'esprit subversif des partis extrêmes en nous opposant par d'étroits calculs aux légitimes aspirations des peuples. Ayons le courage de substituer à un état maladif et précaire une situation stable et régulière, dût-elle coûter des sacrifices. Réunissons-nous sans système préconçu, sans ambition exclusive, animés par la seule pensée d'établir un ordre de choses fondé désormais sur l'intérêt bien compris des souverains et des peuples. »

C'était là un langage singulièrement pareil à celui du Tzar Nicolas et les savants du Droit International n'ont été sans doute aussi attentifs à le rappeler que pour mieux mettre en vedette la pérennité des illusions impériales ou même simplement humaines.

L'impression produite dans les chancelleries ne fut pas moins considérable et c'est là que la circulaire Mouravieff devait produire ses résultats positifs. Pour dire vrai, elle n'y fut pas accueillie avec grande ferveur, d'abord parce qu'elle avait soulevé les esprits de la foule et que les diplomates n'aiment guère les bruits de la rue, et ensuite parce que le scepticisme s'y est dès longtemps installé. On s'y accorda cependant à admettre que le tzar avait posé deux questions : « Mettre un terme aux armements incessants » d'une part, et de l'autre « rechercher les moyens de prévenir les calamités menaçantes. » Le problème des armements en même temps que la recherche d'un nouvel équilibre mondial se trouvaient projetés ensemble à la pleine lumière : il ne paraissait pas très commode de trouver une solution aux menaces du militarisme et il était un peu effrayant de chercher à éviter les catastrophes de tous pressenties : cette prétention touchait au défi et les chancelleries savent bien qu'il ne faut pas vouloir résoudre d'avance les difficultés de cet ordre-là.

Rien ne renseigne mieux sur cet état d'esprit que la seconde circulaire Mouravieff du 30 décembre-II janvier 1899 (1). Elle débute en notant l'accueil empressé fait à la demande du Gouvernement Impérial, mais constate que « l'horizon politique a sensiblement changé d'aspect ». Le gouvernement impérial, après avoir signalé que plusieurs puissances ont encore ajouté à leurs armements, est amené à se demander « en présence de cette situation incertaine si les puissances ont jugé le moment

(1) *Revue Générale de Droit International Public*, t. VI, 1899, p. 77.

actuel opportun pour la discussion internationale des idées émises dans la circulaire du 12 août ». Le comte Mouravieff propose donc la réunion d'une Conférence pour « rechercher sans retard les moyens de mettre un terme à l'accroissement des armées de terre et de mer et se préparer les voies à une discussion des questions se rapportant à la possibilité de prévenir les conflits armés par les moyens pacifiques dont peut disposer la diplomatie internationale ». Jusqu'à ces mots, la seconde circulaire n'est guère que la répétition de la première. Mais elle précise, dès le paragraphe suivant, en proposant une entente entre les Cabinets au sujet du programme des travaux de la Conférence ; elle réduit à huit les thèmes de la discussion et après les avoir énumérés — ils se rapportent à la non-augmentation des effectifs, à des limitations ou des interdictions dans l'emploi de certains engins, à la codification des usages de la guerre, et à l'établissement d'une pratique uniforme dans l'usage des moyens diplomatiques de prévenir ou d'apaiser les conflits armés entre les nations — elle déclare nettement :

« Il est bien entendu que toutes les questions concernant les rapports politiques des États et l'ordre des choses établi par les traités comme, en général, toutes les questions qui ne rentreront pas directement dans le programme adopté par les Cabinets, devront être absolument exclues des délibérations de la Conférence. » C'étaient là paroles précises et dont l'effet fut glacial pour l'enthousiasme de certains ; il n'était guère possible de mieux dépouiller le vague mysticisme dont la première circulaire était toute empreinte, mais c'était aussi souligner par avance

l'inutilité quasi totale de la tâche à laquelle on conviait les diplomates. Se réunir pour s'entendre sur les moyens de ne pas s'entendre, voilà, finalement, le programme que proposait la Russie à la diplomatie mondiale !

Il convient cependant d'attirer l'attention sur un élément important de la seconde circulaire Mouravieff : elle met officiellement l'étude de l'arbitrage à l'ordre du jour de la conférence ; jusque-là ce n'était qu'un moyen diplomatique de conciliation et seuls les professionnels du pacifisme y avaient vu une panacée aux difficultés internationales, sans rallier à leur doctrine le sentiment des chancelleries. Auparavant, et la première circulaire elle-même s'y essayait comme nous l'avons montré, le problème de la guerre ne recevait de solution générale que par une refonte complète de la carte du monde et seules, de grandioses conceptions politiques semblaient capables d'assurer la paix perpétuelle. Au cours du xix^e siècle, de nombreux juristes, surtout de langue anglaise, s'étaient attachés à faire revivre la pratique du compromis, dont le moyen âge nous offre des exemples si remarquables (1). Les opinions publiques furent très vite séduites par l'argument qui proclame que les différends entre nations doivent être traités comme le sont les différends entre particuliers et l'arbitrage apparut comme l'instrument pacifique de l'avenir. La seconde circulaire Mouravieff en le mentionnant lui donna la consécration des gouvernements qu'avait fait prévoir une interview célèbre, parue dans *Le Temps*, (2) dans laquelle le tzar Nicolas II déclarait

(1) PILLET. Conventions de La Haye, p. 14.

(2) *Le Temps*, 1^{er} décembre 1898.

à un homme d'État anglais : « La guerre, au fond, n'est qu'un duel ; il faut entre deux Nations procéder pour la guerre comme entre deux hommes pour un duel. Alors on débat avant toutes choses l'étendue de l'offense et les conditions du combat. Pour cela, chaque adversaire choisit des témoins et parfois ces témoins ont recours à un arbitre qui les départage. Eh bien, il en serait de même pour les puissances. Par exemple, dans cette affaire de Fachoda qui vient de s'apaiser, l'Angleterre aurait pris pour témoin les États-Unis, et la France, la Russie ; les États-Unis et la Russie auraient écouté les explications et les raisons de chacune des deux parties en présence. Les deux témoins les auraient examinées et pesées dans leur sagesse et leur justice, et ils auraient ensuite rendu, d'un commun accord, leur sentence. Si, par hasard, ils n'étaient pas arrivés à s'entendre, ils auraient eu recours à un arbitre, l'Empereur François-Joseph, je suppose, et celui-ci aurait départagé les deux témoins. »

Ce raisonnement, qui ramène la guerre à un duel ou à un procès, est évidemment un peu primaire, mais c'est sa simplicité qui fait la force sentimentale de l'arbitrage. Mentionné officiellement pour la première fois dans la circulaire Mouravieff, nous verrons qu'il a fini par faire l'objet des préoccupations générales et que tout l'effort contre la guerre de la primitive Société des Nations se résume dans sa rudimentaire organisation.

C'est à la Haye — pour n'éveiller aucune susceptibilité des grandes puissances — que fut fixé le rendez-vous du 18 mai 1899 ; une centaine de délégués y représentaient 26 États ; on avait oublié d'inviter le Pape pour

ne pas mécontenter l'Italie et on refusa l'entrée au Transvaal, pour ne pas irriter l'Angleterre dont le zèle n'était déjà pas très chaud ; quant aux Polonais, aux Finlandais, aux Arméniens qui, affamés de justice, se pressaient aux portes, on se refusa, avec une belle unanimité à les entendre.

*
* *

Il ne serait pas dans le cadre de cette étude de faire l'historique détaillé de la Conférence de la Haye et nous n'avons insisté si longuement sur ses origines diplomatiques et politiques que parce qu'il nous est nécessaire de montrer à quel degré l'Internationale des Nations en était arrivée au 31 mai 1914, date critique, pierre de touche des institutions pacifistes. Les circulaires Mouravieff sont des stations importantes de cette évolution, le discours prononcé à la seconde réunion de la Conférence, dans la séance du 20 mai 1899, par M. de Staal ne leur cède en rien du point de vue auquel nous nous plaçons. L'éminent diplomate promettait au monde de faire progresser la cause de la Paix et recommandait pour y arriver la généralisation et la codification des pratiques de l'arbitrage.

Ce n'était là primitivement que l'un des huit chefs proposés à la Conférence ; petit à petit c'en devint l'essentiel et la 3^e commission, chargée sous la présidence de M. Léon Bourgeois « de la solution des conflits internationaux » prit la première place. Les projets s'y multiplièrent ; l'Italie, l'Angleterre, les États-Unis, la Russie

y eurent chacun le leur, dont la discussion aboutit à la Convention du 22 juillet 1899 où sont codifiés ce qu'on appelle les bons offices internationaux : commissions d'enquête internationales, médiation, arbitrage. On ne put s'y mettre d'accord sur le caractère obligatoire de l'arbitrage, mais, partant de l'idée peut-être inexacte qu'il sera d'autant plus fréquent et aisé qu'il sera mieux réglementé, la 3^e commission a réalisé un texte de procédure assez complet ; une cour permanente d'arbitrage est établie ; entre autres, le principe de la non-revision de la sentence est posé, sauf convention contraire. L'article 59 de la Convention prévoit l'accession des puissances représentées non signataires ; cette clause fut d'une heureuse prévoyance car elle permit d'obtenir petit à petit l'adhésion des 26 États représentés dont 16 seulement à l'origine avaient signé.

Voici donc le résultat auquel on en était arrivé le 29 juillet 1899. Il n'est pas nécessaire d'en souligner la médiocrité, mais il serait exagéré de lui dénier toute valeur. Somme toute, les puissances se sont mises d'accord à la Haye sur l'existence d'un remède possible à la guerre : l'arbitrage. Les opinions publiques furent indulgentes et un peu grisées par tant de belles paroles. Les prophètes du pacifisme, William Head, la baronne de Sutner, Frédéric Passy, pour ne citer que les principaux, s'en réjouirent grandement et, s'employèrent à demander, par des campagnes incessantes, le perfectionnement de l'instrument créé. Le mouvement pacifiste a reçu, en 1899, un profond encouragement et, si douloureux qu'il soit de constater que le cours des événements n'en a pas été

changé, nous ne pouvons nous empêcher de penser qu'à ce point de vue déjà la Conférence n'a pas été si inutile.

Cette vue de l'opinion publique cadrerait d'ailleurs fort bien avec celle d'un grand nombre des délégués qui considéraient la conférence comme la première session d'un Parlement de la Paix, comme le premier anneau d'une vaste chaîne et qui avaient annoncé, par l'entremise éloquentes du baron d'Estournelles de Constant, qu'ils laissaient leur entier dévouement à la disposition des peuples. Ce sont d'abord les représentants de l'Amérique du Sud, restés étrangers à la première conférence, qui réclamèrent l'accession de leurs pays aux bienfaits de l'arbitrage facultatif, puis proclamèrent à un Congrès, tenu à Madrid en 1900, la nécessité de l'arbitrage obligatoire. L'opinion publique des États-Unis ne restait pas moins enthousiaste, les organisations pacifistes de tous les pays réclamaient à grands cris la réunion d'une nouvelle conférence.

Le Président Roosevelt s'associa à cette campagne par une manifestation du 24 septembre 1904 (1) ; recevant une délégation de l'Union Interparlementaire pour la Paix, qui venait de tenir une session à Saint-Louis, et qui lui apportait le résultat de ses travaux, il salua « les représentants du grand mouvement international dont l'objet est la paix et la bienveillance entre toutes les nations de la terre. » « Je demanderai prochainement, ajouta-t-il, aux autres nations de prendre part à un second congrès de la Haye. Je sens et vous sentez certainement que nos efforts doivent viser à donner une impulsion

(1) *Revue Générale de Droit International Public*, t. XIII, p. 773.

pour compléter l'œuvre commencée à la Haye et que tout ce qui se fait actuellement doit être considéré non pas comme une chose nouvelle, mais comme une suite. Ce serait peut-être une illusion d'attendre un succès immédiat pour la grande cause que vous défendez, mais nous pouvons réaliser des progrès notables si, résolument et avec bon sens, nous visons au but qui consiste à éveiller parmi les nations comme parmi les individus, le sentiment de la responsabilité de l'une envers les autres et à obtenir que chacune reconnaisse les droits de l'autre. Le droit et la responsabilité doivent être inséparables. Il ne faut pas cesser de lutter afin d'inculquer à toute nation le respect du droit des autres et de renforcer le sentiment de sa propre responsabilité. Je ferai prochainement un appel pour la conférence que vous réclamez. »

Cet appel a été fait par les États-Unis, le 21 octobre 1904 (1) dans une circulaire adressée par le Département d'État de Washington à ses représentants accrédités auprès des gouvernements signataires des actes de 1899. Après avoir rappelé les origines et le but de la première conférence, cette circulaire relève l'influence exercée sur le mouvement pacifiste par l'Union Interparlementaire dont elle enregistre la démarche auprès du Président Roosevelt. Notant ensuite que la guerre pendante entre la Russie et le Japon ne saurait être un écueil infranchissable et après avoir signalé combien il serait désirable de trouver un moyen permettant aux États qui n'ont pas signé les actes de 1899 de pouvoir cependant y adhérer, le Gouvernement américain demande une nouvelle réu-

(1) *Revue Générale de Droit International Public*, t. XIII, 1905, 1 d.

nion, aussi proche que possible, à la Haye « berceau de l'œuvre historique, où s'attachent des souvenirs éternels ».

Une seconde circulaire du 16 décembre 1904 (1) enregistre l'adhésion de l'Autriche-Hongrie, du Danemark, de la France, de l'Allemagne, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, du Luxembourg, du Mexique, des Pays-Bas, du Portugal, de la Roumanie, de l'Espagne, de la Suisse, de la Norvège et de la Suède, mais devant les réserves de la Russie et du Japon sur l'opportunité du moment, le Gouvernement américain fut obligé d'abandonner « la perspective de voir bientôt les représentants des Nations réunis en une brillante assemblée en faveur de la paix et de la bonne entente internationale ». Mais retenant l'accueil favorable fait à sa proposition, le Président des États-Unis proposait que les échanges de vues indispensables entre les puissances signataires de l'Acte de 1899 aient lieu par l'intermédiaire de l'Office international, sous la direction du Conseil Administratif permanent de la Haye.

Cette satisfaction officielle ne pouvait cependant dissimuler entièrement le demi-échec de la tentative américaine ; le Président Roosevelt ne s'en montra point découragé et continua son action par la parole et par les actes. Il eut une grande part à la conclusion de la paix de Portsmouth entre le Japon et la Russie ; et l'on cite aussi le message qu'il adressa le 6 décembre 1905 (2) au Congrès des États-Unis : « Nous voulons, d'étape en étape, faire

(1) *Revue Générale de Droit International Public*, t. XI, 1905, 3 d.

(2) *Temps*, 7 décembre 1905.

un pas en avant pour arriver à créer quelque chose comme une organisation des États civilisés. »

L'étape suivante, pour tant est que ces multiples démarches diplomatiques aient été des stations du monde sur le chemin qui mène à la Paix éternelle, fut accomplie par la Russie. Muni de l'assentiment américain, le gouvernement du Tzar, dans une circulaire du 16/29 mars 1906 (1) reprit la proposition du Président Roosevelt, proclamant une fois de plus « la nécessité de donner un développement nouveau aux principes humanitaires qui ont servi de base à l'œuvre de la grande réunion internationale de 1899 ». Il proposait, comme la précédente suggestion des États-Unis, « d'étendre le plus possible le nombre des États participant aux travaux de la Conférence projetée » et « l'empressement avec lequel il avait été répondu à cet appel » lui témoignait combien « était actuellement profond et général le sentiment de la solidarité pour l'application des idées ayant pour objet le bien de l'humanité tout entière ».

La note russe donnait ensuite quelques précisions sur le programme projeté, dont les principales se réfèrent naturellement à l'arbitrage : « La première Conférence s'est séparée avec la conviction que sa tâche serait complétée ultérieurement par l'appel du progrès régulier des lumières parmi les peuples et à mesure des résultats de l'expérience acquise. La création la plus importante, la Cour Internationale d'arbitrage, est une institution qui a déjà fait ses preuves et qui a groupé, pour le bien général, en aéropage des jurisconsultes entourés du respect uni-

(1) *Revue Générale de Droit International Public*, t. XIII, 1906, 12 d.

versel ». Après cet hommage solennel que nous avons tenu à reproduire intégralement, car il montre en pleine lumière la faveur attachée à l'idée d'arbitrage, la circulaire impériale énonce le programme susceptible à être proposé à l'activité des diplomates, non sans avoir prudemment déclaré qu'il n'y avait lieu pour le moment que de « procéder à l'examen des questions qui s'imposent d'une façon particulière, en tant qu'elles découlent de l'expérience de ces dernières années, sans toucher à celles qui pourraient concerner la limitation des forces militaires ou navales ». Ces questions se rapportaient soit à des points de procédure arbitrale qu'il fallait préciser, soit aux lois de la guerre terrestre ou maritime, sur lesquelles le conflit russo-japonais avait attiré l'attention.

Par une note subséquente du 3 avril 1907 (1) le Gouvernement russe, après avoir enregistré les adhésions reçues ainsi que les observations complémentaires présentées par certains États, annonça la réunion de la nouvelle Conférence, pour le mois de juin suivant.

Au 15 de ce mois fut donc ouverte la seconde conférence de la Haye « avec mission de donner un développement nouveau aux principes humanitaires qui ont servi de base à l'œuvre de la première conférence de 1899 » (2). Quarante-quatre États étaient représentés par les plus hautes personnalités; les délégués sud-américains n'étaient ni les moins brillants ni les moins nombreux; la veille de l'inauguration des travaux, un protocole spécial avait été préparé pour leur permettre d'accéder à la Convention

(1) *Revue Générale de Droit International*, t. XIV, 1907, p. 24 d.

(2) *Revue Générale de Droit International*, t. XIV 1907, p. 31 d.

relative au règlement pacifique des conflits internationaux précédemment adoptée et de s'associer ainsi à l'œuvre de la première Conférence. Puis, M. Nélidoff, premier délégué russe, prononça le discours introductif ; il s'extasia sur les résultats déjà obtenus et, passant sous silence la guerre sud-africaine et la guerre russo-japonaise, il proclama comme un fait capital que trente-trois conventions d'arbitrage aient été conclues depuis 1899. Le travail fut, comme précédemment, réparti entre plusieurs commissions (quatre au lieu de trois) ; les propositions relatives à l'arbitrage et à la paix furent confiées à la première que naturellement présidait une fois de plus M. Léon Bourgeois.

La Conférence dura près de quatre mois ; elle se termina le 18 octobre 1907 par un Acte final qui ne mentionne pas moins de quatorze conventions, dont la première est relative à nouveau au règlement pacifique des conflits internationaux, tandis que les autres se réfèrent à la codification de la guerre terrestre ou maritime ; il contient en outre un certain nombre de manifestations diverses que nous allons indiquer rapidement. D'abord, la Conférence « se conformant à l'esprit d'entente et de concessions réciproques qui est l'esprit même de ses délibérations » a arrêté une Déclaration qui, « tout en réservant à chacune des puissances représentées le bénéfice de ses votes », leur permet à toutes « d'affirmer les principes qu'elles considèrent comme unanimement reconnus ». La Conférence s'affirme donc unanime :

- 1^o A reconnaître le principe de l'arbitrage obligatoire ;
- 2^o A déclarer que certains différends, et notamment

ceux relatifs à l'interprétation et à l'application des stipulations conventionnelles internationales, sont susceptibles d'être soumis à l'arbitrage obligatoire, sans aucune restriction.

La Conférence était également unanime à proclamer que « s'il n'avait pas été possible de conclure une convention dans ce sens », les divergences d'opinion n'avaient pas du moins dépassé les bornes d'une controverse juridique et qu'en tous cas, les Puissances, réunies par quatre mois de travail commun, avaient appris « à se comprendre, à se rapprocher davantage et avaient su dégager un sentiment très élevé du bien commun de l'humanité ». La Conférence mentionnait ensuite une résolution relative à la limitation des armements et différents vœux dont le principal recommandait l'adoption d'un projet de convention pour l'établissement d'une cour de justice arbitrale.

Enfin, elle préconisait la réunion d'une troisième Conférence, à convoquer dans un délai égal à celui qui avait séparé les deux premières, soit pour... 1915 !

Le discours de clôture fût prononcé par le même M. Nélidoff qui, sans se montrer moins optimiste qu'au premier jour, reconnut qu'en somme le plus grand progrès avait été de réunir une assemblée d'États fort brillante et fort nombreuse. M. le Professeur Pillet, dans son ouvrage déjà cité (1), observe très finement qu'il y a peut-être là une erreur et que la multiplication des rapports, loin d'assurer la paix, peut fort bien susciter de nouvelles causes de guerre. D'ailleurs, les autres orateurs — M. de

(1) PILLET, *Les Conférences de la Haye*, p. 65.

Beaufort, délégué des Pays-Bas, M. Saënz Pena, délégué de l'Argentine — furent moins enthousiastes et ne cachèrent pas ce que l'œuvre entreprise par la conférence avait de prématuré ou d'incomplet.

*
* *

De fait, la Conférence de 1907 a marqué la limite extrême à laquelle l'Internationale des Nations avait atteint dans son labeur pour la paix ; elle a posé le terme de cette campagne universelle dont nous avons enregistré les principales étapes et à ce titre, il convient de préciser les résultats obtenus.

Ces résultats n'ont pas tous le même caractère. Les uns sont purement platoniques ; ce sont des vœux, des recommandations, des déclarations, des projets ; qu'ils se rapportent, comme nous l'avons indiqué, à la diminution des armements, à l'adoption d'une cour de justice arbitrale, à l'attitude des autorités militaires en cas de guerre, à la périodicité de nouvelles conférences, ils sont vides de tout contenu juridique ; ils ne sont que verbe et phraséologie brillante, et notre étude, préoccupée des faits, ne peut que les signaler sans les retenir pour l'examen de l'organisation internationale à la veille de la guerre. Même la déclaration par laquelle la Conférence se déclarait unanime à reconnaître le principe de l'arbitrage obligatoire n'est qu'une vraie manifestation puisqu'elle constate, en quelques lignes que nous avons rapportées, qu'il n'a pas été possible de conclure une convention dans ce sens. Ce sont là des paroles et qui relèvent

de l'éloquence ou de la littérature, ce ne sont pas des actes qui relèvent du Droit.

Au contraire, la « Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux (1) » est plus substantielle. Elle débute par un préambule solennel : « animés de la ferme volonté de concourir au maintien de la paix générale, résolus à favoriser de tous leurs efforts le règlement amiable des conflits internationaux », les Chefs d'État y reconnaissent en propres termes « la solidarité qui unit les membres de la Société des Nations civilisées » — Société des Nations : le mot y est nommément, et nous tenons à le souligner.

97 articles, répartis en 5 titres, essaient d'y mettre la chose. Les premiers d'entre eux se rapportent au maintien de la paix générale — encore une affirmation dénuée de portée : « les Puissances, en vue de prévenir autant que possible les recours à la force, conviennent d'employer tous leurs efforts pour le règlement pacifique des différends internationaux » (art. 1^{er}). Le titre second est consacré aux bons offices, à la médiation, aux commissions d'enquête. Puis la Convention organise l'arbitrage, après l'avoir défini, dans les articles 37 et suivants, comme « le moyen le plus efficace de régler les litiges qui n'ont pas été résolus par les voies diplomatiques ». Complétant l'œuvre de 1899, elle consolide les pouvoirs de la Cour permanente, qui, sauf réserve contraire, sera ordinairement compétente (art. 42) ; le siège en sera à la Haye ; un Bureau International lui servira de greffe et conservera ses archives, auxquelles les puissances s'engagent à verser

(1) *Revue Générale de Droit International Public*, t. XIV, 1907, p. 41 d.

les stipulations d'arbitrage conclues ou les sentences intervenues, ainsi que les décisions légales en faisant mention (art. 43). Les membres de la Cour seront choisis à raison de quatre par Puissance contractante (art. 44), parmi les personnes d'une compétence reconnue dans les question du droit international, jouissant de la plus haute considération morale et disposées à accepter les fonctions d'arbitres ; ils seront nommés pour six ans. L'article 45 fixe la composition du Tribunal chargé de statuer sur un différend déterminé ; en principe, et toujours sauf accord contraire, chaque partie nomme deux arbitres parmi les membres de la Cour, qui choisissent ensuite un sur-arbitre, à moins que celui-ci ne soit désigné par les représentants de deux autres puissances pressenties à cet effet par chacune des parties. Les membres du Tribunal (art. 46) jouissent des privilèges et immunités diplomatiques. Dans le cas où un conflit aigu menacerait d'éclater, les Puissances considèrent comme un devoir de rappeler aux adversaires que la Cour permanente leur est ouverte (art. 48) et le conseil ainsi donné, dans l'intérêt supérieur de la Paix, ne pourra être considéré que comme acte amical de bons offices. C'est là une disposition qui aurait été réellement utile si elle avait dû connaître, en 1914, autre chose que l'oubli à peu près complet. Le Bureau International sera dirigé par un conseil administratif (art. 49) où siégeront, sous la présidence du Ministre des Affaires Étrangères des Pays-Bas, les représentants diplomatiques accrédités à la Haye ; ce conseil pourvoira à l'administration du Bureau et de la Cour ; il présentera chaque année un rapport sur les dépenses ainsi qu'un résumé des documents communiqués au Bureau (art. 49) ;

les frais seront supportés par les puissances, dans la proportion établie pour le Bureau International de l'Union postale universelle.

Le chapitre suivant remanie la procédure adoptée en 1899 et la décompose en trois phases principales : signature d'un compromis d'arbitrage, instruction écrite, débat oral dont la publicité sera fixée par les parties ; les délibérations sont secrètes, la sentence devra être motivée, elle sera sans appel, sauf stipulation inverse (art. 51 à 85). Il est prévu pour certains cas, d'ailleurs non précisés, une procédure sommaire exclusivement écrite (art. 86 à 90). Le 5^e et dernier titre est consacré aux dispositions finales relatives à la ratification, à l'accession des puissances non représentées, à la dénonciation éventuelle, à la notification d'adhésion ou de dénonciation (art. 91 à 97). Suivent enfin les signatures — et les réserves, purement de détail au demeurant, des États-Unis, du Brésil, du Chili et de la Grèce.

*
* *

Des nombreuses manifestations auxquelles la 2^e Conférence de la Haye avait réservé une mention dans son Acte final, cette Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux, constitue le seul résultat matériel ; elle crée véritablement un engagement positif, susceptible d'avancer les affaires du monde sur la route de la Paix ; elle est un essai d'organisation de la Société des Nations civilisées ; elle présente un caractère juridique et contractuel incontestable qui en fait l'aboutisse-

ment de l'œuvre pacifique entreprise depuis des siècles.

Et pourtant le résultat a paru mince pour un effort si tenace, si digne, si conforme à l'imprescriptible idéal auquel toutes les époques, toutes les doctrines, tous les peuples ont donné tant de probes artisans, et, sans générosité, les auteurs ne se sont pas fait faute d'attirer l'attention sur ce qu'il a de chétif et de mal venu. Ils ont souligné l'odieuse disproportion qui éclate entre la simple promesse écrite et signée qu'est au fond la Convention de 1907 et le but poursuivi, qui est la Paix universelle ; ils ont mis beaucoup de sévérité, quelque peu d'ironie et un tantinet d'acharnement à dévoiler l'absence de sanctions autres que morales qui donne à l'œuvre de la Haye un caractère aléatoire et fallacieux, et les événements de 1914 leur ont fourni de nouveaux arguments tout couverts de sang et de larmes.

Est-ce à dire cependant que cette œuvre fut si négligeable et, pour être impartial, ne faut-il pas tempérer d'indulgence des attaques si âpres ? Somme toute, la Conférence de la Haye a abouti au premier essai palpable de l'organisation du monde, du premier pacte écrit de la Société des Nations et si le résultat est pauvre, il ne faut pas tant incriminer les diplomates que la nature humaine elle-même. Pour la modifier, pour la purifier, il faut des efforts incessants, un labeur sans trêve, une lutte quotidienne et tenace. Si pour mettre un peu d'ordre dans la civilisation, il a fallu des siècles, c'est que l'œuvre des siècles n'est au fond pas autre chose que l'œuvre des hommes et que les hommes ne vivent pas même cent ans. L'arbitrage a déçu les espérances des

esprits généreux qui se sont donnés tant de mal pour arriver à l'inscrire en lettres timides et bientôt effacées au fronton du Droit des Gens, mais l'échec ne leur en incombe pas ; il est tout entier le fait des dirigeants qui ne se sont pas servis de l'instrument établi à grand'peine. La Société des Nations, ils l'avaient mise sur pied eux aussi, et l'on s'essaie aujourd'hui à parfaire ce qu'ils ont fait hier. Hélas, la faillite est aussi certaine aujourd'hui qu'elle l'était hier, parce qu'on part d'une conception fautive : c'est au cœur même des hommes qu'il faut mettre la paix et il faut chercher ailleurs que dans l'imitation des procédures la solution décisive des problèmes internationaux. Mais enfin, l'œuvre de la Haye mérite notre attention et notre respect. Elle a posé des catégories juridiques, ratifié des textes, organisé des procédés ; elle a codifié l'empirisme, d'imparfaite façon, mais qui aurait pu tout de même frayer les voies à l'avenir, si la conduite des gouvernements avait ratifié les signatures.

Quel état a-t-il été fait des prescriptions de 1907 pendant les semaines de 1914 où s'est joué le sort de la Paix ? A la Haye, les puissances s'étaient mises d'accord pour faire de l'arbitrage un bouclier contre la guerre ; après des siècles d'effort et des semaines de discussion, l'Internationale des Nations, Société de fait, s'était donné un statut juridique, avait promulgué une règle de droit, avait ouvert un prétoire de justice. Quel usage en a-t-il été fait entre le 28 juin et le 2 août 1914 ?

L'histoire de la période que nous étudions s'est écrite sous nos yeux attentifs et pourtant, à l'heure où nous interrogeons notre mémoire, il semble qu'elle n'ait rien retenu des essais qui ont été tentés pour sauver la Paix. L'assassinat de Serajevo, la note autrichienne, la réponse serbe, l'intervention russe, l'ultimatum à Belgrade, nous nous les rappelons comme une longue suite d'événements irrévocables auxquels rien n'a été opposé ; chaque semaine, d'abord, chaque jour ensuite, chaque heure nous paraissent avoir rapproché le monde de son inexorable destinée. Et notre souvenir n'a rien conservé de ce qui aurait été un effort unanime pour éviter la catastrophe.

Après tout ce qui avait été fait pour rapprocher les peuples après vingt siècles de christianisme et cinquante ans de conciles, de ligues, de congrès, on aurait pu s'attendre à quelque gigantesque levée de boucliers en faveur de la Paix offensée. De plus, dès le premier jour, la menace guerrière avait avéré un caractère général ; très vite la question austro-serbe s'était transformée ; de balkanique elle était devenue européenne et avait dressé l'un contre l'autre les deux groupements politiques qu'une lente évolution avait constitués. Devant la perspective d'une lutte formidable, on aurait pu croire à une croisade grandiose de tout ce que le monde entier comptait de savants du droit international, de professionnels du pacifisme et surtout de mobilisables. Il y a quelque chose d'impresionnant à constater qu'il n'en a rien été ; les opinions publiques n'ont pas bronché. Pas plus à Vienne qu'à Belgrade, à Paris qu'à Berlin, à Londres qu'à Pétrograd,

il ne s'est produit un de ces déchaînements populaires, une de ces protestations spontanées qui imposent la volonté du nombre et auraient pu rendre le Crime impossible. Il y a eu moins de bruit à Paris en faveur de la Paix qu'il n'y en avait eu en faveur de la Justice à telle époque d'agitation antérieure, au temps de l'affaire Dreyfus par exemple.

Pas davantage de campagne de presse. Nous n'avons lu nulle part un article vigoureux, un de ceux qui refont une âme à la foule égarée et dénudent brusquement à ses yeux la Vérité, dans un tumulte de voiles déchirés ; les journaux, tout de suite, sans indignation ni véhémence, ont pris un ton grave et résigné.

Quand le Forum et la Presse se taisent ainsi, c'est que, par un impérieux instinct de conservation sociale, la Nation pressent que chaque parole est un acte grave et qu'il faut laisser les gouvernants discuter dans la plénitude de leurs responsabilités. Le Pays se tourne vers ses chefs et ne veut plus entendre qu'eux ; discutés la veille parfois, ils deviennent, en de tels moments, les représentants symboliques d'une race qui veut vivre davantage ou qui ne veut pas mourir encore ; les chancelleries semblent devenir le cœur de la République et l'opinion ne s'exprime plus que par la voix d'un prince ou d'un ministre ; la France n'est plus que le Quai d'Orsay, et l'Allemagne, la Wilhelmstrasse.

*
* *

C'est donc dans les présidences du conseil, dans les offices d'affaires étrangères, dans les ambassades que

s'est jouée la paix du monde et c'est là qu'il faut aller demander si on a sérieusement tenté quelque chose pour la sauver. Les documents officiels où se consignent les faits et gestes diplomatiques ont été réunis en livres qui seront les seules archives où nous pourrons rechercher la trace de ces efforts. De quelque couleur que soit leur couverture, il n'est pas de lecture plus attristante. On y voit combien peu la cause du pacifisme avait gagné de terrain réel ; il est douloureux de constater la petite place qu'y tient le souvenir de tant de travaux excellents et si l'on y parle de la Haye et de ses conventions, c'est en passant et sans y insister beaucoup. Quant à l'arbitrage, que les nations avaient solennellement proclamé (art. 37, Convention de 1907) « le moyen le plus efficace de régler les conflits internationaux », qu'elles avaient minutieusement réglementé, pour lequel elles avaient prévu un code, une procédure et un tribunal, il n'y est fait que de rares allusions, dans lesquelles il rentre bien peu de conviction.

Au début de la crise, il n'en semble pas devoir en être tout à fait ainsi ; lorsque, un mois après l'attentat de Serajevo, au 23 juillet, l'Autriche remit à Belgrade sa note rendue sciemment inacceptable, il fut fait dans les chancelleries un large appel aux grandes idées de justice et de morale internationales. Dès la première heure, la France conseilla à la Serbie de soumettre le litige à l'arbitrage de l'Europe. Dans la conversation qu'eut M. Berthelot, directeur politique des Affaires Étrangères, avec M. Vesnitch, ministre de Serbie à Paris, et qu'a rapportée M. Bienvenu-Martin, par intérim ministre des Affaires Étrangères, dans un télégramme au Président Viviani,

l'avis fut donné télégraphiquement à Belgrade, d'acquiescer à toutes celles des demandes autrichiennes qui n'étaient pas incompatibles avec la dignité et la souveraineté nationales et pour le reste « de chercher surtout à échapper à la prise directe de l'Autriche, en se déclarant prête à se soumettre à l'arbitrage de l'Europe » (1). Par ailleurs, la France insiste, dans un télégramme adressé à Vienne, sur les besoins de « la morale internationale » pour obtenir une prolongation du délai de réponse imparti à la Serbie (2); dans une démarche corrélative, la Russie met en avant un argument de même ordre, quand son ambassadeur à Vienne, le prince Koudacheff, parle de « courtoisie internationale » au Sous-Secrétaire autrichien, le baron Macchio, qui, trahissait la volonté cynique de son Gouvernement, lui fait répondre que, « parfois, l'intérêt dispense d'être courtois » (3).

La note responsive de Belgrade tint le plus grand compte de ces éléments ; après avoir adhéré, sauf des réserves bien légères et bien légitimes, aux demandes de l'adversaire, le Gouvernement serbe déclare manifester des intentions pacifiques en proposant, dans un dernier paragraphe, de remettre la question, au cas de difficultés, « soit à la décision du tribunal international de la Haye, soit aux grandes puissances » (4).

Dans la longue suite de documents qui se sont échangés entre les nations à la veille de la guerre, c'est là la pre-

(1) *Livre Jaune*, pièce n° 26.

(2) *Livre Jaune*, pièce n° 39.

(3) *Livre Jaune*, pièce n° 45.

(4) *Livre Bleu serbe*, pièce n° 39.

mière fois qu'il est nommément question de la Haye et de l'arbitrage « moyen le plus efficace de régler les conflits internationaux ». On sait d'ailleurs le compte qui fut tenu de cette suggestion, et la conversation diplomatique se poursuivit sans plus de succès. Le Kaiser et le Tzar y juxtaposèrent par dessus la tête des diplomates, un échange de télégrammes qui, reproduits dans le « Livre Blanc » allemand (1) sont d'une lecture bien émouvante. Nicolas II, dans un télégramme du 29 juillet 1914 — le seul d'ailleurs que l'ouvrage officiel allemand ne mentionne pas par une omission caractéristique — proposa lui aussi de déférer à l'arbitrage de la Haye le différend austro-serbe (2). Non seulement l'Allemagne n'a pas donné son appui à la proposition, mais elle essaya de faire le silence sur cette tentative qui, pour s'être passée en dehors des chancelleries, est cependant la plus nette de celles qui aient été faites dans le sens de l'arbitrage. M. Sazonoff, ministre russe des Affaires Étrangères, essaya ensuite d'en appeler à la médiation anglaise (3) ; le procédé n'eut pas plus de succès, la préoccupation essentielle de l'Autriche étant d'échapper à une généralisation de la discussion. « L'Autriche repousse le spectre d'une conférence », déclare à M. Berthelot, l'ambassadeur allemand à Paris, M. de Schoën (4). L'Ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin, sir E. Goschen, montre que ce point de vue est aussi celui de l'Allemagne : il télégraphie, le 28 juillet, à sir Edward Grey :

(1) *Livre Blanc allemand*, introduction et annexes 21, 22, 23, 23 a.
(8 télégrammes seulement sur les 9 échangés).

(2) *Livre Jaune*, annexe V ; et aussi *Temps* du 2 février 1915.

(3) *Livre Orange russe* — Pièce n° 48. Télégramme à Londres du 28 Juillet.
(Voir aussi *Livre Jaune* — Pièce n° 50)

(4) *Livre Jaune* — Pièce n° 57.

« Le Secrétaire d'État allemand dit que la Conférence proposée équivaudrait en pratique à une cour d'arbitrage et à son avis, ne pourrait être convoquée qu'à la requête de l'Autriche et de la Russie. Il a donc déclaré ne pouvoir se rallier à votre proposition, malgré son désir de coopérer au maintien de la Paix ». Ainsi pour la troisième fois, l'arbitrage est repoussé en tant que procédé de conservation pacifique ; il est vrai que l'ambassadeur anglais se défend aussitôt d'en avoir parlé : « J'ai répondu, écrit-il à son ministre, que j'étais certain que votre idée n'avait rien à faire avec un arbitrage, mais voulait que les représentants des quatre nations non directement intéressées discutent et proposent les moyens d'éviter une situation dangereuse » (1).

Voilà le résultat de deux congrès internationaux : les uns repoussent l'arbitrage et les autres se défendent de l'avoir même proposé ! Il semble bien que l'on pourrait dès ce moment parler de faillite, mais la suite du dossier n'est pas moins probante. « Il ne peut être question d'amener notre alliée devant un tribunal européen » affirme une fois de plus le chancelier allemand, dans un télégramme à son ambassadeur à Londres (2). Devant une volonté aussi déterminée à négliger les droits de la solidarité internationale, la Russie essaie d'obtenir le résultat par une négociation directe avec l'Autriche. Elle propose de conserver son attitude expectante si la double monarchie reconnaît que « son conflit avec la Serbie a assuré le caractère d'une question d'intérêt européen » et « si elle admet que les grandes puissances examinent la

(3) *Livre Bleu anglais* — Pièce n° 43.

(4) *Livre Blanc allemand* — Annexe 12.

satisfaction que la Serbie pourrait lui accorder, sans porter atteinte à ses droits d'État souverain et à son indépendance » (1).

Mais l'Allemagne, poursuivant son plan, fait échouer cette suprême tentative ; elle enjoint à la Russie de cesser ses armements par l'ultimatum du 1^{er} août et cette fois, c'en est fait sans recours. C'est le 2 août 1914, c'est la mobilisation en France, les déclarations de guerre se succèdent de jour en jour, l'Europe entière est en feu, et bientôt le monde va être embrasé tout entier par les effets de la guerre sous-marine et la participation des colonies aux luttes des mères-patries.

*
* *

Au cours de ce bref historique — pour lequel nous avons éliminé toute source qui ne soit pas officielle, puisque nous ne citons que les seuls livres diplomatiques — nous n'avons pas rencontré souvent le souvenir de la Haye. A trois reprises seulement, il a été question d'arbitrage international ; la première fois dans la réponse serbe, la seconde dans la proposition anglaise du 28 juillet et encore avons-nous vu combien, pour essayer d'obtenir la chose, on avait vite effacé ce mot suspect aux puissances centrales — et la troisième, dans le télégramme du tzar Nicolas II au kaiser : c'est même là l'essai le plus net, mais il faut bien remarquer que, tenté en dehors des porte-paroles officiels de chaque pays, il a peut-être davantage un caractère de témoignage privé que de démarche publique.

(1) *Livre Orange russe*, pièce n° 67.

Il s'agit maintenant de conclure sur le rôle de l'Internationale des Nations pendant les semaines qui vont du 28 juin au 2 août 1914. Mais en est-il seulement besoin, et les faits ne parlent-ils pas d'eux-mêmes ?

Le ^{xix}^e siècle avait vu se parachever l'organisation nationale des États et sauf des exceptions plus ou moins violentes, les nationalités au sortir de la crise napoléonienne avaient à peu près constitué leurs cadres territoriaux. Au bouleversement géographique s'était juxtaposée l'évolution des conditions matérielles de l'existence ; par l'accession de l'Amérique aux affaires mondiales, le nombre des personnes du Droit International Public s'était augmenté, comme s'était augmenté par l'obtention des libertés politiques, celui des citoyens, personnes du droit national ; la multiplicité des points de contact avait instauré des rapports plus fréquents. L'accumulation des phénomènes économiques avait amené la conscience universelle à la perception d'un sentiment de solidarité internationale ; les peuples sentaient chaque jour moins confusément qu'au-dessus de l'intérêt propre à chacun il se créait des nécessités collectives ; de plus en plus impérieuses, elles avaient engendré des modalités inconnues dans les actes diplomatiques. Les gouvernements s'étaient rapprochés pour la solution de problèmes inédits et avaient fini par comprendre qu'ils étaient les membres d'une grande société qui devaient employer dans leurs rapports les procédés de la grande industrie ou de la haute banque. De là, ainsi que nous l'avons montré, ces associations d'États constituées pour des fins d'administration internationale, pour des commodités d'intérêts positifs. Par une évolution dont nous avons

analysé les étapes, il s'était agi ensuite de buts moins matériels, et la même activité s'était appliquée aux satisfactions morales. La Société des Nations avait voulu assurer la pérennité de son labeur par la stabilisation des relations internationales ; réunie à deux reprises en assemblée générale à la Haye, elle avait à grand peine mis sur pied un plan de systématisation pacifique. L'arbitrage avait paru le seul remède possible aux maux que risquaient de déclencher des ambitions mal dissimulées ; la doctrine s'était peu à peu dégagée des efforts patients des précurseurs, des théories ardues des juristes, des aspirations impatientes des peuples. La Société des Nations d'hier avait décrété une loi, une procédure, une juridiction et reçu des serments de fidélité. Il a suffi d'une volonté malévole pour décevoir affreusement les plus nobles illusions. L'édifice de la Haye s'est écroulé comme un château de cartes ; les écritures saintes ont été bafouées. Dans les semaines prémonitoires, c'est à peine si on a osé les citer ou les consulter. En tout et pour tout il a été question trois fois de l'arbitrage, la première sur la demande des Serbes, la seconde, sur la proposition des Anglais et encore ceux-ci, nous l'avons vu, ont retiré le mot sitôt prononcé, la troisième, dans un télégramme personnel du Tzar au Kaiser. Et l'arbitrage c'était le procédé auquel avaient abouti cinquante ans de travaux pour la paix. A l'heure suprême, on n'a même pas essayé d'utiliser la mirifique machine à tuer la guerre et, sur les lieux de l'incendie, les pompiers sont arrivés les mains vides. C'est le plus grand navrement d'espérance de toute l'humanité. Après cela, il est faux de dire que l'Internationale des Nations a fait faillite ; elle a fait banqueroute.

L'Internationale Catholique

La question de la souveraineté du Pape est l'une de celles qui exercent le plus la sagacité des auteurs du droit international ; il est évident que la question serait plus simple si la Loi des Garanties était autre chose qu'une manifestation de volonté unilatérale et si elle était un véritable traité de paix, signé par les deux parties. Même réduite à un jardin, la souveraineté territoriale est un fait qui se constate et si minuscule que soit l'élément matériel sur lequel elle porte, elle confère dans la Société des Nations les mêmes droits et les mêmes devoirs. Par contre, quelles que soient les libertés laissées à un individu ou à une collectivité sur un territoire, s'ils n'en sont juridiquement que les locataires ou les preneurs à bail de quelque façon que ce soit, il ne peut y avoir de doute : ils sont dépourvus de la souveraineté territoriale, ils ne peuvent être, d'après la majorité des auteurs, personnes du Droit International Public.

La plupart des juristes sont bien obligés de reconnaître que cet élément matériel fait défaut au Souverain Pon-

tife. Mais c'est un autre fait que l'existence de la Papauté en Droit International et elle la prouve tous les jours; comme on démontre le mouvement en marchant, elle le prouve en agissant. Il est impossible de nier que son rôle y a survécu à la disparition de son pouvoir temporel et qu'il s'exerce exactement dans les mêmes formes qu'avant 1870, avec une intensité variable seulement d'après les vicissitudes intérieures du Vatican. Dans le droit des gens, depuis 1870, comme avant, la Papauté est une puissance que l'on peut mesurer, une personne que l'on peut, pour ainsi dire, toucher du doigt — comme nous montrerons par ailleurs que l'est le Prolétariat.

Cette évidente réalité apparaît aux esprits même les moins cléricaux et l'on n'affirmerait pas que certains techniciens, particulièrement sévères sur le principe de la souveraineté nécessaire en Droit International Public n'en soient profondément étonnés, un peu comme des médecins qui assisteraient à la longue carrière contre toutes règles d'un malade par eux condamné. Il nous semble cependant que le phénomène peut s'expliquer si l'on veut précisément s'attacher moins aux théories qu'aux faits. Si la Papauté subsiste dans la vie internationale, si le Prolétariat y est né, si demain une autre puissance, aujourd'hui imprévisible, peut s'y manifester, c'est que la souveraineté territoriale n'y est peut-être pas le seul élément créateur de l'existence. Au fond, toutes les personnes y sont immatérielles et le contour géographique, dans ce qu'il implique une absolue propriété du sol et du sous-sol, n'est pas la seule réalité qu'elles puissent représenter. La question se pose donc de recher-

cher quels sont les éléments dispensateurs de la vie internationale et puisque la Papauté nous y démontre chaque jour encore son existence, il y a lieu d'analyser sa constitution organique et sa structure intime, pour saisir ce qui fait d'elle un corps vivant et agissant.

D'abord, elle est une association, au sens le plus courant du mot, elle a une hiérarchie complexe et ordonnée, une discipline savante et subtile, une caisse bien entretenue, une quantité d'adhérents considérable. La Papauté est une Société qui fait de bonnes affaires.

Cette puissante réunion d'individus ne borne pas son action à un territoire politiquement et géographiquement déterminé, sans quoi, elle deviendrait partie inséparable de la Nation, dont elle ne serait plus qu'un des éléments constitutifs ; bien au contraire, elle est universelle et ne connaît pas de frontières ; elle recrute sa clientèle dans tous les pays et ne fait pas de distinction entre les individus selon leur origine ; elle se refuse même à sanctionner les différences de races et pour elle, les hommes comme l'argent n'ont pas de couleur. Tout ce qui est national lui est étranger : la Papauté, cette Association, est une association internationale.

Mais cette association internationale n'est pas constituée pour l'exploitation d'intérêts matériels ou la satisfaction de commodités économiques ; elle n'existe que pour le développement d'une idée morale qui est le catholicisme. Et cette idée morale est une idée morale universelle, dont nous trouvons la très éloquente expression dans une lettre adressée, à l'occasion de l'ouverture de la Conférence de la Paix, par Sa Sainteté le Pape

Léon XIII à la reine des Pays-Bas : « L'autorité du Pontificat suprême, écrit-il, dépasse les frontières des Nations ; elle embrasse tous les peuples afin de les confédérer dans la vraie paix de l'Évangile ; son action pour promouvoir le bien général de l'humanité s'élève au-dessus des intérêts particuliers qu'ont en vue les divers chefs de l'État et mieux que personne elle sait incliner à la concorde tant de peuples au génie si divers ! » (1). Il est impossible de dégager en termes plus nobles les éléments constitutifs de la Papauté : « Elle est une association internationale, dont l'essence caractéristique est d'avoir une fin morale universelle qui est la Paix ». C'est la Paix qu'elle inscrit à la base de sa leçon, la Paix pour les corps comme pour les âmes, la Paix qui fait tous les hommes frères, la Paix entre les particuliers comme entre les Nations, la Paix sur la terre comme la Paix dans les cieux. La Paix, voilà le sens primordial de la Papauté, le but sans lequel il n'en est pas d'autres, le but sans lequel elle ne serait rien d'autre qu'un groupement quelconque d'individus, plus puissant, mieux dirigé que certains, le but qui fait de cette association internationale une réalité vivante du Droit International Public.

Une organisation matérielle, si elle cesse d'être particulière à un pays donné et si elle n'existe qu'en vue d'une fin idéale universelle, est donc susceptible de devenir partie intégrante à ce droit particulier qu'est le droit des gens ; elle peut vivre, cette vie internationale, où toutes les personnes sont des personnes morales, dont on

(1) *Revue Générale de Droit International Public* — t. VI. 1899, p. 841.

constate cependant chaque jour l'objectivité des droits et la matérialité des actes.

On peut en conclure que l'existence en Droit International Public doit être reconnue à toute organisation détachée de l'idée de nationalité, suffisante par les ressources et les effectifs pour affirmer son action vers un but idéal universel. Aucun de ces éléments ne manque à la Papauté qui est un corps international : l'Église, en même temps qu'une morale internationale : le Catholicisme. Il n'en faut pas plus pour expliquer son existence et du moment qu'elle les réunit, elle est une personne du Droit International Public. Elle est « l'Internationale Catholique » comme le Proletariat est « l'Internationale Ouvrière » depuis qu'il s'est donné une organisation et une philosophie et comme lui, comme les nations, elle a son action responsable dans les événements historiques.

*
* *

Par rapport à ceux de 1914 dont l'étude nous préoccupe, la Papauté n'avait pour prendre position qu'à consulter son passé et sa doctrine. Comme les nations, comme le prolétariat, elle ne peut pas ne pas mettre par définition la Paix à la base de toute morale internationale et il faut reconnaître que de tous temps ses représentants ont trouvé des accents singulièrement élevés pour combattre la guerre. Les théologiens du moyen âge en faisaient une question de conscience et appliquèrent toute leur subtilité à la distinction des guerres justes

de celles qui ne le sont pas, ainsi que devaient le faire, dix siècles plus tard, les tenants de l'Église socialiste. Ils employèrent de même toute leur influence à en régler les usages et à en réprimer la sauvagerie. Les successeurs de saint Pierre n'ont manqué à aucun moment d'intervenir entre les combattants pour modérer leurs excès ou leur imposer une solution pacifique. M. Chrétien, dans la *Revue Générale de Droit International public* (1), nous rappelle fort justement le rôle du pape Alexandre III qui, au concile de Latran (1179), proclamait déjà le respect dû aux habitants des pays ennemis et à leurs biens en ces termes : « *Innovamus autem ut presbyteri, clerici, monachi, conversi, peregrini, mercatores, euntes et redeuntes, et in agricultura existentes, et animalia quibus arant et quæ semina portant ad agrum congrua securitate lætentur* ». C'est de la même époque qu'il faut également citer les institutions qui, comme la « Paix ou la Trêve de Dieu », essayaient de mettre un frein aux turbulences sanglantes des seigneurs féodaux ; à maintes reprises, les papes se sont préoccupés d'adoucir le sort des prisonniers.

Des exemples tirés des temps modernes nous montrent que la Papauté n'a jamais cessé de faire entendre sa grande voix. On connaît la lettre du 10 février 1870, par laquelle quarante Princes de l'Église, réunis en concile à Rome, ont posé la question du désarmement — bien avant le comte Mouravieff et presque dans les mêmes termes : « *Postulata a pluribus episcopis Sancto Domino nostro Pio-Papæ IX et sacro sancto concilio Vaticano*

(1) *Revue Générale de Droit International Public* — t. VI. 1899, p. 289.

reverenter proposita. Intoleranda prorsus facta est præsens mundi conditio, propter exercitus adeo ingentes ac sortè conscriptos. Tantis porro calamitatibus sola mederi potest Ecclesia.

Persuasum habent viri graves rerumque publicarum periti necessariam esse omnino declarationem, qua authentice promulgentur eæ juris canonici partes quæ ad jura gentium et belli naturam spectant illaque omnia respiciunt unde vel officii vel sceleris rationem bellum obstineat.

Huic postulationi exhibitæ die 10 Februarii 1870 subscripserunt 40 concilii patres. » (1).

Cette activité de l'Église en faveur de la paix mondiale ne s'est pas ralentie depuis la perte du pouvoir temporel qui n'a décidément été pour sa vie internationale qu'une contingence et non pas un élément essentiel, ainsi que nous l'avons démontré par l'examen des faits. Il est inutile de rappeler la part personnelle qu'a prise le Pape Léon XIII à la solution des questions du droit des gens qui lui ont été contemporaines. On sait combien il lui fut douloureux de ne pas avoir été convié aux réunions de la Haye, surtout s'il est vrai qu'il en fut le véritable inspirateur et s'il fut pour le choix de cette ville l'agent des négociations entre la Russie et les Pays-Bas. La reine Wilhelmine ne put s'empêcher, par une démarche déférente, de lui annoncer l'ouverture de la Conférence ; Léon XIII lui répondit par cette lettre du 29 mai 1899, dont nous avons déjà parlé et où, après avoir énoncé les principes directeurs de l'Internationale Catholique,

(1) Collection Lascensis — t. VII., p. 86.

il relève avec un rare bonheur d'expression le rôle des Papes qui l'ont précédé : « L'Histoire témoigne de tout ce qu'ont fait nos prédécesseurs pour adoucir par leur influence les lois malheureusement inévitables de la Guerre, arrêter, même quand surgissent des conflits entre Princes, tout combat sanguinaire, terminer à l'amiable les controverses les plus aiguës entre Nations, soutenir courageusement les droits des faibles contre les prétentions des forts ». Il s'étend ensuite sur son rôle personnel : « Mais aussi, malgré l'anormale condition où nous sommes réduits pour l'heure, il nous a été donné de mettre fin à de grands différends entre des nations illustres, comme la Germanie et l'Espagne ; et aujourd'hui même nous avons la confiance de pouvoir bientôt rétablir l'harmonie entre deux nations de l'Amérique du Sud qui ont soumis à notre arbitrage leur contestation. Malgré les obstacles qui peuvent surgir, nous continuerons, puisque le devoir nous en incombe, à remplir cette traditionnelle mission, sans aspirer à d'autre but que le bien public, sans connaître d'autre gloire que celle de servir la cause sacrée de la civilisation chrétienne (1) ».

Il y avait, dans ces paroles infiniment nobles, autre chose qu'un hommage au passé : il y avait une règle pour le présent et un programme pour l'avenir. Aux heures tragiques de 1914, le Vatican pouvait s'y reporter : c'est une grande force que celle qui s'exprime avec de tels accents et qui, au cours des siècles disparus, en a trouvé de plus solennels encore dans les anathèmes véhéments du moyen-âge.

(1) *Revue Générale de Droit International Public* — t. VI, 1899, p. 841.

*
* *

Il est difficile d'obtenir sur le rôle du Saint-Père, pendant les semaines de 1914 que nous étudions, les données précises qui sont nécessaires au juriste. Quand il s'agit de droit international public, le seul document qui puisse être retenu est le document officiel ; l'article de journal, le discours politique, la suggestion officieuse peuvent être cités, mais il serait impossible de porter sur l'action des États un jugement, si inexact qu'il put être d'ailleurs, sans l'exclusive référence des dossiers constitués par les Gouvernements. Pour faire droit au légitime désir de la science, ceux-ci se sont préoccupés d'ouvrir leurs archives aussitôt que possible et de les publier, d'une manière plus ou moins complète, sous forme de livres de différentes couleurs, dans lesquels nous avons puisé notre matière précédente. C'est uniquement dans les publications officielles que nous avons étudié les manifestations de l'Internationale des Nations.

Nous entendions appliquer la même méthode à l'étude des manifestations de l'Internationale Catholique, telle que nous l'avons définie, et nous nous flattions de trouver aussi facilement les textes dans lesquels le Pape qui est sa plus haute expression a conservé, pour la curiosité attentive du savant comme pour le pieux réconfort du croyant, le souvenir de ses efforts pour la Paix, morale essentielle du catholicisme en tant que doctrine internationale. Il nous paraissait tout naturel que le Vatican eut publié un recueil récapitulatif de son action pendant les semaines préliminaires à la guerre, dans lequel il eut

réuni les correspondances échangées avec les différents Chefs d'États, les notes reçues par sa Secrétairerie, les instructions communiquées aux différentes nonciatures, en un mot les démarches tentées, au nom de l'Internationale Catholique, pour étayer la Paix défailante et éviter au monde les horreurs d'une conflagration.

A notre grande surprise, aucune bibliothèque, aucune collection n'a pu nous fournir l'ouvrage dont, par une analogie bien naturelle, nous escomptions l'existence. Nous avons cru d'abord que nos écoles en étaient dépourvues par un omission malencontreuse et nous nous sommes adressés à la Librairie Pontificale de Frédéric Pustet, « typographe du Saint-Père et de la congrégation des Rites », qui, de Rome, nous manda textuellement que « l'attitude du Pape Pie X en 1914 n'avait pas été imprimée ». De sa science éminente, M. le Pr André Weiss voulait bien nous confirmer le renseignement précédent : « Il n'existe, à ma connaissance, nous écrivait-il, aucun recueil spécial des Actes du Vatican relatifs à la guerre mondiale. Ces actes se trouvent, pour la plupart sans doute, reproduits ou analysés dans « l'Osservatore Romano », organe officieux de la Curie ; mais la recherche n'en serait pas facile ». Nous nous permettons d'ajouter que des documents ainsi disséminés n'auraient pas la valeur probante et comme renforcée que confère la réunion en une publication officielle. Également consulté, M. Loiseau, qui a rempli pendant la guerre aux alentours du Vatican une mission importante que les journaux ont maintes fois signalée, ne pouvait davantage nous donner les assurances demandées sur l'existence d'un livre diplo-

matique contenant les documents intéressant la période comprise entre l'assassinat de Serajevo et la déclaration de guerre. Enfin, notre chargé d'affaires auprès du Vatican, M. Doulcet, nous faisait savoir « qu'il n'avait pas connaissance d'autres actes et d'autres documents que ceux qui sont énumérés dans l'« *Annuaire Pontifical Catholique* » de Mgr. Battandier (édition de 1920).

Nous nous sommes donc reportés à cet annuaire qui contient en effet des notices chronologiques sur les principaux événements de l'année. Dans la rubrique des « Faits intéressants », il indique que « le Saint Siège prépare un Livre Blanc, qui comprendra, en plusieurs volumes, tous les documents qui se rapportent à son action pendant la guerre ». (*Annuaire Pontifical Catholique*, par Mgr. Battandier, 1920, p. 36.) A l'heure actuelle (1), d'après les sources les plus autorisées, il n'existe pas encore de recueil officiel, où se trouve consignée l'activité du Souverain Pontife pendant la période que nous nous proposons d'étudier.

Cette lacune ne laisse pas que d'étonner ; il y a dans ce peu d'empressement du Saint Père à nous livrer les secrets de sa diplomatie, quelque chose de déconcertant. L'historien ne se fait pas facilement à l'idée d'un Vatican inactif dans une période où les destinées les plus hautes du monde étaient en jeu ; il ne semble pas possible qu'en ces semaines décisives, l'Internationale Catholique ait détourné les yeux de son but essentiel qui est la Paix

(1) La *Maison de la Bonne Presse* nous écrit : « Nous ignorons tout du *Livre Blanc* qui serait actuellement en préparation ».

entre les États et que le Pape ait tu la voix du Christ quand tant d'hommes allaient mourir.

*
* *

C'est pourquoi, à défaut des textes officiels sans lesquels toute étude approfondie demeurera incomplète, mais qu'il est impossible de se procurer, avons-nous essayé de réunir les ouvrages publiés sur cette matière. Mais il est décidément bien difficile d'étudier le rôle de la Papauté dans les origines immédiates du conflit mondial. L'Œuvre de la Bonne Presse, pourtant créée dans le but de diffuser le sentiment catholique sur la guerre, n'a pu nous en indiquer. Il existe cependant un opuscule de Mgr. Lacroix, ancien évêque de Tarentaise, professeur à la Sorbonne, qui étudie précisément le sujet qui nous retient. Les pages qu'il a consacrées à l'attitude du Pape Pie X dans un fascicule de son ouvrage « Le Clergé et la guerre » (1) ont été écrites pendant que la lutte se déroulait ; elles sont cependant d'une psychologie si exacte, d'un esprit si judicieux que nous n'hésitons pas à en reproduire la substance.

Mgr. Lacroix rappelle d'abord en quelques lignes toute l'importance du rôle du Pape, dont la ligne de conduite conditionne l'attitude du catholicisme tout entier ; chef suprême de cette société fortement hiérarchisée qu'est l'Église, où toutes les initiatives sont subordonnées à l'action de son autorité, parlant au nom de ce

(1) Monseigneur LACROIX, Professeur à la Sorbonne. — *Le Clergé et la Guerre de 1914*. II, Le Pape (Bloud et Gay) Paris.

grand corps, personne souveraine du Droit International Public, le Saint Père pouvait prétendre à exercer sur les événements une influence éminente. Le savant évêque se demande — et c'est bien pour nous la question — « par quelles paroles, par quels actes le Pontife a tenté d'écarter le terrible fléau ou d'en atténuer les « effroyables conséquences » et il se propose, en propres termes, « d'y faire une réponse loyale et strictement objective ».

Cette étude débute par un portrait de Pie X, « ce pasteur si pieux, si foncièrement doux et tendre pour toutes les brebis de son immense troupeau, si prompt même à faire toutes les concessions qu'on lui demandait, pourvu que la pureté de la doctrine ne fut pas en jeu ». Mgr Lacroix définit ensuite son action sur les événements, et il nous faut bien citer cette analyse dans son intégralité, puisqu'elle est la seule que nous ayons trouvée : « Dès le 2 août, alors que la rupture diplomatique n'était pas encore consommée et que l'ambassadeur d'Allemagne n'avait pas quitté Paris, Pie X, par l'organe de l'Osservatore Romano, et dans un article certainement inspiré par lui, adressait aux souverains d'Europe les conseils les plus pressants en faveur de la Paix.

« Mais, entre tous les souverains, il en était un sur qui, semblait-il, ses paternelles exhortations devaient avoir plus de prise : c'était François-Joseph, Empereur d'Autriche. Il n'avait pas oublié, en effet, que c'était à l'intervention personnelle du chef de la catholique Autriche, dans le conclave de 1903, qu'il était redevable de cette tiare plus lourde, plus cuisante pour sa tête qu'une couronne d'épines. Il n'avait pas oublié, non plus, que,

dans cette somptueuse procession qui clôtura le Congrès Eucharistique de Vienne, on avait vu le vieil Empereur suivre dévotement, dans un carrosse de gala, les mains jointes et la prière aux lèvres, le char triomphal sur lequel était porté l'Ostensoir d'or qui emprisonnait la Sainte Hostie. Et il se disait qu'un monarque, qui avait donné à ses peuples une preuve éclatante de sa foi et de sa piété, ne saurait rester sourd aux chrétiennes objurgations du Chef de la Catholicité. Il lui écrivit donc une lettre autographe, pour le supplier de remettre l'épée dans le fourreau et de ne pas ensanglanter sa vieillesse. Bien que tous les journaux aient parlé de cette lettre, aujourd'hui encore nous ne savons presque rien de son contenu ; nous en ignorons même la date. Mais on peut être assuré qu'elle fut pressante, pathétique, douloureuse et que l'âme apostolique du défunt Pape s'y révéla tout entière.

« On se rappelle avec quelle brutalité la supplication gémissante du vieillard du Vatican fut écartée par la Cour de Vienne. Dans le fracas des préparatifs de la lutte, et aussi dans l'orgueil des victoires qu'on escomptait d'avance, on n'avait que faire de cette requête importune et inopportune. On prétend même que l'envoyé du Pape ne put jamais pénétrer jusqu'à François-Joseph pour lui remettre, en mains propres, le pli dont son auguste maître l'avait chargé. »

*
* *

De ce qui précède, il résulte que le juriste a bien peu de chose à retenir, puisque même aujourd'hui, en 1921, le

texte officiel de ce document n'a pas encore été communiqué. Mgr. Lacroix le reconnaît implicitement puisqu'il poursuit en ces termes : « Certains, je le sais, auraient souhaité que Pie X eût pris alors une attitude plus fière, plus vigoureuse, plus conforme aux traditions des grands Pontifes du moyen-âge. Il est fâcheux, disent-ils, que le précédent Pape n'ait pas déployé contre les fauteurs de la guerre, quelque chose de cette sévérité et de cette rigueur dont il avait usé contre certains novateurs à coup sûr moins dangereux, et qu'à la fin de non-recevoir du vieil empereur ou de ses ministres, il n'ait pas riposté par une excommunication en règle, une de ces excommunications solennelles et tragiques qui, jadis, jetaient l'effroi dans l'âme des rois coupables, et déliaient les sujets de leur serment de fidélité. Quelle magnifique leçon de choses, quelle incomparable leçon de morale il eût donné au monde si, en vertu des pouvoirs qu'il tenait du Christ, il avait retranché François-Joseph de la communion chrétienne ! La déclaration de guerre, lancée le 28 juillet, contre la Serbie, n'était-elle pas, pour le Pape, une raison suffisante d'intervenir avec toute la force et la majesté de son magistère Suprême ? Pouvait-il, devait-il supporter, lui, le suprême défenseur de la justice en ce monde, qu'un empire de cinquante millions d'hommes s'apprêtât à écraser un petit peuple voisin, qui en comptait à peine cinq millions, et qui, pour sauvegarder la paix, avait, dès le 25 juillet, donné une satisfaction à peu près complète aux exigences autrichiennes ? »

Dans son for intérieur, l'évêque de Tarentaise ne doit pas être bien éloigné de ceux qui pensaient ainsi, car il

ajoute : « Soupçonne-t-on l'effet d'un si solennel anathème tombant brusquement sur les rois et les peuples, avant que le premier coup de canon eût été tiré? Quelle lumière, fulgurante pour les consciences catholiques, peut-être même pour les consciences protestantes ! Qui voudrait se risquer à soutenir que ces foudres mystérieuses, depuis si longtemps inemployées, n'auraient pas retrouvé, pour la circonstance, leur efficacité d'autrefois, et n'auraient pas arrêté tout net les velléités belliqueuses des deux empereurs et de leur « camarilla » militaire..... »

D'ailleurs, Mgr. Lacroix exprime, quelques lignes plus loin, son sentiment personnel en termes précis :

« Il est grand dommage, en effet, que cette épreuve, d'une portée unique dans l'Histoire, n'ait pas été tentée, et je suis de ceux qui estiment que la Papauté y aurait probablement puisé un splendide regain de prestige et de grandeur morale. Elle serait apparue, aux yeux de toutes les nations, non pas comme un gouvernement quelconque qui soutient des revendications terrestres, mais comme une autorité presque divine, en tout cas impartiale et désintéressée, qui n'a d'autre souci que de faire triompher la justice et le droit. »

Il paraît bien difficile d'ajouter quoi que ce soit à une opinion qui, exprimée avec une ferme simplicité, apparaît si profondément véridique. Pourtant, l'auteur, dans une pieuse intention d'obédience, essaie d'expliquer les motifs d'une abstention morale dont beaucoup de bons esprits ne se consoleraient pas :

« Le malheur est qu'il était extrêmement difficile,

périlleux même, pour ne pas dire impossible, que Pie X s'engageât dans cette voie avec quelque chance de réussite. Il ne pouvait pas oublier qu'il était le Pasteur universel, le Père commun de tous les fidèles, que sa charge était d'ordre international et qu'à s'immiscer ainsi dans des conflits où seuls des intérêts temporels étaient en jeu, il risquait de s'aliéner, non seulement la déférence protocolaire de François-Joseph et de Guillaume II, mais encore l'attachement et même l'obéissance des 50 ou 60 millions de catholiques disséminés dans les deux empires.

« C'est pourquoi, aux éclats de la foudre, il préféra l'arme mystique de la prière, ce suprême recours des humbles et des faibles, cet appel au Souverain Maître de nos destinées, qui, suivant le mot si expressif d'Henri Lavedan, « convenait mieux à ses habitudes de piété cloîtrée ». Repoussé par les empereurs, ils se tourna vers Dieu et lui dit dans le secret de son âme : « Seigneur, puisqu'on ne m'écoute pas sur terre, rappelez-moi bien vite auprès de vous. S'il faut une victime, prenez-moi, acceptez l'holocauste de ma vie, et faites que tant de millions d'existences humaines, que menacent de si terribles engins de destruction, soient épargnées !... »

Et Mgr Lacroix conclut :

« Quelques jours après, Pie X mourait. Sa nature émotive, que tant de tracas avaient débilitée, n'avait pu résister plus longtemps aux affres de ce cauchemar de bataille. Il succombait à l'âge de 79 ans. L'histoire dira de lui qu'il fût la première et la plus illustre victime de la guerre de 1914 ».

Sauf ce document de premier ordre, nous n'avons rien à citer. Mais l'analyse de Mgr Lacroix, dans sa modération, nous dispenserait de toute autre recherche. La question dont nous poursuivons l'étude, il la pose, lui aussi, et, hélas, il y répond.

*
* *

Car cet exposé est une conclusion, et cette plaidoirie un réquisitoire. Nulle part la carence de la Papauté ne pourra être décrite avec plus de cruelle vérité. Aux heures solennelles, l'Internationale Catholique puissante de toutes les manières — elle avait son Chef, ses troupes, ses armes, son trésor, sa doctrine — somme de tant d'efforts accumulés, a renié son but de fraternité interhumaine. A lui seul, le blanc vieillard du Vatican pouvait être une armée couvrant les flancs de la Belgique violée ; sa voix, prononçant l'excommunication des empereurs sacrilèges, eût dressé devant leur conscience la foule immense de ceux qui, dans la course des siècles révolus, avaient dans les croisades donné leur vie mortelle pour que dure la civilisation chrétienne qui veut la Paix sur la terre. Forte des plus riches souvenirs de morale pacifique que le monde ait amassés, la troupe évoquée des spectres eût défendu, pour un renouveau fécond de catholicité, la juste cause de l'innocent. Cette mobilisation de toutes les forces agissantes de la pensée chrétienne, le Pape ne l'a pas décrétée et, aux heures poignantes de 1914, la lumière qui pouvait guider le monde s'est éteinte au vent des passions mauvaises, comme un flambeau qu'on souffle.

L'Internationale Catholique a eu moins d'action encore sur la marche des événements que l'Internationale des Nations. L'une s'est écroulée comme un enfant, et l'autre, comme un vieillard ; l'une a trahi toutes les espérances, l'autre tous les souvenirs, et s'il est des degrés à des déceptions à ce point affreuses, on peut leur appliquer les expressions du code : l'Internationale Catholique et l'Internationale des Nations ont fait banqueroute le même jour, mais c'est une banqueroute d'un caractère bien pénible que celle de l'Internationale Catholique.

L'Internationale Ouvrière

L'étude de la Papauté nous a conduit à admettre qu'au cours du ^{xix}^e siècle, par suite de révolution des choses et des gens, la territorialité a cessé d'être l'élément dispensateur de la vie en Droit International Public. Dans cette matière spéciale, où les personnes sont toutes morales, quand bien même leurs manifestations sont, telle la guerre, affreusement tangibles, on est bien obligé de constater qu'il y a place désormais pour des groupements d'individus différents de ceux que la tradition a consacrés sous la catégorie des peuples. Nous avons montré, au cours du chapitre précédent, qu'il fallait reconnaître la personnalité à toute organisation détachée de l'idée de nationalité, suffisante par les ressources et les effectifs pour affirmer son action vers un but idéal universel, ou, pour parler plus brièvement, à toute Association Internationale qui soit à la fois une force et un idée, ou, plus brièvement encore, à toute « Internationale ». Il s'agit main-

tenant de rechercher s'il est, par le monde, de telles organisations et ce qu'a été leur rôle éventuel dans les semaines préparatoires au conflit de 1914.

*
* *

On a cru en voir plus qu'il n'y en a réellement et un certain langage courant ne laisse pas que d'employer à tort et à travers ce mot d'« Internationale » auquel nous entendons donner une signification rigoureusement précise. C'est ainsi que l'on a parlé de l'« Internationale Capitaliste ou Financière »; il ne faut voir là qu'une phrase de réunion publique ou de polémique électorale.

Des capitalistes de nationalités différentes ont pu se réunir pour la défense de leurs industries, des banques de plusieurs pays ont pu conjuguer leurs efforts vers une même réalisation, mais à aucun moment, ces associations, purement fortuites, n'ont constitué une « Internationale », au sens que nous avons posé. Tout d'abord, ces coalitions d'argent n'ont jamais entendu posséder un caractère de systématisation internationale, elles n'ont jamais visé à organiser la paix du monde selon une conception générale ; il n'y a pas de doctrine capitaliste, il n'y a que des intérêts, par hasard convergents, dont la recherche passe les frontières, sans que les parties perdent de vue leur drapeau respectif. Il est même arrivé que de semblables groupements aient eu sur les événements diplomatiques une action momentanée et limitée, et qu'ils aient nécessité des interventions qui se sont traduites par des manifestations d'ordre international public, telles que le blocus,

l'expédition ou la guerre. Mais c'est toujours de l'idée nationale que se sont réclamés, en pareille occurrence, banquiers ou capitalistes pour assurer à leur portefeuille une protection parfois sanglante et s'il leur est arrivé de perturber par leurs manœuvres les rapports des peuples, ils n'ont jamais prétendu régler l'incident par des procédures autres que gouvernementales. D'ailleurs, dans la mesure où ces associations temporaires ont pesé sur les destinées mondiales, nous ferons observer qu'il a suffi souvent d'un seul homme pour déclencher les forces de conquêtes : c'est Suberbie qui a entraîné la France à Madagascar, et Cecil Rhodes, l'Angleterre au Transvaal.

Il ne faut donc pas attribuer aux coalitions de capitaux une importance qu'elles n'ont pas ; elles n'ont connu ni généralisation suffisante, ni stabilité nécessaire pour être envisagées comme participant d'une façon continue à la vie des peuples ; elles ont été essentiellement contingentes, visant à la distribution de dividendes sans aucune prétention d'organisation universelle et, somme toute, leur action se confond avec celle des différents gouvernements. L'expression d'« Internationale Capitaliste » ne répond à aucune réalité vivante du droit des gens, parce qu'elle ne représente ni une force originale, ni une idée homogène.

*
* *

Cette permanence, cette philosophie qui sont les caractères essentiels d'une « Internationale », des auteurs ont cru les rencontrer chez les représentants, aujourd'hui disséminés par la terre entière, de ce qui fut jadis un peuple

ordonné, et l'on a parlé de l'« Internationale Juive » au moins autant que de l'« Internationale Capitaliste » — dans un but plus tendancieux encore et sans davantage de raison. Sans doute une origine ethnique commune constitue aux Juifs de toutes nationalités un fonds élémentaire d'idées, puisées et alimentées à la pratique d'une même religion. Mais, dans les pays occidentaux où, par un progrès qui n'a pas toujours été sans réactions pénibles, on a pris l'habitude de les laisser vaquer en paix à leurs occupations (qui ne diffèrent pas de celles du reste de la population), les Juifs ne sont plus que des nationaux comme les autres, confondus dans les mêmes droits, les mêmes devoirs et les mêmes douleurs. S'ils sont particulièrement nombreux aux avenues du pouvoir, c'est là un phénomène particulier à chaque cas, sans portée générale, qu'expliqueraient largement pour chaque individu envisagé ses qualités personnelles, s'il s'agissait d'un adepte d'une autre confession. Leurs efforts, dans tous les domaines de la politique, du commerce ou de l'intelligence, sont toujours restés personnels, et ils n'ont même pas plus de tendances à se soutenir entre eux que les tenants de petites chapelles auxquels, dans l'administration ou l'armée, par exemple, la renommée attribue une valeur de préférence. C'est dans le cadre de la nationalité propre à chacun d'entre eux qu'ils ont poursuivi une action traditionnellement tenace, et la situation plus ou moins privilégiée de certains Juifs n'a jamais eu d'influence sur les destinées des peuples, parce qu'ils n'ont sur l'organisation du monde aucune espèce de vues générales et systématiques.

Nous savons bien que ce n'est pas là une opinion admise par tous et que des attardés de l'antisémitisme ont voulu trouver une fin politique à une solidarité en quelque sorte philanthropique. On ne saurait nier qu'elle ait eu parfois des conséquences dans les rapports internationaux ; c'est ainsi que les Juifs des États-Unis ont été assez puissants, du temps de Nicolas II, pour faire refuser par le Sénat Américain son adhésion à un traité de commerce avec la Russie. Le souvenir du tzarisme explique fort bien une manifestation de ce genre, comme l'horreur de l'Angleterre explique l'attitude de certains Irlandais-Américains. La Roumanie hier, la Pologne aujourd'hui se sont également heurtées à l'hostilité de Juifs influents qu'indisposent la situation pénible, les vexations de toutes sortes, les crimes qu'ont à supporter dans ces pays leurs frères par la religion ; mais ce sentiment est tout à fait comparable à celui qu'éprouvent des Chrétiens pour la Turquie à la pensée des massacres d'Arménie — et sont aussi louables. Dans toutes ces manifestations qui, au reste, n'ont jamais présenté un caractère bien étendu, il n'a jamais été possible de dégager un système défini d'hégémonie. Même le sionisme n'a pu être retenu comme une philosophie universelle à la charge du judaïsme, et il a fallu lui laisser son caractère de résurrection nationale sur un territoire déterminé.

Des esprits bien intentionnés se sont cependant empressés, à la faveur d'incidents récents, d'analyser le bolchevisme pour en extraire cette doctrine juive d'organisation mondiale qu'ils recherchent depuis si longtemps sans la trouver dans tous les événements auxquels, de près ou de

loin, des Israélites peuvent être mêlés. En Allemagne, en Angleterre et même en France (1), on représente ce qui est une forme plus perfectionnée de l'anarchie comme une manifestation de l'Esprit Juif. On a totalement oublié que, si les Juifs se trouvaient en grand nombre dans les organismes de la Russie Nouvelle, c'est que l'Ancienne leur faisait la vie singulièrement difficile et que, toutes questions de ravitaillement mises de côté, il est excusable, au fond, de favoriser un régime où la qualité d'Israélite ne confère aucun inconvénient supplémentaire. Si même l'on constatait, ce qui est au moins douteux, une sympathie pour les Soviets chez les Juifs de tous pays, il faudrait observer que cette sympathie est loin d'être générale chez eux et que, partout, on rencontre des non-juifs pour l'éprouver. De plus, on pourrait l'expliquer, sinon l'excuser, par la haine profonde du tzarisme auquel les pires institutions peuvent sembler préférables. Mais nulle part il ne s'agit d'une adhésion globale et ordonnée à une doctrine que chacun fera sagement, pour juger définitivement, d'attendre d'être mieux renseigné. Dans un but qu'il est facile de comprendre, on a une fois de plus travesti ce qui est d'ordre sentimental en une manifestation politique et l'on veut à tout prix faire passer pour systématique une solidarité fort restreinte, et, le plus souvent, simplement affective.

*
* *

Il n'y a donc pas plus d'« Internationale juive » que d'« Internationale capitaliste » qui puissent, par une orga-

(1) Georges BATAULT — *Mercur* de France, n° 542. *Le Problème Juif. La Reconnaissance de l'Antisémitisme ; ses causes actuelles et sa signification.*

nisation permanente détachée de l'idée de nationalité et constituée en vue d'un idéal de paix universelle, répondre aux exigences de la définition que nous avons posée.

Pourtant, ces conditions, que nous avons dégagées par l'analyse de la Papauté et qui sont pour nous de nature à expliquer sa survie en droit international public, ne sont pas telles qu'elles ne puissent être réunies par d'autres groupements. D'ailleurs, c'est aux faits de nous répondre ; leur examen nous indiquera s'il existe des organisations qui, sans domaine territorial défini, exercent sur les rapports mondiaux une influence suffisamment généralisée pour qu'on doive leur reconnaître une vie internationale identique à celle des peuples. Ce n'est pas le cas de ce qu'on a appelé l'« Internationale Capitaliste » ni de ce qu'on a appelé l'« Internationale Juive », dont l'action, fortuite et intermittente, ne peut guère se comparer, comme nous l'avons vu, qu'à celles de puissantes individualités. De même, cette condition de généralisation suffira à écarter des groupements considérables, mais qui, constitués sur des continents différents par la formation intellectuelle, ne se sont pas souciés d'influer sur les rapports des peuples dans le sens où nous l'entendons. Comme le Panislamisme ou le Bouddhisme, ils ont la force et la doctrine, mais il leur manque, jusqu'à présent, une volonté d'idéal pacifique ; étroitement attachés à l'idée de nationalité puisqu'une farouche xénophobie les anime à l'ordinaire, ils aspirent moins pour lui imposer sa foi, à faire la paix du monde qu'à lui faire la guerre. Ils élaborent peut-être dans l'obscur conscience de races

lointaines la vérité de demain mais, dans le présent, si le droit des gens a cessé d'être strictement européen, il n'est encore devenu asiatique ni africain.

*
* *

Il n'est d'ailleurs pas besoin d'aller si loin pour constater que, depuis cinquante ans, une organisation y a un accès général et systématique, que, depuis cinquante ans, elle intervient dans les affaires du monde au nom d'une doctrine de paix internationale et avec toute l'autorité que confère une puissante masse d'adhérents et d'argent, avec un détachement absolu de l'idée de nationalité, réunissant ainsi tous les caractères distinctifs d'une « Internationale » telle que nous l'avons, maintes fois, définie.

Une doctrine de paix internationale? Oui : l'union de tous les hommes sous l'égide du Travail universel, la synthèse de tous les labeurs en une philosophie de fraternité. Une philosophie qui a ses exagérés, ses illuminés, ses mystiques — mais qui a eu ses martyrs ; une philosophie qui s'exprime en phrases brutales, en axiomes péremptoires, en dures maximes — mais qui a trouvé, pour bercer les douleurs humaines, les accents d'une cordiale tendresse. Une philosophie qui est, sans doute, de nature à rallier les agités, les mécontents — mais aussi tous ceux qui se penchent sur l'universelle souffrance des travailleurs.

Une puissance? Oui, car elle groupe des millions d'individus et des millions de francs. Tous les jours, l'ouvrier

retient sur le maigre salaire la part du syndicat, sur les âpres besoins du foyer, la ménagère rogne le sou du parti... Et dans une discipline où chacun demeure libre — puisqu'il a choisi ses chefs dans toute l'indépendance de son esprit et que les chefs à leur tour ont choisi d'autres chefs qui sont les directeurs de la conscience, les propagateurs de la foi, les meneurs de la grande lutte, les centurions et les capitaines des immenses cohortes — l'appel sacré: «Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!» est lancé d'une voix unanime, qui fait s'ébranler les bases sociales elles-mêmes.

Un détachement de l'idée de nationalité? Oui encore, oui surtout, puisqu'il ne s'agit plus de patrie. «Les travailleurs n'ont pas de patrie», est-il écrit au fronton du temple irréal où repose le Dieu redoutable des temps nouveaux. Oui, puisque ces hommes méprisent tous les drapeaux, puisqu'il y a dans le trésor commun des marks et des francs, des livres et des dollars, des lei et des pesos — puisque ces hommes sont de toutes les races, de toutes les couleurs...

Cette organisation, c'est le Prolétariat, c'est l'« Internationale Ouvrière » qui satisfait, comme on le voit, toutes les exigences de notre théorie, qui justifie en droit international public notre conception, qualifiée par certains d'aventureuse.

Cette Internationale, nous allons maintenant l'analyser, étudier, selon un plan indéfectible, son but et son action, les rapportant aux événements de 1914, ainsi que nous nous le sommes proposé.

Il ne s'agit pas ici de faire l'historique de l'Internationale Ouvrière, encore que ce serait œuvre singulièrement utile en l'absence d'une documentation précise. Il est en effet curieux de constater que ce sujet n'a pas été traité, même par un des politiciens qui y ont attaché leur fortune, et aujourd'hui où l'on ne sait plus par quel numéro chiffrer les Internationales ouvrières qui se disputent la clientèle prolétarienne, nul ne s'est avisé d'en donner un historique définitif ou même résumé. Il y a bien les quatre volumes de James Guillaume (1), mais ce ne sont que des souvenirs personnels prodigieusement intéressants, classés chronologiquement et qui s'arrêtent à 1878 ; c'est une mine de documents, de textes, d'anecdotes où nous avons beaucoup puisé et dans laquelle il y a ample matière à réflexions de tout ordre sur les fondateurs du mouvement (Marx, Bakounine, de Paepe, Engels, etc...) dont les personnages, intimement liés à l'action, passent et repassent sous les yeux du lecteur, lui montrant, en ce milieu de techniciens et d'adeptes d'un monde nouveau, beaucoup des défauts de l'ancien et bien peu de ses qualités. Le volume d'Hervé, « L'Internationalisme », paru en 1910 (2) n'est pas davantage une œuvre d'historien, mais un instrument de polémique où il est savoureux de retrouver la verve et les outrances d'un écrivain qui a bien évolué depuis et qui met au service de la cause aujourd'hui adverse ses qualités de discussion superficielle et sa science de l'exposé narquois. Le livre de

(1) JAMES GUILLAUME. — *L'Internationale*, Documents et souvenirs, Société Nouvelle de Librairie et d'Édition (t. I et II), P. V. Stock (t. III et IV) Paris.

(2) GUSTAVE HERVÉ. — *L'Internationalisme*, Giard et Brière Paris 1920.

Zevaës (1), « La Faillite de l'Internationale », ne contient qu'un bref chapitre d'histoire, purement liminaire à la démonstration tentée par l'auteur.

Il eut été pourtant intéressant, remontant à l'origine, de rassembler les textes épars et d'en extraire, au triple point de vue économique, social et politique, la doctrine de l'Association des Travailleurs (2). Cette tâche n'est point la nôtre et il nous suffira, modestement, de donner sur les origines et le développement de l'Internationale Ouvrière quelques éclaircissements nécessaires.

*
* *

Au début de cet exposé nous rappellerons, pour mémoire, l'essai d'organisation internationale de la démocratie avortée de 1831.

*
* *

Dans le but de réunir en une vaste république fédérative les différentes républiques européennes, Mazzini entreprit de seconder les partis républicains de chaque pays ; puis il fonda la « Jeune Italie » (1831) à laquelle devaient se joindre par la suite la « Jeune France », la « Jeune Allemagne », la « Jeune Pologne », la « Jeune Espagne », la « Jeune Suisse ». En 1844, la « Jeune Europe »

(1) Alexandre ZEVAËS — *La Faillite de l'Internationale*, La Renaissance du Livre, Paris 1917.

(2) Un ouvrage de ce genre était annoncé en 1914 chez Marcel Rivière, Paris, mais n'a pas paru par suite de la guerre.

constitua un comité central qui ne fut pas sans avoir d'action sur les événements révolutionnaires de 1848. On se rappelle que des insurrections éclatèrent successivement à Paris, à Berlin, à Prague, à Vienne, à Milan, à Venise, à Buda-Pesth, à Rome, à Naples. Mais, il faut le reconnaître, ces mouvements, loin de présenter un caractère internationaliste, étaient étroitement attachés à l'idée de Patrie ; ils entendaient libérer le peuple non pas de l'oppression d'une classe socialement opposée, mais de celle d'usurpateurs installés sur le sol natal. D'ailleurs la bourgeoisie y jouait le plus grand rôle et retira la plus large part des bénéfices.

La première tentative véritablement ouvrière pour l'organisation universelle du monde eut lieu à Londres. Les idées maîtresses du socialisme se dégageaient du fatras obscur des docteurs primitifs et l'Angleterre était alors le refuge des révolutionnaires de tous pays qui trouvaient dans les Trade-Unions, déjà solidement établis, un terrain de culture pour leurs théories ; le prolétariat anglais était certainement à cette époque le plus évolué de l'Europe. Dès 1836, un socialiste anglais, Patrick Howell, proposa de fonder une association internationale pour l'émancipation des classes ouvrières. Son projet échoua et fut repris par lui en 1839 sans plus de succès. Une autre tentative se fit en 1843, à Paris, par un homme qui avait longtemps séjourné à Londres, Flora Tristan : il publia une brochure, « l'Unité ouvrière », dans laquelle il traçait le plan d'une organisation qui « ne devait faire aucune distinction entre les nationaux et les ouvriers ou ouvrières appartenant à n'importe quelle nation de la terre ».

D'après lui, l'Unité ouvrière devait établir dans les principales villes d'Angleterre, d'Allemagne, d'Italie, en un mot dans toutes les capitales de l'Europe, des comités de correspondance. L'initiative de Flora Tristan ne passionna pas l'opinion et demeura sans suite.

En 1847, la Ligue des Communistes (Bund der Kommunisten) réunie en Congrès à Bruxelles, adopta, après des débats qui durèrent dix jours, un manifeste où l'on voit déjà la plupart des idées chères à Karl Marx et à Engels en même temps que la formule « Travailleurs de tous les Pays, unissez-vous ! » Cet appel à l'organisation internationale fut lancé une fois encore à Paris, en 1850, par la Fédération ouvrière de Jeanne Derouin, Delbrouck et Pauline Roland.

L'idée qui était dans l'air ne devait véritablement prendre corps que quelques années plus tard. A l'occasion de l'Exposition Universelle de Londres, les ouvriers français furent sollicités d'y envoyer une délégation. Bien que la législation impériale ne leur permit pas la réunion en ce que nous appelons aujourd'hui un syndicat, la chose leur manquait moins que le mot et sous le couvert de sociétés mutualistes, ils avaient formé de puissants groupements corporatifs, sur lesquels l'administration fermait les yeux. Bien plus, un cousin de Napoléon III, le prince Jérôme, qui se posait volontiers en chef de l'opposition libérale, s'appliquait à concilier les faveurs populaires à l'Empire. Son entourage poussa les travailleurs à accepter l'invitation anglaise. Quoi que ce patronage pût à leurs yeux présenter de suspect, ceux-ci, sous l'influence du ciseleur Tolain, dont la réputation grandissait chaque

jour, se décidèrent dans ce sens, non sans avoir spécifié qu'ils entendaient garder toute liberté vis-à-vis du pouvoir. Les deux cents délégués qui partirent à Londres y trouvèrent des syndicats auxquels ne manquait point la reconnaissance de la loi et qui, par la vertu de l'association, avaient à maintes reprises imposé au patronat les revendications prolétariennes. Dans une fête offerte à leurs camarades de France, les ouvriers anglais lurent une adresse dont voici la conclusion, reproduite par Hervé dans son livre sur l'Internationalisme⁽¹⁾ : « Nous pensons qu'en échangeant nos pensées, nos observations avec les ouvriers des différentes nationalités, nous arriverons à découvrir plus vite les secrets économiques des sociétés. Espérons que maintenant que nous nous sommes serré la main, que nous voyons que, comme hommes, comme citoyens, et comme ouvriers nous avons les mêmes aspirations et les mêmes intérêts, nous ne permettrons pas que notre alliance fraternelle soit brisée par ceux qui pourraient croire de leur intérêt de nous voir désunis. Espérons que nous trouverons quelque moyen international de communication et que chaque jour se formera un nouvel anneau de la chaîne d'amour qui unira tous les travailleurs de tous les pays ». Les ouvriers français répondirent en célébrant l'abaissement des frontières, en affirmant la communauté matérielle et spirituelle des travailleurs des deux pays et en promettant de rester désormais en correspondance avec les syndicats anglais.

Les délégués parisiens tinrent leur promesse par l'intermédiaire de réfugiés établis en Angleterre depuis 1848

(1) Gustave HERVÉ — *L'Internationalisme* déjà cité.

ou même de quelques-uns d'entre eux qui s'y fixèrent. L'insurrection polonaise de 1863, par la sympathie qu'elle suscita dans les milieux démocratiques, fut l'occasion d'un nouveau déplacement à Londres, au cours duquel on reparla d'organisation internationale. Dans le courant de 1864, une campagne de meetings provoqués par les horreurs de la répression tzariste fit l'objet de l'envoi à Londres de Tolain et de deux de ses camarades par les ouvriers parisiens, avec le mandat précis d'organiser les relations entre les travailleurs des différents pays. Dans un meeting tenu à Saint-Martin's Hall, le 28 septembre 1864, sous la présidence du professeur Edward Spencer Beesly, un des principaux disciples de l'école positiviste, la résolution suivante fut votée : « Le meeting ayant entendu les réponses de nos frères français, nous proclamons encore leur bienvenue et comme leur programme est de nature à améliorer la condition des travailleurs, l'accepte comme base d'une organisation internationale. Le meeting nomme un comité, avec pouvoir de s'adjoindre d'autres membres pour former les règlements de cette association ». C'est véritablement de cette motion qu'il faut dater la fondation de ce qui devait être par la suite la première Internationale Ouvrière. Les tentatives précédentes étaient davantage l'anticipation chimérique de théoriciens avisés que des projets dignes d'être étudiés et mis au point. Au meeting de Saint Martin's Hall, on peut dire que le prolétariat s'est résolument engagé dans la voie de l'Internationale organisée. Avant de l'y suivre en ses développements successifs, il convenait ici de noter l'œuvre des précurseurs et d'insister sur ce fait que si plus tard la

réalisation en fut dirigée par des esprits de formation germanique, la conception primitive, claire, généreuse, fraternelle, porte les marques de la pensée française.

Un comité de vingt et un membres, dans lequel se trouva Karl Marx, bien qu'il n'eut pas assisté à la réunion du 28 septembre, et où il exerça comme délégué allemand une grande influence, avait été choisi par l'Assemblée parmi les délégués français, allemands, italiens et surtout anglais. Ce comité prit par la suite, le nom de « Conseil Général » (Central Council) et chargea un sous-comité d'élaborer des statuts provisoires (provisional rules). Ces statuts, presque entièrement rédigés par Karl Marx, furent publiés à Londres, précédés d'un manifeste, à la fin de 1864 (1). Ils prévoyaient, dans leur article 3, la réunion, pour 1865, en Belgique, d'un congrès général, mais le Central Council dut reconnaître que cette convocation serait prématurée et pourrait en outre présenter des difficultés avec le gouvernement belge, en raison d'une récente législation sur les étrangers. Une simple conférence fut donc réunie à Londres, du 27 au 29 septembre 1865. Paris, Bruxelles, Genève, Londres y furent représentés par des délégués, parmi lesquels James Guillaume (2) cite Tolain, Fribourg, César de Paepe, Karl Marx, Eccarius, etc... Ils décidèrent d'assembler en Suisse le premier congrès au printemps suivant, mais là date fut quelque peu reculée et le premier congrès de l'Internationale Ouvrière s'ouvrit finalement à Genève le 3 septembre 1866.

(1) Address and Provisional Rules of the International Working Men's Association, Londres 1864.

(2) James GUILLAUME — *L'Internationale*, déjà cité, t. I.

En deux ans de temps, l'Internationale des Travailleurs était devenue une véritable puissance ; des sections comprenant des travailleurs manuels et intellectuels (ceux-ci ne furent d'ailleurs pas admis sans quelques difficultés) s'étaient formés au hasard de la rencontre des militants, tandis que d'autres réunissaient, en une sorte de syndicat professionnel, les ouvriers d'une même spécialité. Sections, sociétés de résistance, coopératives de consommation ou de production, communiquaient entre elles par un secrétaire et se réunissaient pour constituer des fédérations locales, régionales ou même nationales. Un comité était à la tête de chaque fédération, tandis que le Conseil Général de Londres centralisait les renseignements fournis par les sections et donnait l'impulsion à la propagande. Le pouvoir souverain devait appartenir aux congrès qui étaient en principe annuels. Ce fut la tâche du Congrès de Genève d'adopter les bases de cette organisation et de fixer les Statuts définitifs de l'Internationale Ouvrière. Les considérants de 1864 furent intégralement maintenus, de même que les articles sur l'admission des intellectuels qui soulevèrent cependant une vive discussion ; malgré l'opposition des délégués parisiens, la question fut finalement résolue par l'affirmative. James Guillaume, dans son ouvrage déjà cité (1), donne le texte de ces statuts avec les variantes en langue française et anglaise, ainsi que ceux du règlement définitif de l'Association.

Il n'est pas dans notre intention d'y rechercher la doctrine de l'Internationale Ouvrière ; nous constaterons simplement que, dès cette époque, la lutte contre

(1) JAMES GUILLAUME — *L'Internationale*, t. I.

la guerre rallia l'unanimité des représentants du prolétariat et que, dès le premier jour, ils rompirent complètement avec toutes les traditions nationales et patriotiques. Au surplus, lorsqu'en 1866 la guerre fut menaçante entre l'Autriche et la Prusse, l'occasion fut donnée aux membres de l'Internationale Ouvrière de rappeler la formule marxiste et communiste de 1847 : « Les Proletaires n'ont pas de Patrie ». Les différentes sections proclamèrent à l'envi la fraternité des travailleurs et des articles enflammés parurent à Paris dans « La Rive Gauche » de Charles Longuet et « Le Courrier Français » de Vermorel et de Vallès.

L'Internationale Ouvrière tout entière conseilla à ses adhérents la grève des peuples contre la guerre ; elle adjura les citoyens d'en finir avec la mystique absurde de la Patrie et affirma le mépris des manifestations nationales, quel que soit le côté de la frontière où elles se soient produites. Le Conseil Général de Londres répéta dans son « Adresse aux ouvriers de tous pays » : « Le pauvre n'a pas de patrie ; par tous les pays il endure les mêmes maux ; aussi il comprend que les barrières, dans lesquelles les puissants avaient parqué les peuples pour mieux les asservir, doivent tomber ». De leur côté, les ouvriers français prêchaient aux ouvriers allemands, prussiens, autrichiens et italiens de rester neutres puisque la lutte ne pouvait intéresser que leurs gouvernants.

Le deuxième Congrès général, réuni à Lausanne en septembre 1867, éleva à son tour une protestation (1) contre la guerre et décréta la Paix, « condition première

(1) James GUILLAUME — *L'Internationale*, t. I., déjà cité.

du bien-être général ». Il décida en plus de se faire représenter au « Congrès International de la Paix » qui se tenait quelques jours plus tard à Genève et qui groupait les efforts pacifistes de la bourgeoisie avancée. Garibaldi devait y faire ses célèbres propositions : « toutes les nations sont sœurs, la guerre entre elles est impossible ; toutes les querelles qui peuvent survenir entre les nations seront jugées par un Congrès nommé par les Sociétés démocratiques de chaque peuple ». Le délégué de l'Internationale Ouvrière, Eugène Dupont, de Londres, proclama que le travailleur était le plus chaud partisan de la paix perpétuelle : « victime du canon sur le champ de bataille, c'est son travail et ses veilles qui alimentent le budget de la guerre ». Il demanda à l'Assemblée de faire table rase des casernes comme des églises et d'établir la paix perpétuelle en faisant de tous les citoyens une même classe de travailleurs. Un révolutionnaire russe, qui devait jouer un rôle éminent dans le mouvement socialiste, Bakounine, prit également la parole tandis que Gustave Chaudet, exécuteur testamentaire de Proud'hon, rappelait la grande pensée de celui dont il venait d'éditer le dernier livre (1) : « l'humanité moderne ne veut plus la guerre ». Tous ces discours, emplis d'une éloquence romantique, furent clos par le vote de résolutions qui, comme beaucoup du même genre, devaient rester platoniques. Décidément ni les pacifistes bourgeois, ni les prolétaires ne sortaient encore du domaine du sentiment ; pourtant, puisqu'il n'est pas dans notre but de dégager les théories économiques de l'Internationale Ouvrière et que nous nous proposons simplement d'examiner les conditions de son action sur

(1) PROUD'HON — *De la capacité politique de la classe ouvrière*

les rapports des peuples, nous soulignerons au passage que, dès 1866, elle posait la paix comme condition essentielle du progrès social et qu'elle élevait contre la guerre une protestation dont nous retrouverons plus d'une fois le sens avec les termes entre cette date et 1914.

Dans l'année qui suivit le Congrès de Lausanne, la section parisienne de l'Internationale Ouvrière, où figuraient Tolain, Fribourg, Camélinat, Malot, etc... fut l'objet des poursuites impériales ; elle fut dissoute par autorité de justice et cessa d'avoir à Paris une existence légale ; mais ses membres adhèrent individuellement à Londres et tournèrent ainsi la loi qui permettait l'affiliation à une société étrangère. Le 3^e Congrès de l'Internationale Ouvrière se réunit en septembre 1868 à Bruxelles. Cette assemblée décida à l'égard de la Ligue de la Paix et de la Liberté, dont le second Congrès était annoncé à Berne quelques jours plus tard, une attitude bien différente de celle de l'année précédente. La très grande majorité des délégués refusa de prendre au sérieux la propagande pacifiste de la ligue et invitèrent les adhérents de cette société à se faire recevoir dans l'une ou l'autre des sections de l'Internationale Ouvrière. Chose curieuse, les Parisiens, pour lors emprisonnés à Sainte-Pélagie, crurent devoir protester au nom de la liberté contre cette invitation à se dissoudre adressée à la Ligue par les assistants du Congrès de Bruxelles. Quoi qu'il en soit, ceux-ci adoptèrent, sur le rapport de Charles Longuet, une résolution qui disait : « Considérant que la Justice doit être la règle des rapports des groupes naturels, peuples, nations aussi bien qu'entre les citoyens..., que les peuples peuvent donc

dès maintenant diminuer le nombre des guerres en s'opposant à ceux qui les font ou qui les déclarent ; que ce droit appartient surtout aux classes ouvrières soumises presque exclusivement au service militaire et qu'elles seules peuvent lui donner une sanction ; qu'elle ont pour cela un moyen pratique égal et immédiatement réalisable ; qu'en effet le corps social ne saurait vivre si la production est arrêtée un certain temps, il suffit donc aux producteurs de cesser de produire pour rendre impossibles les entreprises des gouvernements personnels et despotiques, le Congrès de l'Association Internationale des Travailleurs, réuni à Bruxelles, déclare protester avec la plus grande énergie contre la guerre ; il invite toutes les sections de l'Internationale, chacune dans leur pays respectif, ainsi que toutes les sociétés ouvrières et groupes ouvriers, quels qu'ils soient, à agir avec la plus grande activité pour empêcher une guerre de peuple à peuple qui aujourd'hui ne pourrait être considérée que comme une guerre civile, parce que, faite entre producteurs, elle ne serait qu'une lutte entre frères et citoyens. Le Congrès recommande surtout aux travailleurs de cesser tout travail dans le cas où une guerre viendrait à éclater dans leur pays respectif. Le Congrès compte assez sur l'esprit de solidarité qui anime les travailleurs de tous pays, pour espérer que leur appui ne fera pas défaut à cette guerre des peuples contre la guerre. »

Cette résolution, que nous avons tenu à reproduire en entier, montre quel avait été en un an le chemin parcouru par l'Association des Travailleurs. Elle avait rejeté toute solidarité avec les organisations bourgeoises

qui poursuivaient un idéal pacifiste et avait donné une forme qui est restée inchangée aux sentiments de l'Internationale Ouvrière sur la guerre. Absence de la distinction entre guerres offensives ou défensives, négation de la patrie, explication économique de la guerre, prépondérance sociale des producteurs, grève générale contre la guerre — et mêmes illusions sur l'efficacité du diagnostic et du remède — nous y trouvons tout ce qui a été la substance et l'action pacifistes de l'Internationale Ouvrière pendant près de cinquante ans et nous verrons par la suite que si elle a trouvé d'autres accents, elle n'a pu que répéter les mêmes mots et les mêmes idées.

Comme nous l'avons dit, à la même époque (21-25 septembre 1868) s'était tenu à Berne le second Congrès de la Ligue de la Paix et de la Liberté. L'Internationale Ouvrière repoussant désormais toute action solidaire avec les groupements bourgeois, avait décliné en termes assez cavaliers l'invitation d'y participer. Pourtant un certain nombre d'internationaux y assistèrent à titre personnel, parmi lesquels Élisée Reclus, Albert Richard, Joukovsky, J.-Ph. Becker et Bakounine. Dans la séance où furent discutés les rapports de la question économique et sociale avec celle de la paix et de la liberté, ce dernier fit une profession de foi collectiviste — organisation de la société et de la propriété collective sociale de bas en haut, par la voie de la libre association, et non pas de haut en bas par le moyen de quelque autorité que ce soit — qui ne recueillit que peu de suffrages. Ses partisans et lui se retirèrent du Congrès et décidèrent de se constituer en « Alliance Internationale de la Démocratie Socialiste » qui se proposa d'établir des sections dans le monde entier

et de demander son admission en bloc dans l'Association des Travailleurs. Cette demande fit l'objet de discussions passionnées et posa l'antagonisme du collectivisme représenté par Bakounine et du communisme représenté par Karl Marx. Après de longues discussions, le Conseil général de Londres finit par la refuser et l'Alliance préféra se dissoudre. Mais ses promoteurs, Bakounine en tête, convertirent leur section en section régulière de l'Internationale Ouvrière, tout en gardant leur programme. Sans entrer dans le détail des controverses qui, de ce jour, opposèrent sur le fond même de la question sociale et de ses solutions les collectivistes et les communistes, il faut noter, à l'ouverture de cette phase nouvelle, leur accord complet sur le point qui fait précisément de l'Association des Travailleurs une Internationale dans le sens que nous proposons dans cette étude : sur la nécessité de la Paix. Bakounine s'est expliqué là-dessus de la façon la plus formelle. Dans un article paru le 29 mai 1869 dans « Le Progrès », journal socialiste du Locle, il analysait le patriotisme, défini « la religion de l'État » en ses éléments différents : 1^o) élément naturel et physiologique ; 2) élément économique ; 3^o) élément politique ; 4^o) élément religieux ou fanatique, et concluait par cette constatation scientifique que tant d'autres ont reprise d'après lui sans toujours le citer : « Le patriotisme naturel est un fait purement bestial, qui se retrouve à tous les degrés de la vie animale, et même, on pourrait le dire jusqu'à un certain point de la vie végétale. La plante la plus puissante, celle qui se trouve le plus adaptée aux conditions particulières du climat et du sol, tend naturellement à étouffer toutes les autres. C'est une lutte

silencieuse mais sans trêve. Dans le monde animal la même lutte se produit, seulement avec plus de mouvement dramatique et de bruit ; ce n'est plus un étouffement silencieux et insensible, le sang coule et l'animal déchiré, dévoré, torturé, remplit l'air de ses gémissements. L'homme enfin, animal parlant, introduit la première phase dans cette lutte et cette phase s'appelle : le Patriotisme. »

Comme cette page le démontre, le mouvement qui tendait à détacher les prolétaires de l'idée de Patrie n'a donc pas été diminué par la constitution de deux fractions divergentes dans l'Association des Travailleurs. Au contraire, les éléments nouveaux qui y sont entrés à la suite de Bakounine lui ont donné une expression plus énergique et mieux raisonnée. Dans le même moment, les ouvriers espagnols publiaient dans la « Legalidad de Gracia » (1) un « Appel aux ouvriers des pays qu'on appelle étrangers » qui est tout aussi caractéristique : « Pour nous qui vivons du travail, disaient-ils, qui ne voulons d'autre patrie que la grande patrie du Travail, source de tout bien, vos pays ne sont pas étrangers, vous n'êtes pas des étrangers vous-mêmes, vous êtes nos véritables frères. A bas les frontières ! vers vous nous tenons nos regards dirigés, vers vous nous dirigeons nos pensées afin que de vous notre intelligence reçoive une meilleure nourriture en quantité et en qualité. Les idées nouvelles viennent de vous. L'émancipation du peuple travailleur a été commencée par vous. Salut donc, salut fraternel ! Tremblez, tyrans de tous les pays : les ouvriers s'éveillent déjà

(1) Journal socialiste de Catalogne.

de la funeste léthargie où votre néfaste despotisme les tenait assoupis. La rédemption du prolétariat approche : les ouvriers de tous les pays sont frères. »

C'est dans cet esprit que les militants se préparaient au 4^e Congrès, qui se tint à Bâle, du 6 au 12 septembre 1869. Cette fois les questions de personnes autant que celles de doctrines devaient tenir de la place. Eccarius, confident de Karl Marx, et Bakounine s'y affrontèrent sur le problème de la propriété foncière et sur celui de l'héritage ; quant à l'organisation intérieure de l'Internationale Ouvrière, le Congrès renforça les pouvoirs du Conseil général. Puis il remit à l'année suivante la date de sa prochaine réunion, dont il fixa le siège à Paris, prévoyant la chute de l'Empire et « pressentant l'approche de la grande émancipation sociale, politique et religieuse ». Du moins c'est en ces termes que s'exprimait le « Progrès » du Locle, en son numéro du 18 septembre 1869.

Par un parallélisme qui se poursuivait depuis plusieurs années, la Ligue de Paix tenait à la même date (13 septembre 1869) son 3^e Congrès à Lausanne. Elle y aboutissait à cette conclusion que l'état de guerre dans lequel se perpétue l'Europe a pour cause l'absence de toute institution juridique internationale et posait en principe que pour supprimer la guerre il suffirait de créer un Tribunal international. Les prolétaires critiquèrent fort cette conception ; dans la précédente partie de notre travail, nous avons montré à quels résultats à peu près négatifs elle pouvait conduire : nous montrerons dans celle-ci que le procédé socialiste de stabilisation pacifique n'a pas été beaucoup plus efficient.

L'Internationale Ouvrière, après le Congrès de Bâle, connut une période de grande prospérité. Ce fut l'époque des grands parleurs qui voulaient sauver le monde par la Fraternité et l'Amour. En Angleterre, en Belgique, en Suisse, en France, en Espagne, l'Association des Travailleurs gagnait beaucoup de terrain dans les milieux ouvriers. La bourgeoisie s'en inquiéta au point de susciter contre elle de nouvelles poursuites ; fait plus important, la jeunesse intellectuelle se tourna vers elle. On parla de ses richesses, qu'on évalua à des millions ; elle adressait des secours aux grévistes de tous pays et en France, on croyait la trouver derrière les républicains. « Le Times », dans un article reproduit par « L'Égalité et le Progrès » (1) de décembre 1869, pouvait écrire : « Nous l'avouons, nous nous sommes moqués de cette étrange association ! Eut-on pu croire, il y a quatre ans, qu'elle était destinée à jouer un tel rôle dans l'univers, deviner son importance future, ses progrès rapides et inouïs ! Pour assister dans l'histoire au spectacle d'une organisation aussi formidable et d'une propagande pareille faisant des milliers et des millions de prosélytes, il faudrait remonter aux premiers temps du Christianisme ». Pendant que la bourgeoisie anglaise s'exprimait sur ce ton, le Gouvernement impérial poursuivait les sections françaises pour la troisième fois.

Toutes ces manifestations sont caractéristiques du trouble profond jeté dans tous les esprits par les progrès de l'Internationale ouvrière. Malheureusement, la lutte entre Marx et Bakounine prenait chaque jour un caractère

(1) Journal socialiste jurassien.

plus aigu. Les rapports des deux hommes, qui avaient été assez cordiaux jusqu'en 1867 — lors de l'apparition de son livre sur le Capital, Marx en avait fait hommage à Bakounine — tournèrent à l'aigre. Karl Marx, théoricien génial, au cerveau plein de faits recueillis et d'idées déduites, à la méthode d'observation dogmatique des phénomènes économiques, voulait conduire le prolétariat à la conquête du pouvoir politique. Bakounine, bohème de la Révolution, condamné à mort en Autriche pour sa participation à l'insurrection de Prague, en 1848, condamné à mort l'année suivante pour sa participation à celle de Dresde, condamné au bagne par le tzar, déporté en Sibérie, puis évadé, rêvait au contraire la dissolution des États centralisés actuels. La libre fédération des communes en provinces, des provinces en nations, des nations en États-Unis et parallèlement, la libre fédération des ouvriers en syndicats, des syndicats en fédérations locales, des fédérations locales en fédérations régionales, puis en unions internationales lui semblaient, par les voies de la violence, le moyen de transformer l'organisation sociale. De singulières petites gens d'esprit aggravèrent cette position antagoniste des théories. Orgueilleux, avide de domination, Karl Marx ne répugna pas à employer contre son adversaire les plus infâmes calomnies, lui reprochant même de n'être qu'un agent secret du tzarisme ; de son côté, Bakounine reprochait à Marx jusqu'à son origine juive et les termes dans lesquels fut conduite la longue polémique qui opposa leurs partisans ressemblent assez curieusement aux aménités qu'échangent, en temps d'élections, les concurrents d'opinions bourgeoises.

C'est surtout dans la Suisse française que Bakounine, qui s'y était fixé depuis quelques années, recruta le plus de fidèles. Au cours de l'année 1869, il imprégna de son esprit la fédération romande qui ne tarda pas à entrer en lutte contre le Conseil général de Londres dont Karl Marx était l'âme ; l'histoire de l'Internationale Ouvrière se confondra désormais avec les péripéties de ce duel, qui débuta par une querelle locale. En avril 1870, se tint à La Chaux-de-Fonds le Congrès de la Fédération romande ; les trente-huit délégués qui y assistaient ne purent s'entendre sur l'admission de la section dite de l'Alliance que Bakounine avait fondée à Genève et une scission s'ensuivit. Un congrès « collectiviste » s'organisa sur le champ qui vota des résolutions fort opposées au Conseil général de Londres. De ces dispositions, nous retiendrons seulement celles qui sommaient les travailleurs de renoncer à toute participation politique et définissaient tout gouvernement « l'organisation de l'exploitation bourgeoise ».

Ainsi donc, les luttes intestines envahirent l'Internationale Ouvrière. En quelques années, les doctrines avaient évolué, les solutions proposées à la question sociale avaient changé ; mais l'unanimité du premier jour n'avait pas connu de défection sur le seul point qui doive nous occuper ici : la lutte contre la guerre.

Sur ce terrain, qu'ils se réclament de Marx ou de Bakounine, les adhérents de l'Internationale Ouvrière sont en parfait accord et les vieilles devises : « Les Internationaux n'ont pas de Patrie... Ils n'ont qu'un seul pays, le Globe, et qu'une religion : l'Humanité » sont reprises

dans les deux clans. Cette permanence sans fléchissement suffit à assurer, au moment où s'ouvrit le conflit franco-allemand, tous les caractères d'une internationale telle que nous l'avons définie, à l'Internationale Ouvrière, puisque, outre la doctrine, dès cette époque elle remplissait les conditions matérielles d'effectif et d'organisation que nous avons posées.

*
* *

L'action de l'Internationale Ouvrière sur les événements de 1870 mérite donc d'être étudiée ici, puisque aussi bien elle a pu servir de précédent aux militants de 1914.

Dès le 11 juillet 1870, la section parisienne de l'Internationale Ouvrière lança un manifeste aux travailleurs de tous pays « pour unir leurs voix dans un cri de réprobation contre la guerre ». Quatre cents signataires — parmi lesquels Tolain, Camélinat, Eugène Pottier, Malon, Jules Joffrin — protestaient « contre la destruction systématisée de la race humaine, contre la dilapidation de l'or du peuple, contre le sang répandu pour la satisfaction oiseuse des vanités, contre le réveil des instincts sauvages et des haines nationales ». S'adressant plus particulièrement aux frères d'Allemagne, le manifeste les suppliait, au nom de la Paix, de ne pas écouter les voix stipendiées ou serviles qui cherchaient à les tromper sur le véritable esprit de la France, de rester sourds à des provocations insensées pour éviter une guerre fratricide. Aux frères d'Espagne, il rappelait que « l'indépendance

est le souverain bien et que sa perte est pour les peuples majeurs la cause des regrets et des remords les plus amers et les plus poignants ». Il se terminait par un appel pathétique : « Travailleurs de tous pays, quoi qu'il arrive de nos efforts communs, nous, membres de la Société Internationale des Travailleurs qui ne connaissent plus de frontières, nous vous adressons, comme un gage de solidarité indissoluble les vœux et les saluts des Travailleurs de France ».

La réponse qui vint de Berlin ne fut pas moins éloquente : « Nous aussi nous voulons la Paix, le Travail et la Liberté ! C'est pourquoi nous nous associons de tout notre cœur à votre protestation inspirée d'un ardent enthousiasme contre les obstacles mis à notre développement pacifique, et principalement contre la guerre sauvage. Animés de sentiments fraternels, nous unissons nos mains aux vôtres et nous vous affirmons, comme des hommes d'honneur qui ne savent pas mentir, qu'il ne se trouve pas dans nos cœurs la moindre haine nationale, que nous subissons la force, et n'entrons que contraints et forcés dans les bandes guerrières qui vont répandre la misère et la ruine dans les champs paisibles de nos pays. Nous aussi, nous sommes hommes de combat, mais nous voulons combattre en travailleurs, pacifiquement et de toutes nos forces, pour le bien des nôtres, pour le bien de l'humanité, nous voulons combattre pour la Liberté, pour l'Égalité et la Fraternité, combattre contre le despotisme des tyrans qui oppriment la sainte Liberté, contre le mensonge et la perfidie de quelque part qu'ils viennent. Solennellement nous vous promettons

que ni le bruit des tambours, ni le tonnerre des canons, ni victoire ni défaite ne nous détourneront de notre travail pour l'union des prolétaires de tous les pays ! Nous aussi nous ne connaissons plus de frontières parce que nous savons que des deux côtés du Rhin, dans la vieille Europe comme dans la jeune Amérique, vivent nos frères avec lesquels nous sommes prêts à aller à la mort pour le but de nos efforts : la République sociale. Vivent la Paix, le Travail, la Liberté ! » Voilà ce qu'au nom des internationaux allemands répondit leur secrétaire Gustav Kwasnievski : Bebel et Liebknecht ajoutèrent à ces paroles une déclaration au Reichstag. Lorsque, dans la séance du 21 juillet 1870, le Gouvernement allemand demanda l'autorisation de contracter un emprunt de guerre de 120 millions de thalers, ils s'abstinrent en proclamant « qu'ils ne pouvaient pas voter en faveur de l'emprunt de guerre parce que ce serait un vote de confiance envers le Gouvernement prussien qui, par sa conduite, avait préparé la guerre, mais qu'ils ne pouvaient pas non plus refuser l'emprunt parce que leur vote pourrait être interprété comme une approbation de la conduite déloyale et criminelle de Bonaparte ». Le troisième député socialiste du Reichstag, Schweitzer, fut plus franc : il vota l'emprunt.

De son côté, le Conseil général de Londres publia un manifeste dû à la plume de Karl Marx, dont voici le passage essentiel qui caractérise le point de vue de son auteur : « Du côté allemand cette guerre est une guerre défensive. Mais, qui a mis l'Allemagne dans la nécessité de se défendre, qui a fourni à Bonaparte l'occa-

sion de lui faire la guerre? La Prusse. Si la classe ouvrière allemande souffre que la guerre actuelle perde son caractère strictement défensif et dégénère en une guerre contre le peuple français, la victoire et la défaite seront, pour elle, également désastreuses ».

Toutes ces adresses, comme on le voit, ne manquaient pas d'éloquence et pour plus d'un passage, on les pourrait croire écrites d'hier. Mais il est à noter qu'aucune d'elles ne faisait allusion à la décision du Congrès de Bruxelles de 1868 qui recommandait aux travailleurs de cesser tout travail dans le cas où la guerre viendrait à éclater dans leurs pays respectifs. Il ne se trouva guère qu'un obscur rédacteur d'un journal socialiste suisse « La Solidarité » (1) pour poser la question dans le numéro du 6 août : « Qu'arriverait-il si tous les ouvriers de France et d'Allemagne cessaient le travail d'un commun accord à un jour donné et opposaient ainsi à la guerre une grève internationale? Je suis persuadé que dans ce cas la guerre serait terminée en quelques jours, sans même que le sang ait coulé. Car de même que la guerre rend impossible le travail rémunérateur, de même la cessation du travail rendrait la guerre impossible ». Ces paroles, d'une naïveté un peu grosse, n'eurent pas grand écho et la guerre franco-allemande déclarée, l'Internationale Ouvrière se révéla impuissante non seulement à faire la grève militaire, mais encore à en esquisser la moindre intention. Même la chute de l'É^lpire au 4 septembre, incarnant le progrès et la révolution dans la République, n'eut d'autre effet que l'offre au Gouvernement provisoire de ses services

(1) Cité par J. GUILLAUME, *L'Internationale*, t. I.

par Engels, Allemand de naissance, collaborateur habituel de Karl Marx — geste individuel qu'il convient de rapporter mais qui n'a pas d'autre valeur qu'anecdotique. Au fond, l'effet direct de la guerre sur l'Internationale Ouvrière fut d'ajourner le congrès projeté à Paris. Dès le 17 mai 1870, le Conseil général de Londres, en présence des poursuites impécales contre les sections parisiennes, avait résolu de le transférer à Mayence ou à Amsterdam : la déclaration de guerre rendit toute réunion impossible et le Congrès fut ajourné purement et simplement.

Pour ce qui est donc de la partie internationaliste de son programme, qui comporte la lutte contre la guerre, la 1^{re} Internationale Ouvrière ne manifesta son existence que par des proclamations verbales, qui n'eurent pas le moindre effet sur les événements ; par contre, elle se préoccupa davantage de peser sur eux dans le sens économique et social et un grand nombre de ses adhérents prirent part aux mouvements qui à Lyon, à Marseille ou à Paris précédèrent la Commune. La France attira tous les professionnels de l'insurrection et tous ceux qui, depuis 1848, en Espagne, en Hongrie, en Russie avaient fait l'apprentissage de la guerre des rues crurent le moment venu d'y apporter leur concours expérimenté pour déchaîner la révolution et l'opposer à la dictature bismarckienne. Bakounine fut du nombre ; il traçait le devoir des socialistes en termes enflammés et les engageait à soutenir la France plébéienne ; il joignit l'exemple à la parole et honora de sa présence l'insurrection de Lyon (fin septembre 1870) qui se proposait à la fois de chasser l'envahisseur allemand et d'exproprier le

bourgeois français. Parallèlement, il y eut en Allemagne un Comité Central du parti ouvrier de la démocratie socialiste, siégeant à Brunswick et à Wolfenbüttel, qui salua la chute de l'Empire par la proclamation suivante : « Le devoir du peuple allemand est d'assurer une paix honorable à la République Française ; il appartient aux travailleurs allemands de déclarer que, dans l'intérêt de la France et de l'Allemagne, ils sont décidés à ne pas tolérer une injure faite au peuple français après qu'il s'est débarrassé à jamais de l'infâme qui avait troublé la paix. Jurons de combattre loyalement et de travailler avec nos frères ouvriers de tous les pays civilisés pour la cause commune du prolétariat. En voyant comment un grand peuple a repris la conduite de ses destinées, élevons le cri qui annoncera sinon pour aujourd'hui, au moins pour un avenir prochain, l'aurore de la liberté en Allemagne. » Le général Vogel von Falkenstein donna à cette manifestation la suite administrative qu'elle comportait : enchaînés comme des malfaiteurs, les membres du Comité furent conduits à la forteresse de Boyen près de Lützen, où vinrent bientôt les retrouver ceux qui, comme Geib, de Hambourg, ou le docteur Jacobi, « de Königsberg », avaient protesté contre l'annexion éventuelle de l'Alsace-Lorraine. Il faut saluer au passage les auteurs du manifeste de Brunswick : c'est, à tout prendre, le plus tangible résultat des efforts de l'Internationale Ouvrière depuis sa création. Ces braves gens firent leur devoir prolétarien et furent à peu près les seuls à vouloir transférer dans le domaine des actes tant de paroles sonores mais vaines ; par là, leur geste de précurseurs mérite de ne pas être oublié.

La commune de Paris utilisa le concours des internationaux qui peu à peu faussèrent ce qui avait été une révolte de l'esprit national et concentrèrent sur elle la haine de la bourgeoisie. Pourtant, en deux mois d'existence, elle ne prit pas une seule mesure dont le caractère prolétarien fut péremptoire et elle n'emprunta sa doctrine à l'Internationale Ouvrière qu'à l'occasion du renversement de la colonne Vendôme, qu'elle abattit non seulement comme un symbole de despotisme napoléonien mais ainsi qu'elle le disait dans son décret : « comme n'étant qu'un monument de barbarie, un symbole de force brute et de fausse gloire, une affirmation de militarisme, une négation du droit international, une insulte permanente aux vainqueurs et aux vaincus, un attentat perpétuel à un des grands principes de la Révolution Française : à la Fraternité. »

L'influence de l'Internationale Ouvrière sur les événements de 1870 fut négligeable, comme on le voit. Son activité se passa toute en proclamations, en manifestes, en gesticulations individuelles ; elle n'intervint à aucun moment en tant qu'association organisée dans un sens donné avec sa doctrine de paix, sa troupe d'adhérents. Par la révélation de son impuissance, elle se voua d'elle-même aux dissensions intérieures et accéléra son émiettement.

*
* *

Les deux courants qui s'y dessinaient auparavant devaient s'affronter à nouveau, après les événements de 1870-1871. C'est dans une conférence tenue à Londres,

du 17 au 24 septembre 1871, qu'eut lieu la rencontre. Vingt-trois délégués de toutes nationalités y représentaient la Belgique, la Suisse, l'Espagne ; parmi eux : Engels, Marx, Eccarius, de Paepe, etc... Les résolutions furent rédigées après la clôture de l'Assemblée par une commission du Conseil général. Sur l'action politique de la classe ouvrière, la Conférence posa en principe que la conquête du pouvoir était devenue son devoir primordial ; elle prit ensuite plusieurs décisions administratives et émit différents votes dont le seul que nous devons retenir est relatif à l'attitude des ouvriers allemands pendant la guerre : « La conférence déclare que les ouvriers allemands ont rempli leur devoir pendant la guerre franco-allemande (1) ». Cette étonnante déclaration couvre non pas l'attitude des comités de Brunswick-Wolfenbütten mais, beaucoup plus générale, approuve la conduite de ceux qui par centaines de mille avaient marché sous les drapeaux de leurs souverains contre le peuple de France. On retrouve là une manifestation de cette mentalité curieuse qui était celle de Karl Marx et qui semblait justifier les conquêtes du militarisme prussien par la supérieure organisation des esprits germaniques. Ce pangermanisme ambiant avait furieusement affecté les cerveaux allemands et dans une correspondance parue à cette époque, une militante bien connue, Mme Andrée Léo, pouvait écrire : « Bismarck ayant tourné la tête à tout le monde du Rhin à l'Oder, en même temps que Guillaume I^{er} se faisait empereur, Karl Marx se sacrait

(1) Résolutions des délégués de la conférence de l'Association Internationale des Travailleurs à Londres du 17-23 Septembre 1871, 8 pages, Londres 1871, XIII, 2.

pontife de l'Association Internationale ». D'ailleurs, celui-ci, dans une lettre adressée à Boltele 25 novembre 1871 écrivait froidement : « les événements anglais et français sont dominés en matière de théorie par l'élément allemand, et ils trouvent cette domination, c'est-à-dire la science allemande, très utile et même indispensable » (1). Cette optique un peu spéciale communique aux décisions de Londres une couleur assez nette. L'Internationale Ouvrière s'aiguille délibérément vers l'autoritarisme ; bien plus, la Conférence, visant le souvenir de l'Alliance de la Démocratie socialiste, interdit aux organisations de se donner des missions spéciales en dehors du but commun poursuivi par la masse du prolétariat et confia au Conseil général la mission de fixer la date du prochain congrès.

Les opposants à cette politique, particulièrement nombreux dans la Suisse Romande, décidèrent de se grouper d'une façon plus intime et fondèrent une « Fédération Jurassienne » dont le Congrès constitutif se réunit à Sauvillier, le 12 novembre 1871. Son premier soin fut d'adresser aux sections de l'Internationale Ouvrière une circulaire de protestation contre les agissements de Londres et de réclamer la réunion d'un Congrès général. Sous cette pression, le Conseil général lança ses convocations pour le 2 septembre 1872, à la Haye. Ce choix fut vivement critiqué et le « Bulletin » de la jeune Fédération jurassienne ne se gêna pour protester contre le choix d'un milieu germanique (2). S'attaquant au fond même de la question, l'organe socialiste reprochait au Conseil

(1) J. GUILLAUME, l'Internationale, déjà cité, t. II.

(2) Bulletin de la Fédération Jurassienne, N° 14, 1^{er} Août 1872.

de Londres sa tendance progermaine. Rappelant ce que Marx avait déjà écrit sur le rôle historique assigné à la classe ouvrière allemande — « sur la nouvelle époque de l'histoire ouverte par les victoires des armées prussiennes » — il ramassait ses griefs contre le Conseil général qui semblait revendiquer pour le prolétariat allemand une hégémonie légitimée par les triomphes militaires et qui semblait prendre à son compte la parole de Marx : « cette guerre a transféré le centre de gravité du mouvement ouvrier continental de France en Allemagne. » Le Bulletin constatait en outre que tous les journaux de langue française, espagnole et italienne combattaient les tendances autoritaires du Conseil tandis que ceux de langue allemande le soutenaient et il concluait : « Il faut avouer que cette division de la presse internationale en deux camps, dans lesquels on parle français, italien et espagnol dans l'un tandis que dans l'autre on parle exclusivement allemand est de nature à faire réfléchir » (1). Les jurassiens se refusaient pourtant à prendre pour base de l'organisation fédérative de l'Internationale Ouvrière le fait artificiel des nationalités politiques et affirmaient leur volonté de supprimer les frontières et de détruire les états politiques. Là encore, ils différaient d'avis avec les marxistes, dont l'un d'eux, Engels, prétendait que Bismarck et Victor-Emmanuel avaient grandement servi la Révolution en créant dans leurs pays respectifs la centralisation administrative. Un militant français, Malon, dans une lettre du 29 août 1872 à Mathilde Røederer, citée par James Guillaume, analysait le différend en ces termes : « Je crois que de même que les types

(1) Bulletin de la Fédération Jurassienne, déjà cité.

de famille tendent à s'effacer, de même les types nationaux finiront de plus en plus à se fondre dans l'infini du type humain ; mais quant à présent les différences existent réellement et la dernière guerre les a momentanément accentués. Depuis la Réforme, la race anglo-germanique suit une politique de réformes par l'État qui n'est nullement dans le développement historique des peuples gallo-latins (France, Italie, Espagne, Belgique Wallonne, Suisse Jurassienne et Romande), ces derniers n'ont réalisé des progrès qu'à coups de révolutions et, d'une façon plus ou moins consciente, ils ont rompu avec le vieil ordre gouvernemental. Ils sont anarchiques : c'est le mot juste en attendant mieux. Or, il se trouve à la tête de l'Internationale un conseil anglo-germanique décidé à faire valoir ce qu'ils appellent l'idée étatiste. Les dissidents répondent naturellement par le mot « Commune » qui est de tradition dans leurs pays respectifs. »

Cette lettre de Malon, outre qu'elle décompose fort bien le problème, montre à quelles divergences les esprits en étaient venus. Qu'on était loin, en 1872, de l'unanimité de 1864 !

C'est que la guerre avait passé, abattant comme châteaux de cartes les rêves d'humanitarisme ; c'est que la réalité avait brisé comme verre ce qui n'était que phraséologie...

Réuni dans une telle atmosphère, la Congrès de la Haye devait être décisif. Soixante-sept délégués, parmi lesquels : Eccarius, Karl Marx, James Guillaume, Lafargue, Frankel, etc... y représentaient l'Amérique, la Pologne,

la Belgique, l'Allemagne, la Hongrie, la Hollande, la Suisse, le Danemark, la Bohême, l'Espagne et même la France, bien que dans ce dernier pays la loi Dufaure fut venue punir de cinq ans de prison toute personne convaincue de faire partie de l'Association Internationale des Travailleurs. La validité de la plupart des mandats fut, dès le début, fortement contestée. Dans cette lutte entre les partisans de la conquête du pouvoir politique et les destructeurs de ce même pouvoir, il est à peu près établi maintenant que, seule, la minorité parlait au nom de fédérations régulièrement constituées, de fédérations vivantes, dont la voix fut artificiellement étouffée. La majorité se décida de transférer le siège du Conseil général à New-York, dont la section était tout entière marxiste. La minorité, elle, adopta une déclaration par laquelle elle s'engageait à ne plus considérer le Conseil général que comme un Office administratif et revendiquait contre lui la pleine autonomie des sections. Le Congrès vota ensuite l'exclusion de Bakounine et de James Guillaume pour avoir organisé une « Alliance secrète » au sein de l'Association des Travailleurs ; par contre, à une faible majorité, celle d'Adhémar Schwitzguébel, leur fidèle collaborateur, fut repoussée. Celui-ci tint à se solidariser immédiatement avec eux et se proclama décidé à suivre le même sort.

*
* *

Le triomphe de Karl Marx paraissait ainsi à peu près complet et l'homme qui écrivait dans une lettre du 11 janvier 1868 à son ami Kugelmann : « Il n'y a rien de plus

beau au monde que de mordre ses ennemis » (1) pouvait se croire le maître des destinées du prolétariat. L'opposition n'avait pourtant pas désarmé et se rendant compte de ce que les décisions de la Haye avaient d'injuste et d'artificiel puisque les délégués majoritaires n'y représentaient guère qu'eux-mêmes, la Fédération jurassienne convoqua immédiatement ses adhérents pour le 15 septembre suivant, à peine quelques jours après la Haye. Cette réunion se tint à Saint-Imier : Bakounine et James Guillaume y furent maintenus d'enthousiasme dans l'Internationale Ouvrière et aussitôt un Congrès international s'organisa auquel prirent part les délégués de la Fédération espagnole, de la Fédération italienne, de différentes sections françaises et américaines, parmi lesquels : Bakounine, Costa, Cafiero, James Guillaume, Schwitzguébel, etc..., une trentaine en tout. La réaction contre le Conseil général affirmait ainsi son pouvoir au lendemain même du Congrès de la Haye auquel la plupart des assistants de Saint-Imier avaient d'ailleurs pris part et, en résolutions longuement motivées, posait les principes à suivre pour assurer le salut de l'Internationale Ouvrière que l'ambition du parti autoritaire avait mise en danger. Mais, du point de vue très spécial auquel nous voulons nous placer ici, nous devons insister sur le fait que tous, dans l'Internationale Ouvrière, malgré leurs profondes dissensions, avaient à cœur de ne pas compromettre son action pacifiste, et l'assemblée de Saint-Imier tint à affirmer sa foi antipatriotique en rappelant que « tout État était fondé sur la bureaucratie, sur les armées, sur l'espion-

(1) « Es gibt nichts besseres [auf der Welt als seine Feinde zu beissen »
cité par James GUILLAUME.

nage, sur le clergé » et en recommandant « la destruction de tout pouvoir politique aux prolétaires de tous pays ». Il est donc ainsi établi que, quelle que fut la direction dans laquelle s'engageaient les fédérations ouvrières, la sauvegarde de la paix, la lutte contre la guerre étaient la condition première. Dans cette étude où il ne s'agit pas de retracer les phases de la lutte qui confronta les partisans de Karl Marx et ceux de Bakounine, où il ne s'agit pas davantage d'extraire des comptes rendus de congrès la doctrine économique prônée par les militants de l'époque, il est cependant nécessaire de souligner que, dans la mesure où elle a tenté de peser sur les relations des États, l'Internationale Ouvrière a toujours reconnu l'absolue nécessité de la Paix universelle. Dans le formidable mouvement d'idées, d'hommes, d'argent aussi, qu'elle a suscité, elle n'a à aucun moment perdu de vue l'obligation impérieuse de la sérénité mondiale. Chaque fois qu'elle en a eu l'occasion, elle a fait entendre aux gouvernements sa voix de plus en plus puissante. C'est à ce titre que l'analyse de ses décisions est de notre domaine et si nous avons parlé longuement de cette période de tâtonnements où le prolétariat consultait ses forces, c'est que, du premier jour, il a posé la Paix à la base de sa doctrine, préparant ainsi, dès l'origine, l'action légitime à laquelle il put prétendre lorsque la guerre parut menaçante dans cette Europe toute bruyante encore des canons de 1870.

*
* *

Dans ces conditions, il importe peu de suivre dans ses détails la lutte qui opposait les adeptes de l'organisation

autoritaire à ceux de l'organisation fédérative puisqu'il n'est qu'un point sur lequel tous soient d'accord et que c'est celui qui nous paraît de nature à justifier notre examen. Rappelons seulement que le Conseil général de New-York prononça, le 5 janvier 1873, la suspension de la Fédération jurassienne. Cette mesure donna un coup de fouet aux antagonismes et tous s'occupèrent fiévreusement de préparer le sixième Congrès général. Convoqué par New-York à Genève pour le 8 septembre, il fut précédé par un congrès anti-autoritaire, qui se tint dans la même ville du 1^{er} au 6 ; l'importance de cette assemblée, qui groupait une trentaine de délégués d'Angleterre, de Belgique, d'Espagne, de France, de Hollande, d'Italie, du Jura, dont les principaux étaient Eccarius, Paul Brousse, James Guillaume, fut telle qu'elle éclipsa la réunion régulière convoquée par le Conseil général et que c'est elle qui est désignée maintenant sous le nom de « 6^e Congrès général de l'Internationale ». Son premier soin fut de reviser les statuts en vigueur ; dans la rédaction nouvelle, relevons l'affirmation que l'émancipation des travailleurs n'est pas un problème local ou national, et que les bases de la Société nouvelle seront la Vérité, la Justice, la Morale, sans distinction de couleur, de croyance ou de nationalité. Ceux qui prenaient en mains la direction du prolétariat ne manquèrent donc pas de lancer, à la première circonstance, une proclamation renouvelée des principes de fraternité interhumaine sur lesquels l'Internationale Ouvrière avait établi ses fondements. Le Congrès marxiste du 8 suivant ne fut qu'une ridicule contrefaçon que Marx ne daigna même pas honorer de sa présence. Dans une lettre du 28 septembre 1873

à Sorgue, l'inspirateur du Conseil de New-York, il reconnut lui-même le fiasco du Congrès de Genève et Sorgue désavoua aussitôt son œuvre en prétendant que les papiers « du Congrès envoyés au Conseil général se trouvaient dans un état de désordre impossible, et qu'il est impossible aux personnes ayant assisté au Congrès de n'y rien comprendre ». Peu de temps après, Sorgue résigna ses fonctions de Secrétaire général et la coterie marxiste se trouva ainsi dispersée. Dans une lettre du 12 septembre 1875, Engels, le confident de Marx, constatait mélancoliquement l'éparpillement des militants de la première année : « la vieille Internationale est complètement finie et a cessé d'exister, et cela est bien ainsi. Elle appartenait à la période du second Empire où l'oppression qui régnait dans toute l'Europe commandait au mouvement ouvrier qui se réveillait l'union et l'abstention de toute polémique, mais le premier grand succès devait rompre ce naïf rapprochement de toutes les fractions. Et ce succès, ce fut la Commune. Dès que, par la Commune, l'Internationale fut devenue une puissance en Europe, les querelles commencèrent. Chaque parti voulut exploiter le succès dans son intérêt et la ruine s'ensuivit nécessairement... Le Congrès de la Haye hâta réellement la fin de l'un et l'autre parti ».

A peu près à la même époque, dans le clan opposé, Bakounine, pareillement dépourvu de force et de confiance, se retirait de la lice ; il suppliait une dernière fois ses compagnons de lutte (1) « d'organiser toujours davantage la solidarité internationale pratique, militante, des

(1) Bulletin de la Fédération jurassienne, 12 octobre 1873.

travailleurs de tous les métiers et de tous les pays et de se rappeler qu'infiniment faibles comme individus, comme localités et comme pays isolés, ils trouveraient une force immense, irrésistible, dans cette universelle collectivité ». Les dernières paroles publiques du vieux joueur se rapportaient, on le voit, à ce que dans cette étude nous considérons comme la pierre de voûte de l'Internationale Ouvrière : à son œuvre de fraternité interhumaine.

*
* *

Les années qui suivirent marquèrent la désagrégation de la construction primitive. Militants d'Espagne, en lutte ouverte et parfois sanglante contre le pouvoir carliste, militants d'Italie qui, par la voix éloquente d'Andréa da Costa se proclamaient déjà « les fils de Spartacus », militants d'Allemagne qui votèrent, avec les députés protestataires élus au Reichstag en 1874, le principe d'une consultation populaire en Alsace-Lorraine, militants de Suisse qui prolongeaient dans leurs congrès locaux la lutte des deux fractions ennemies, militants de France qui se débattaient contre les rigueurs de la loi Dufaure, tous semblaient s'intéresser moins à la fédération de leurs efforts qu'à la coordination de leurs mouvements nationaux.

Le 7^e Congrès général de l'Internationale Ouvrière se tint cependant à Bruxelles, du 7 au 13 septembre 1874. Seize délégués, parmi lesquels Eccarius et Schwitzguébel, y représentaient l'Allemagne, l'Angleterre, la France, la Belgique, l'Espagne, l'Italie et le Jura ; ils lancèrent à

toutes les associations ouvrières et à tous les travailleurs un manifeste dont nous retiendrons l'affirmation une fois de plus renouvelée de la nécessaire tendance antinationale du Prolétariat : « le capital n'est ni français, ni allemand, ni italien, ni espagnol ; il n'est pas latin, ni german, ni slave. Le patriotisme des bourgeois n'est plus qu'une grossière plaisanterie pour tromper les naïfs. » Le passage est d'autant plus caractéristique que, dans la même semaine, s'étaient réunis à Genève les membres de cette Ligue de la Paix et de la Liberté qui, au temps de sa fondation, avait prétendu accaparer l'action pacifique de l'Internationale Ouvrière. C'avait été plutôt un enterrement qu'un congrès et les assistants s'étaient séparés sans esprit de retour sur une lettre de Victor Hugo proclamant que la paix définitive ne serait possible.... qu'après une nouvelle guerre entre la France et l'Allemagne. Dans le même temps que la Ligue bourgeoise de la Paix rendait le dernier soupir, l'Internationale Ouvrière, par le manifeste précité, affirmait à nouveau qu'elle seule était capable de réaliser la paix du monde ; il y a là, nous le pensons, un argument de premier ordre pour la démonstration que nous tentons.

La mort de Bakounine, survenue en juillet 1876, apaisa les polémiques ; l'Internationale Ouvrière poursuivit, sans grandes démonstrations d'activité, son existence alanguie ; du congrès suivant, le huitième, qui se tint à Berne, du 26 au 29 octobre 1876, et auquel assistaient une trentaine de délégués — de Paepe, Paul Brousse, Cafféro, James Guillaume, Joukovsky entre autres — nous ne retiendrons pas longuement les décisions d'ordre inté-

rieur : les délégués belges firent voter que l'Internationale Ouvrière se ferait représenter au congrès universel socialiste, prévu par des socialistes de leur pays, auquel toutes les organisations ouvrières du globe se trouvaient conviées, de façon à offrir une occasion de contact aux diverses tendances.

Du point de vue qui nous intéresse, nous devons signaler que le Congrès s'occupa longuement de la guerre qui venait d'éclater en Orient et que, dans un « manifeste aux travailleurs d'Europe » il dénonça « l'hypocrisie des libéraux anglais qui se lamentaient sur le massacre des Bulgares, mais qui n'avaient rien dit quand les soudards de Versailles avaient mitraillé les Parisiens par milliers, contre celle des libéraux russes qui avaient aidé à faire l'ordre dans Varsovie et qui n'avaient, par contre, pas le droit de protester contre ceux qui faisaient l'ordre en Bulgarie ». Après avoir ainsi stigmatisé l'attitude de la bourgeoisie, le manifeste poursuivait en termes pathétiques : « Parce que nous aimons les Slaves, ils ne nous feront pas haïr les Turcs, parce que nous sympathisons avec les ouvriers bulgares qu'on opprime, nous n'avons aucune haine ni malveillance contre les ouvriers et artisans turcs, victimes eux aussi de la tyrannie... Nous crions aux peuples qu'on fait s'entr'égorgér : Comprenez donc que vos tzars et vos sultans, vos empereurs et vos rois, ne sont et ne peuvent être que vos ennemis ; laissez-les à leurs guerres et continuons la nôtre. Restons sur notre champ de bataille qui est celui du droit contre la justice, de la morale contre le crime, du travail contre le vol ». Et le manifeste s'achevait en

rappelant une fois de plus la vieille devise « Prolétaires de tous les Pays, unissez-vous ! »

Le 6 septembre 1877 se tint à Verviers le 9^e Congrès général de l'Internationale Ouvrière. Une vingtaine de délégués, parmi lesquels Andréa da Costa, Paul Brousse, James Guillaume, y prirent un certain nombre de résolutions administratives et ne se séparèrent pas sans avoir répété la nécessité de l'Internationalisme en matière sociale. A quelques jours de là, se réunit à Gand le Congrès universel socialiste, prévu depuis l'année précédente. Pour la première fois depuis la scission, des représentants des différentes tendances se retrouvaient face à face. Les étatistes, partisans de la politique parlementaire, eurent pour eux les Flamands, les Anglais, les Allemands, les Français ; tandis que les délégués de l'Internationale Ouvrière soutinrent la doctrine fédéraliste et anti-autoritaire. Aucune conciliation ne fut possible et il ne sortit rien de cette tentative de rapprochement, si ce n'est que les tenants de l'action parlementaire décidèrent de constituer, par opposition à l'Association Internationale des Travailleurs, un groupement nouveau, sans statuts définis, mais dont les adhérents s'engageaient à se secourir matériellement et moralement dans toutes leurs entreprises et à organiser un bureau central dont le siège fut fixé à Gand même. Il faut pourtant souligner qu'un point de vue rallia l'unanimité des délégués et que ce fut encore celui de l'Internationalisme nécessaire : tous s'accordèrent à faire du drapeau rouge l'emblème du Prolétariat malgré ses divisions.

C'est avec ce Congrès de Gand que se termina l'action de la première Internationale Ouvrière ; au fond ce sont moins les divergences de doctrines que les rivalités de personnes qui l'ont ruinée. Puisqu'il n'était pas dans notre programme d'en retracer l'histoire, nous ne nous sommes étendu ni sur les unes ni sur les autres, nous bornant aux indications élémentaires ; le point sur lequel nous avons fait porter notre attention a été le caractère systématiquement internationaliste, systématiquement pacifiste de son action. Par les extraits que nous avons cités, par les résolutions que nous avons analysées, par les manifestations que nous avons mentionnées, nous pensons avoir montré jusqu'à l'évidence que, dès les premières années de son existence, l'Association des Travailleurs a donné au prolétariat l'organisme et la doctrine capables, selon les termes de notre définition liminaire, de peser sur les relations des États. Dans les faits que nous avons exposés, nous voyons la confirmation de cette conception qui veut faire une place dans le droit international moderne à toute organisation matérielle suffisante par les effectifs et les ressources et détachée de l'idée de nationalité : c'est par cette théorie que nous avons expliqué la survivance de la Papauté dans le droit des gens ; c'est par cette théorie que nous y expliquons la naissance du Prolétariat, et l'influence que nous avons légitimement accordée à l'Internationale Catholique sur les destinées du monde, nous croyons avoir fait la preuve qu'il faut également la reconnaître à l'Internationale Ouvrière. Cette action sans doute ne fut pas efficace et pour tant qu'il s'est agi, en 1870 ou en 1875, de s'opposer à la guerre franco-allemande ou russo-turque, elle a été

sans succès, mais il n'empêche, que par des procédés jusqu'alors inédits et profondément différents de ceux qu'avait encore pratiqués le sentimentalisme bourgeois, une force originale de volonté pacifique, riche d'une doctrine, d'un trésor et d'une troupe, s'est pour la première fois révélée. Il s'agit maintenant de suivre l'évolution du Prolétariat en tant qu'organisation internationale et de voir quelle lumière, que nous montrerons chaque jour plus éclatante, le pâle flambeau de Londres a jeté sur les événements de l'Europe et du monde.

*
* *

Les années qui ont suivi la guerre franco-allemande ont été pesantes et chargées de menaces. Les gouvernements, dans l'atmosphère de paix armée qui fut celle du monde pendant cinquante ans, se préoccupèrent de préparer aux luttes pressenties le corps et l'esprit des populations. Par l'expansion coloniale, par le protectionnisme douanier, par l'exaltation des victoires ou la commémoration des défaites, par la volonté de conquêtes, par l'espoir de revanches, une crise de nationalisme sévit d'une manière à peu près universelle. Dans tous les pays, l'idée de Patrie se retrouva renforcée et comme exaltée.

Nous avons montré, dans les chapitres précédents, par quelles mesures les gouvernements avaient essayé de consolider une paix dont la précarité n'échappait à personne ; nous avons également montré le rôle que l'Église se réservait à cet effet au nom d'un passé imprescriptible de foi tenace. Les prolétaires désunis par les antagonismes

individuels, déprimés par l'impitoyable répression capitaliste et, pour une part d'entre eux, déroutés par la prépondérance des doctrines germaniques, eurent à cœur de reformer leurs cohortes. Il se constitua un peu partout des partis ouvriers, social-démocrates ou socialistes qui embrigadaient les militants selon leurs régions, leurs tendances, ou même leurs préférences personnelles ; puis les organisations parfois nombreuses ainsi créées se rejoignirent dans le cadre national et formèrent une social-démocratie nationale.

La social-démocratie allemande fut la première à présenter un considérable développement, favorisée à la fois par les qualités de discipline de la race et la prospérité qui suivit la guerre (1). Dès 1875, au Congrès de Gotha, les partisans des deux principaux théoriciens allemands du socialisme, Marx et Lassalle, s'étaient réunis en une organisation unique, avec un programme de conciliation entre les deux tendances et la direction de Bebel et de Liebknecht. Le succès fut considérable. Les sections locales, groupées sous l'égide d'un congrès national annuel, furent bientôt citées en modèles dans le monde entier.

En France, l'amnistie de 1878 permit le retour des anciens communards qui ravivèrent, par une propagande de souvenirs et d'espérances, les énergies défaillantes, mais il fallut un certain temps à Jules Guesde, à Benoît Malon, à Simon Dereure, à Jules Joffrin, précurseurs glorieux, avant de pouvoir unifier des efforts divergents.

Le socialisme anglais, outre ses Trade-Unions, groupa

(1) Gustave HERVÉ — *L'Internationalisme*, déjà cité.

les forces ouvrières en trois partis socialistes, dont le plus ancien « la Social Democratic Federation » fut fondé dès 1881, par Hyndman, Willia Moriss, Bedford Bax, sur des tendances résolument marxistes, tandis que la « Fabian Society », fondée en 1883, se rattache davantage aux théories possibilistes et admettrait assez volontiers de pratiquer, à l'égard de la société bourgeoise, la tactique de temporisation à laquelle Fabius Cunctator avait attaché son nom ; « l'Independent Labour Party », qui vint plus tard, se réclama d'une tournure plus démagogique ; là aussi il fallut de longues années avant de pouvoir faire œuvre d'unification.

En Belgique, c'est de 1885 que date le Parti ouvrier belge, dont les inspireurs furent Collins, partisan de l'appropriation collective du sol, César de Paepe, le propagandiste de la première Internationale Ouvrière, au nom bien souvent cité dans nos paragraphes précédents, Anseele, van Beveren, d'autres encore. En Italie avec Andréa da Costa et Turati, en Russie avec Kropotkine et Plekhanoff, en Autriche avec Adler, en Espagne avec Pablo Inglesias, en Suisse, dans le monde entier, cette période ne connut d'activité socialiste que dans le domaine en quelque sorte administratif et interne : le prolétariat s'organisait pour les besognes futures. Selon les humeurs natales ou les ressources individuelles, les adhérents se référaient à des conceptions économiques différentes et si l'on voulait analyser les doctrines particulières de tous les groupements qui se fondèrent à ce moment, on aurait bien du mal à en extraire, même dans un pays donné, un minimum de tendances communes.

Collectivisme, communisme, socialiste agraire, possibilisme, autant d'idéals différents dont la réalisation n'aurait peut-être pas pour le genre humain les résultats heureux qu'en attendent leurs tenants — et dont l'analyse en tous cas déborderait le cadre de cette étude. Dans cette diversité d'opinions, nous noterons cependant qu'il en est une, et une seule, sur laquelle tous sont unanimes : c'est le sentiment antinational qui doit inspirer l'Internationale Ouvrière tout entière. C'est pour mieux affirmer leur accord sur ce point que les dirigeants locaux tâchèrent de se rapprocher par des congrès internationaux. Sans insister sur celui de Coire, tenu en 1881, ni sur les Conférences Internationales de Londres de 1888, auxquels n'assistèrent que peu de délégués d'un petit nombre de nationalités, nous en viendrons tout de suite au Congrès de Paris du 14 juillet 1889, qui marque vraiment la résurrection de l'Internationale Ouvrière.

Convoquée par le Parti ouvrier français de Guesde, par la fraction blanquiste de Vaillant, ainsi que par la Fédération nationale des syndicats et groupes corporatifs de France qui venait de tenir son congrès annuel à Bordeaux, la réunion fut précédée par une conférence préparatoire tenue le 18 janvier 1889, à Nancy, où quelques militants suisses, belges, hollandais, allemands et français se retrouvèrent pour asseoir les bases du Congrès futur. Celui-ci se tint à Paris, dans la salle Pétrelle, rue Rochecouart, le 14 juillet 1889 et réunit une nombreuse assistance de délégués de France : Jules Guesde, Lafargue, Vaillant, Chauvière — d'Angleterre : Aveling, gendre de Karl Marx, Cunningham, Graham — de la Russie —

d'Italie : Amilcare Cipriani — de Belgique : César de Paepe, Anseele — de Hollande — d'Autriche : Adler — d'Allemagne : Bebel, Liebknecht, Singer (les Allemands n'étaient pas moins de quatre-vingt-dix, tous pieusement fidèles aux directives marxistes). Le Congrès décida la reconstitution de l'Internationale Ouvrière et la reprise régulière des Congrès socialistes internationaux ; il décida également de frapper l'esprit des foules par une manifestation sensationnelle et, sous le prétexte d'une démonstration pour la journée de huit heures, mais dans l'intention de dénombrer chaque année leurs troupes reformées, invita les prolétaires du monde entier à célébrer par un chômage universel la date du 1^{er} mai.

*
* *

Ainsi, c'est du 14 juillet 1889 que date la naissance de la Seconde Internationale Ouvrière. Comme pour la première, dont elle ne se différencie ni par les doctrines, ni peut-être même par les hommes, elle se propose pour but le triomphe du socialisme international ; à ses yeux, les prolétaires sont frères sans distinction de race, de couleur ni de nationalité et le plus grand obstacle aux revendications ouvrières est la guerre ou sa menace ; sa mission immédiate, sa mission première, c'est la lutte pour la paix. L'Internationale Ouvrière reconstituée est, comme la première, une association détachée de l'idée de nationalité pour laquelle l'organisation pacifique du monde apparaît la tâche essentielle. Dès le jour de sa résurrection, le problème de la guerre s'est dressé devant elle et il lui fallut

se préoccuper d'étudier les moyens de s'y opposer par une action concertée de ses adhérents.

Au Congrès qui suivit, à Bruxellés (16 août 1891), une longue discussion s'ouvrit « sur le militarisme et la position de la classe ouvrière à son égard ». Le représentant du Parti démocrate socialiste hollandais, Domela Nieuwenhuis, déposa une proposition sur la grève générale en cas de guerre. « Le Congrès déclare que les socialistes de tous les pays répondront à la proposition d'une guerre par un appel au peuple pour déclarer la grève générale ». L'idée n'était pas neuve et l'on se rappelle qu'au 3^e Congrès de la 1^{re} Internationale Ouvrière tenu en 1868, à Bruxelles également, une résolution que nous avons longuement analysée avait déjà recommandé aux travailleurs de cesser tout travail pour le cas où une guerre viendrait à éclater dans leurs pays respectifs. Précédemment encore, dans un article paru dans le *Courrier Français* au 10 juin 1866, et que M. Zévaës cite dans son ouvrage sur « La Faillite de l'Internationale » (1), un écrivain révolutionnaire qui eut son heure de célébrité, Vermorel, avait prôné la grève des peuples contre la guerre : « Il suffit de se croiser les bras, de faire la sourde oreille et de rester immobile. Pour faire la guerre, il faut des hommes et de l'argent, des levées extraordinaires et des emprunts. Eh bien ! qu'on ne donne ni hommes ni argent ».

« Ni un homme, ni un sou ! » devaient clamer plus tard au Parlement français nos orateurs socialistes. Au fond, de tout temps, la grève générale contre la guerre a été

(1) Alexandre ZEVAËS — *La faillite de l'Internationale*. — Paris, 1917, page 6, note.

la grande pensée du Prolétariat et l'on peut dire qu'elle a été pour l'Internationale Ouvrière le remède à la guerre comme l'arbitrage obligatoire l'a été pour l'Internationale des Nations. Pour l'un comme pour l'autre de ces projets, il a fallu une longue dépense d'efforts. Les affirmations sentimentales, les proclamations rituelles sur le droit à la Paix, la débauche verbale accoutumée ont précédé, dans les deux clans, l'ère des recherches précises. Puis, au fur et à mesure que les organisations s'affermisssent, qu'elles superposassent à la pensée des individus ou de leurs gouvernants une conscience collective plus nettement perçue, les tendances à peu près convergentes ont cristallisé sur une idée très simple : l'arbitrage obligatoire dans un cas, la grève générale dans l'autre. Petit à petit, l'unanimité s'est faite et l'on s'est préoccupé de fixer dans ses détails pratiques la formule du remède choisi, de l'amener à la perfection voulue pour servir de panacée et garantir définitivement les peuples contre la guerre.

Par la proposition hollandaise de 1891, l'idée va être définitivement accueillie dans le prolétariat universel et désormais, par une évolution en tous points comparable à celle que nous avons connue pour l'arbitrage obligatoire, elle sera à l'ordre du jour de toutes les réunions ; à chaque congrès elle sera portée sur le métier pour en sortir plus pure, plus brillante.

Domela Nieuwenhuis renonça dès le début à toutes distinctions entre guerre offensive et guerre défensive ; pour lui, toute guerre est le résultat d'une préméditation capitaliste. Reconnaisant à toutes les luttes sanglantes une cause économique, dévoilant l'astuce des gouver-

nants à se rejeter mutuellement les torts et à empêcher les peuples de distinguer la vérité, le leader hollandais affirma la volonté résolue du prolétariat de s'opposer aux boucheries capitalistes et de faire la guerre à la guerre ; il conclut en proposant à l'Internationale Ouvrière de riposter par la grève générale à toute déclaration de guerre. Liebknecht, au nom de la Social-Démocratie allemande, demanda le rejet de la motion de Domela Nieuwenhuis ; il déclara n'y voir que phraséologie et bien que rejetant lui aussi sur la bourgeoisie la responsabilité du militarisme ambiant, il proclama qu'il fallait réaliser le régime socialiste dans son intégralité pour assurer à l'humanité son développement pacifique. Branting, au nom de la Suède, Jean Volders, au nom de la Belgique, Édouard Vaillant, au nom de la France, s'associèrent à ces observations dont le résultat fut le vote de la motion suivante : « Le Congrès..... déclare que le militarisme qui pèse en ce moment sur l'Europe est le résultat fatal de l'état permanent de guerre ouverte ou latente imposé à la société et la lutte des classes qui en est la conséquence ; affirme que toutes les tentatives ayant pour objet l'abolition du militarisme et l'avènement de la paix entre les peuples — quelque généreuses qu'en soient les intentions — ne sauraient être qu'utopiques et impuissantes si elles n'atteignent pas les sources économiques du mal ; que seule la création de l'ordre socialiste mettant fin à l'exploitation de l'homme par l'homme mettra fin au militarisme et assurera la paix définitive ; que par suite le devoir et l'intérêt de tous ceux qui veulent en finir avec la guerre est d'entrer dans le parti socialiste international, qui est le véritable et unique parti de la Paix ».

Nous avons reproduit le texte complet de cette motion de 1891 parce qu'elle est à la fois le résumé d'un effort passé et le programme de l'effort à venir. Elle contient sur la paix toute la doctrine du socialisme ; elle propose sa conception sur les causes de toute guerre, elle expose, sous l'angle du prolétariat, le problème du militarisme dont elle flétrit les excès et dont elle dénonce les origines ; enfin, elle pose la solution idéale de l'égalité socialiste comme les gouvernements ont posé celle de la solidarité internationale et comme la Papauté a posé celle de la fraternité catholique. Elle atteste le caractère mystique de cette religion nouvelle qu'est le socialisme. Bréviaire d'idéalisme, affirmation de la volonté populaire, elle rappelle tout ce que nous avons déjà cité et contient en germe tout ce que nous pourrions encore citer. On peut en dire qu'elle a été le pain et le vin de la conscience socialiste contemporaine et dans les années qui vont suivre, c'est elle que nous retrouverons sous une forme à peine différente.

*
* *

Si, en 1891, la grève générale proposée ne fut pas retenue par le Congrès de Bruxelles, Domela Nieuwenhuis continua sa propagande et au Congrès suivant tenu à Zurich en 1893, il revint à la charge et renouvela, avec les social-démocrates allemands, qu'il surnomma les « social patriotes », sa controverse passionnée. Ceux-ci restèrent sur les positions de la motion précédemment votée. Au Congrès de Paris, en 1900, la question fut

encore posée et résolue de la même façon. On peut s'étonner de cette modération relative qui, tout en proférant des affirmations révolutionnaires, se gardait de reconnaître la nécessité du seul remède positif que le socialisme eut découvert en quarante ans. On peut s'étonner que, tandis que l'on proclamait le besoin impérieux de substituer un ordre nouveau à l'ordre établi, on se refusait à reconnaître l'urgence de la seule action qui fut possible réellement. Mais il y a lieu de constater que, depuis que le socialisme avait fait sienne la conception parlementaire prônée par Karl Marx et autrefois combattue par Bakounine avec tant d'énergie, la majorité des militants, dans tous les pays, s'est complue à l'affirmation virulente de conceptions si élevées qu'elles sont facilement perdues de vue et qu'elles appartiennent davantage au domaine de la spéculation philosophique qu'à celui de la politique. Il ne faut pas oublier que l'action révolutionnaire trop nettement précisée est de nature à effrayer le corps électoral, tandis que les grands mots, les vastes idées — celles que l'on a si joliment appelés : les « grues métaphysiques » — exercent sur lui une suggestion singulièrement attractive.

Peu à peu les contingences matérielles ont déformé la mentalité des dirigeants de l'Internationale Ouvrière et les politiciens, soucieux de mandats ou de réélections, se sont efforcés insensiblement d'éviter ce qui pouvait affronter trop brutalement le coalition des intérêts matériels dont ils s'étaient faits, consciemment ou non, les serviteurs, à peine moins dévoués que les élus bourgeois. La Révolution sociale, conception jadis brutale

et sanglante, s'est peu à peu estompée au point de n'être plus qu'une rêverie lointaine évoquée avec attendrissement et dont les réformes obtenues par voie de scrutin doivent préparer l'avènement.

L'antinationalisme intégral, agressif des ancêtres de 1864, s'est effacé au fur et à mesure que l'on constatait qu'il n'était pas un article de programme électoral. Qu'ils fussent de France ou d'Allemagne, les orateurs socialistes ont été conduits à accepter le drapeau national au côté du drapeau rouge et pour beaucoup l'intransigeance d'autrefois a dégénéré en un vague pacifisme humanitaire ; l'idée de Patrie autrefois niée avec acharnement a fini par être tolérée comme indispensable au développement harmonieux et au progrès de l'humanité. Ce qu'a écrit Jaurès dans la « Revue de Paris » du 1^{er} décembre 1898 est bien caractéristique de cette nouvelle manière de voir : « Les nations, systèmes clos, tourbillons fermés dans la vaste humanité incohérente et diffuse, sont la condition nécessaire du socialisme. Les briser, ce serait renverser les foyers de lumière distincte et rapide pour ne plus laisser subsister que l'incohérente lenteur de l'effort universel, ou plutôt ce serait supprimer toute liberté, car l'humanité, ne condensant plus son action en nations autonomes, demanderait l'unité à un vaste despotisme asiatique (1). La Patrie est donc nécessaire au socialisme. Hors d'elle, il n'est et ne peut rien ; même le mouvement international du Proletariat, sous peine de se perdre dans le diffus et l'indéfini, a besoin de trouver,

(1) N'y a-t-il pas là une précision curieuse de ce qui s'est passé en Russie et ceux qui citent chaque jour Jaurès à tort et à travers ne pourraient-ils pas se la rappeler de temps à autre ?

dans les nations mêmes qu'il dépasse, des points de repère et des points d'appui ».

Cette mentalité explique l'imprécision volontaire des décisions prises au Congrès de Paris de 1900 ; une seule mérite d'être soulignée, celle qui institua un Bureau International directeur. Chaque parti national devait y déléguer deux représentants avec mission de se réunir régulièrement tous les six mois et exceptionnellement dans les cas urgents, sur la convocation d'un secrétaire permanent. Dès l'année suivante, en 1901, l'organisation nouvelle fut prête à fonctionner ; elle établit son siège à Bruxelles et son premier objectif fut la préparation du Congrès prochain, qui se réunit à Amsterdam en 1904.

Là encore se manifesta cette tournure d'esprit parlementariste qui depuis quelque temps édulcorait les résolutions prolétariennes et la motion sur la grève générale en temps de guerre ne fut pas davantage retenue. Une réaction dans le sens d'un retour aux idées primitives de l'Internationale Ouvrière ; c'est en France qu'elle prit naissance. En 1905, les différents partis socialistes français se fondirent en un seul groupement ; un sang nouveau, apporté par les éléments les plus avancés, commença d'y circuler et de les régénérer. Aux raisonnements embarrassés de Jaurès dont nous avons rapporté l'essentiel, s'opposèrent les affirmations péremptoires de Gustave Hervé, à l'influence chaque jour grandissante. Comme il le déclarait dans la « Vie Socialiste » du 20 juin 1905, il repoussait ainsi que l'avait déjà fait Domela Nieuwenhuis, toute distinction entre la guerre offensive et la guerre défensive ; avec une netteté qui n'avait pas encore été

atteinte, le polémiste ajoutait : « Le devoir socialiste en cas de guerre ne saurait faire de doute : en aucun cas, dans une guerre internationale, un socialiste conscient ne doit donner une goutte de son sang, un centimètre carré de sa peau pour la défense des patries actuelles. » Et il ne citait l'opinion des congrès internationaux précédents que pour revendiquer le droit des congrès futurs à reformer et à compléter leur œuvre : « Ce qu'un congrès a fait, un autre congrès peut le défaire..... Aucune des objections qu'on oppose à notre antipatriotisme et à notre conception de l'insurrection en cas de guerre ne nous semble fondée ».

Le créateur de l'« Hervéisme », soutint en personne ses théories au congrès qui suivit à Stuttgart, du 16 au 24 août 1907. Dans une intervention fameuse, après avoir reproché à la social-démocratie allemande de s'être embourgeoisée depuis trente ans et de ne plus connaître que le verbalisme révolutionnaire, il répudia le patriotisme bourgeois et gouvernemental, « affirmation mensongère d'une communauté d'intérêts entre tous les habitants d'un même pays ». Examinant la situation diplomatique par quoi, de plusieurs côtés, la paix s'avérait menacée, il invita tous les militants à s'opposer à toute déclaration de guerre par tous les moyens d'agitation publique, jusqu'à la grève générale et l'insurrection. Vaillant, appuyé par Jaurès, tâcha d'atténuer quelque peu l'effet de ces déclarations virulentes : « L'Internationale, dit-il, doit déterminer les moyens d'action nécessaires ; dans tels cas, l'agitation parlementaire peut suffire ; dans d'autres circonstances, il faut aller jusqu'à

une action plus décisive, un mode d'action combiné d'agitation populaire... C'est des faits mêmes que sortiront les moyens d'empêcher les conflits et les guerres. » Les Allemands s'affirmèrent une fois de plus contre de telles conceptions. Le député bavarois Vollmar fut aussi catégorique que l'avait été Hervé : « Il n'est pas vrai qu'Internationalisme soit synonyme d'anti-nationalisme ; il n'est pas vrai que nous n'ayons pas de Patrie et j'emploie ici ce mot de Patrie sans y ajouter quelque subtile interprétation que ce soit. » Auguste Bebel déclara que la proposition d'Hervé était pour eux Allemands : « inacceptable, aujourd'hui et toujours, dans toutes ses parties ». Après ces débats, dont ces quelques citations montrent le caractère passionné, une sous-commission présidée par le Belge Vandervelde, fut assez habile pour faire l'unanimité, sinon sur les termes, du moins sur les principes posés par la délégation française, et la motion votée, après un long rappel des efforts tentés par le socialisme à l'occasion des conflits entre nations, proclama aux prolétaires le devoir de s'opposer à la guerre autrement que par des manifestations platoniques :

« Le Congrès déclare : si une guerre menace d'éclater, c'est un devoir de la classe ouvrière dans les pays concernés, c'est un devoir pour leurs représentants dans les parlements, avec l'aide du Bureau International, force d'action et de coordination, de faire tous leurs efforts pour empêcher la guerre par tous les moyens qui leur paraissent les mieux appropriés et qui varient naturellement selon l'acuité de la lutte des classes et la situation générale. Au cas où la guerre éclaterait néanmoins,

ils ont le devoir de s'entremettre pour la faire cesser promptement et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste ».

Pour l'Internationale Ouvrière, cette motion constitue une étape dont il faut souligner l'importance. Dans les congrès précédents, Domela Nieuwenhuis avait le premier indiqué la solution socialiste pour la conservation de la paix aux peuples : mais il n'avait pu la faire adopter par ses coreligionnaires. Quinze ans après, l'accord de tous se faisait sur la base par lui indiquée. L'Internationale Ouvrière venait enfin de se ressaisir et de revenir aux conceptions des précurseurs de 1863. Elle avait retrouvé son instrument de combat contre la guerre et la tâche des congrès suivants ne sera plus que de le perfectionner.

Une occasion se présenta bientôt d'en faire l'essai. En août 1909, les réservistes de Catalogne, mobilisés pour faire campagne au Maroc, répondirent aux ordres d'appel par la grève et l'insurrection. Bien que leur mouvement n'ait pas abouti, tous les socialistes voulurent voir dans ce geste un sérieux avertissement, digne d'être proposé à la méditation des gouvernements capitalistes. Aussi le Congrès de Copenhague, réuni en 1910, du 28 août au 3 septembre, reprit l'œuvre du Congrès de Stuttgart, pour l'améliorer et la compléter. Après la déclaration de guerre à la guerre, il se préoccupa d'établir le plan de campagne des opposants aux luttes fratricides et de faire cette fois l'accord non seulement sur des principes, mais encore sur des moyens. Vaillant, délégué

français, et Keir Hardie, délégué anglais, exprimèrent cette tendance en proposant la motion suivante : « Entre tous les moyens employés pour prévenir et empêcher la guerre, le Congrès considère comme particulièrement efficaces : la grève générale ouvrière, surtout dans les industries qui fournissent à la guerre ses instruments (armes, munitions, transports, etc...) ainsi que l'agitation et l'action populaires sous la forme la plus active. » Ce texte témoigne quelle avait été l'évolution de Vaillant qui, à Stuttgart, s'était montré, comme on se le rappelle, beaucoup plus modéré, mais l'Assemblée n'en était pas encore au même point et elle renvoya cette proposition à une commission chargée de la rapporter pour le prochain congrès, lui préférant pour cette fois une de ces motions de style « nègre blanc », où les truismes admis sur la guerre par les milieux prolétariens se retrouvent en phrases cadencées, chères à l'oreille des militants.

Le congrès suivant était projeté pour août 1914, à Vienne. Mais l'horizon diplomatique, obscurci en 1911 par l'affaire d'Agadir, se trouva en 1912 si assombri, tant par la guerre italo-turque que par la première guerre balkanique, que le Bureau socialiste international institué à Bruxelles, dans les conditions que nous avons rapportées, redouta l'imminence d'une conflagration générale. Réuni les 28 et 29 octobre 1912, il décida la convocation d'un congrès extraordinaire contre la guerre, dans lequel l'Internationale Ouvrière comptait faire la démonstration de ses forces et arrêter la conduite à suivre en face d'un danger qui se précisait chaque jour.

Ce fût à Bâle, les 24 et 25 novembre suivant, que se tint cette assemblée solennelle. Toutes les lumières de l'Internationale Ouvrière, tous les apôtres — les « vieilles-barbes » de 1864, si l'on ose ainsi parler, et les « jeunes-gardes » d'Hervé — s'y précipitèrent ; dans cet afflux bruyant et bigarré les délégués allemands étaient nombreux. Les Français ne l'étaient pas moins ; autour de Jaurès, de Marcel Sembat, d'Albert Thomas, de Vailant, de Gustave Hervé, quarante parlementaires se pressaient, représentant la volonté pacifique — et aussi la crédulité idéologique — du prolétariat français.

Sous les voûtes de la cathédrale, où s'était tenu au moyen-âge un des plus célèbres conciles de la Chrétienté, Jaurès prononça le plus beau discours peut-être de sa carrière ; empruntant à Schiller l'épigraphe de « la Chanson de la Cloche » : « *Vivos voco, mortuos plango, fulgura frango* », il construisit à la gloire de la Paix un magnifique monument d'éloquence et fit passer un souffle d'épopée sur les pauvretés de pensée et d'expression usuelles à ce genre d'assemblées. On en retrouve bien peu de chose dans le texte voté par l'unanimité des congressistes. Prenant les peuples balkaniques sous sa protection, rappelant la traditionnelle protestation contre le tzarisme, le manifeste de Bâle ne diffère guère de tant d'autres manifestes précédents que par ses lignes finales, où s'exprime contre les classes dirigeantes une menace véhémente : « Que les Gouvernements sachent bien que, dans l'état actuel de l'Europe et dans les dispositions d'esprit de la classe ouvrière, nul ne pourrait sans péril pour eux-mêmes déclencher la guerre : au monde capita-

liste de l'exploitation et du meurtre s'opposèrent les masses prolétaires de la paix et de l'union des peuples ».

C'est sur cette déclaration violente que se séparèrent les représentants de l'Internationale Ouvrière : ils ne devaient plus se retrouver et c'est la guerre qu'ils avaient pressentie qui allait mettre fin aux assises où ils avaient su la prévoir, sans savoir la combattre. Ce qu'on a appelé « le Grand-Pardon de Bâle » où, dans un irrésistible élan de fraternité, les destinées du monde devaient être scellées dans la paix raffermie, s'est terminé par cette manifestation plus littéraire que décisive, qui, à l'époque, souleva cependant l'enthousiasme des socialistes français. A preuve ces lignes qu'écrivait, à peine descendu de wagon, M. Albert Thomas, dans « l'Humanité » du 26 novembre 1912 : « Dans l'Europe du ^{xx}^e siècle, l'Internationale Ouvrière aura assez de foi et d'autorité pour imposer aux gouvernements capitalistes la paix des peuples ».

Ce n'était là, on l'a vu, qu'illusion, et de sorte assez dangereuse. Quand, après bien des discussions de doctrine et bien des tergiversations d'opportunité, l'Internationale Ouvrière eut arrêté sa ligne de conduite contre l'humeur belliqueuse des gouvernements, elle put bientôt constater que son faible barrage fut emporté comme un fétu de paille. La réalité meurtrière eut vite fait de dissiper la fumée des vins épais versés à Stuttgart, à Copenhague, à Bâle, par des échansons ivres de leur propre coupe et quand l'Internationale Ouvrière s'en réveilla, ses meilleurs fils étaient par terre, navrés à jamais.

Le Congrès de Bâle nous donne la mesure exacte où l'Internationale Ouvrière a porté son effort pour la paix des hommes. Dans les circonstances dramatiques de 1914 où la guerre s'est déclenchée, recherchons maintenant ce que fut l'action du Prolétariat, représenté par l'Association des Travailleurs, « internationale » au sens que nous avons posé.

Le drame de Serajevo. par lequel nous datons le début de la période décisive, puis l'ultimatum adressé à l'Autriche et à la Serbie soulevèrent dans les organisations ouvrières une longue et profonde émotion. Le Bureau socialiste international, auquel on devait la conférence extraordinaire de Bâle, fut convoqué télégraphiquement par son secrétariat permanent. Jules Guesde, Marcel Sembat, Jean Jaurès, de France ; Rosa Luxembourg, Haase, d'Allemagne ; Troëlstra, de Hollande ; Anseele, Vandervelde, de Belgique ; Victor Adler, d'Autriche ; Keir Hardie, d'Angleterre, accoururent avec beaucoup d'autres à Bruxelles et se réunirent le 29 juillet dans une des salles de la Maison du Peuple. L'Assemblée, qui se tint dans une atmosphère tragique, invita les prolétaires français et allemands à une action énergique sur leurs gouvernements respectifs, pour les amener à se désintéresser du conflit austro-serbe :

« Le Bureau socialiste international....., à l'unanimité, fait une obligation aux prolétaires de toutes les nations intéressées non seulement de poursuivre, mais encore d'intensifier leurs démonstrations contre la guerre, pour la paix et pour le règlement arbitral du conflit austro-serbe. Les prolétaires allemands et français feront sur

leurs gouvernements une pression plus énergique que jamais afin que l'Allemagne exerce sur l'Autriche une action modératrice et que la France obtienne de la Russie qu'elle ne s'engage pas dans le conflit. Les prolétaires de France et d'Italie, de leur côté, appuieront ces efforts de toutes leurs forces. » En outre le Bureau décida, sur la proposition des délégués allemands et avec la vive adhésion des délégués français, que le Congrès International prévu pour le 23 août suivant à Vienne, serait avancé de quelques jours et qu'il se tiendrait à Paris, dès le 9 août suivant.

Ces décisions de la réunion de Bruxelles sont les dernières manifestations concertées de l'Internationale Ouvrière : elles sont le résultat final de toute son organisation contre la guerre. Point d'aboutissement d'efforts laborieux, point de départ d'une lutte décisive contre le fléau qui menaçait le patrimoine même du monde, elles doivent retenir notre attention. Nous remarquerons tout d'abord qu'il n'y est pas question de grève générale. Pourtant, nous l'avons vu, c'était la manœuvre contre la guerre sur laquelle de longues années de discussions avaient fait l'unanimité. Qu'on se rappelle toutes les controverses passionnées dont nous avons rapporté les éléments principaux. De même que l'arbitrage obligatoire, panacée de l'Internationale des Nations, dont il n'a plus guère été question quand la tension diplomatique fut à sa phase critique, la grève générale, ce remède de l'Internationale Ouvrière, fut, à peine réglementée par les Congrès de Stuttgart et de Bâle, pareillement négligée par ceux qui l'avaient prônée et organisée. Bien plus,

les dirigeants socialistes, comme s'ils sentaient la fragilité de leur instrument contre la guerre, non seulement s'abstiennent de l'employer, mais encore se rallient au procédé concurrent de l'arbitrage et s'accordent sur la nécessité du « règlement arbitral du conflit austro-serbe ». Force nous est donc de constater, dans la circonstance la plus effroyable que le monde ait connue, la carence de ceux qui avaient groupé, dans une doctrine de paix, une troupe d'adhérents innombrables. Une proclamation rhétorique, une convocation à huitaine, voilà, si l'on va au fond des choses, à quoi a abouti un mouvement moral riche de toutes les matérialités et auquel pouvait seulement, par la plénitude de ses conceptions et de ses ressources, se comparer le Christianisme.

*
* * *

Dans ces conditions on s'explique assez mal l'enthousiasme dont fit preuve Jaurès et l'on est presque tenté aujourd'hui de s'excuser auprès de sa mémoire à citer ce passage de l'un de ses derniers articles (*L'Humanité* du 30 juillet 1914) : « Partout les socialistes ont conscience de leur devoir. Les vigoureuses démonstrations des socialistes allemands sont une magnifique réponse à ceux qui dénoncent l'inertie prétendue de nos camarades... C'est avec une grande force de volonté et d'espérance que le socialisme international se réunira le 9 août à Paris. Peu de jours nous restent pour nous préparer, mais le zèle de tous suppléera au temps qui fait défaut ; nous voulons ouvrir le Congrès par une magnifique manifestation

populaire où, par centaines de mille, les Travailleurs de Paris acclameront la Paix».

Il y a peu de jours, en effet, du 30 juillet au 9 août, mais c'en devait être assez pour mobiliser vingt nations, consommer la ruine et l'assassinat de la moitié de l'Europe par l'autre, anéantir cinquante années de labeurs pacifiques — et mettre Jaurès lui-même au tombeau. A la date précitée, comme autrefois pour le 5^e Congrès de la première Internationale Ouvrière, convoqué à Paris pour le 2 septembre 1870, la guerre déchaînée empêcha pour la seconde fois dans l'histoire la réunion projetée des internationalistes. La seconde Internationale Ouvrière, fille de la première, périssait comme elle par la guerre et peut-être pour n'avoir pas su mieux qu'elle s'y opposer : il n'est pas, à l'étude que nous venons de faire de l'Internationale Ouvrière et de son action sur les événements de 1914, d'autre conclusion possible que cette constatation.

CONCLUSION

Internationale des Nations, Internationale Catholique, Internationale Ouvrière, voilà maintenant que nous les avons toutes trois étudiées. Nous avons rapporté l'essentiel de ce qui concerne les conditions de leur naissance les stades de leur formation, les oscillations de leur tenue devant les idées et les choses. Nous avons montré, avec le plus de clarté qu'il nous a été possible d'apporter dans une matière aussi diverse, quel point final la guerre a mis à leur évolution respective et quelle a été leur attitude devant les événements de cette période de 1914 (31 mai-2 août) que nous tenons pour décisive dans les affaires du monde. Tout en nous efforçant à la plus scrupuleuse impartialité, nous avons bien été obligé de constater qu'aucun de ces trois monuments de la passion fraternelle des hommes n'avait tenu devant la tempête ; examinant dans leur froide vérité les textes et les faits, nous avons donné sur les doctrines l'opinion qu'ils nous

suggéraient et aussi bien pour l'Internationale des Nations que pour l'Internationale Catholique et pour l'Internationale Ouvrière, nous avons tiré la conclusion particulière que chacune de nos brèves analyses paraissent imposer sans dissimuler ce qu'il pouvait y avoir de profondément décevant à déclarer la même faillite des trois grands efforts tentés par l'Humanité dans la direction de la Paix définitive.

Mais il nous semble que cette triple constatation d'impuissance ne suffit pas à clôturer le débat et qu'il faut à ces conclusions partielles superposer une vue d'ensemble.

Tout d'abord, la question de science pure, la question de technique.

Nous avons cru reconnaître dans le Droit International Public une notion nouvelle : celle de l'association internationale prise en tant que personne souveraine du Droit des Gens. Qu'est donc celui-ci s'il n'est pas au fond la science des rapports qui s'établissent entre les grands groupements que forment les hommes ? Il étudie l'atmosphère idéale où ils respirent, où ils se meuvent et qui est la Paix — qu'il s'agisse de l'organiser, de la conserver, ou de la rétablir quand elle a été troublée par cet ouragan qu'est la guerre. Il est une espèce d'astronomie métaphysique, et son premier objet est de saisir et de décrire la gent qui se vit dans cet éther particulier. Il s'était accordé à n'y voir que ces êtres d'une sorte spéciale que sont les Nations et que l'homme, animal social, a fini

par constituer au fur et à mesure de ses progrès, après avoir passé par la famille, la secte, la tribu, la province. Puis il s'était préoccupé de déceler l'élément caractéristique qui confère à la Nation sa personnalité — et qui n'est pas la nationalité, puisqu'il y a, par exemple, des Allemands qui sont Tchèques, et des Polonais qui seront Allemands — et qui n'est pas non plus l'unité administrative, puisque celle-ci manque aux fédérations comme les États-Unis d'Amérique — mais qui est bien la souveraineté territoriale, c'est-à-dire l'autorité de l'État localisée sur un territoire nettement délimité.

Ainsi analysées et définies, les Nations ont été les personnes du Droit International Public jusqu'au jour où il s'est aperçu que, les distances s'étant abolies, les conditions d'existence s'étant modifiées, les intérêts s'étant confondus, des influences nouvelles pesaient sur les rapports inter-humains. Il a constaté que ce caractère de territorialité, élément tenu pour indispensable dans la constitution de ses ressortissants, ayant manqué à l'un d'eux, celui-ci n'en avait pas moins joué son rôle et exercé son action dans les mêmes formes et avec une intensité équivalente.

Ace banquet d'idées qu'est le Droit International Public, la catégorie de Nation semblait le vêtement de la pensée. Mais un jour, l'un des convives habituels, subitement dépossédé de ses biens temporels, s'est présenté dans la tenue de son état et l'on s'est aperçu qu'il ne faisait pas, en soutane, moins bonne contenance. Plus tard, un nouveau venu s'est présenté en habit de travail. D'un pas délibéré il a marché vers la table et il fut d'autant moins facile de lui en interdire l'accès qu'il paraissait avoir les

dents longues et qu'il jetait sur l'assemblée (et sur le menu) des regards aiguisés de convoitise menaçante. C'est souvent une révolution dans les idées qu'une révolution dans le costume et le Grand-Maitre des cérémonies de Louis XVI ne s'y était pas trompé devant les souliers plats de M. Roland. Puisque la Nation n'était plus le seul vêtement que pussent arborer les groupements humains pour organiser le système pacifique du monde, c'est qu'il était désormais, pour l'expression comme pour l'action, d'autres formes. A la notion de territorialité, une notion nouvelle se juxtaposait — en attendant peut-être de se substituer.

C'est cette notion nouvelle que nous avons essayé de rechercher et de décrire sous le nom d'Association Internationale, « d'Internationale » comme nous avons convenu de le dire. Serrant davantage le problème par l'analyse de celui de ces organismes nouveaux auquel précisément venait de défaillir le caractère de la territorialité, nous croyons avoir montré qu'à cette association internationale, pour être capable d'agir sur les destinées de la Paix, pour être une personne du Droit International Public, il fallait remplir des conditions de matérialité et de doctrine. Ce détachement de l'idée de nationalité, cette puissance d'organisation morale et physique, cette volonté de systématisation pacifique, nous les avons reconnus dans le Prolétariat conscient. Mais nous les avons pas retrouvés ailleurs et s'il reste à la table une place, demain, pour la robe de Confucius ou le burnous de Mahomet, nous en avons exclu la jaquette du capitaliste et la lévite de l'Hébreu.

Cette conception nouvelle de la personnalité en Droit International Public nous a conduit en fin de compte à y admettre l'existence de trois « Internationales » — les Nations elles-mêmes ayant renoncé, pour une part tout au moins, au préjugé de la territorialité et s'étant réunies depuis en une association qui présente toutes les caractéristiques de l'« Internationale » telle que nous la définissons.

Nous avons montré que pour chacune de ces trois organisations, la lutte contre la guerre était l'action essentielle et que pour chacune la stabilisation pacifique du monde devait être obtenue par un procédé différent. Pour l'Internationale des Nations, dont le principe moral est la solidarité, c'est l'arbitrage obligatoire ; pour l'Internationale Catholique, dont le but idéal est la fraternité évangélique, c'est la menace céleste ; pour l'Internationale Ouvrière, qui proclame l'absolue égalité des hommes, c'est la grève générale. Chacun de ces procédés n'a été reconnu, étudié, adopté qu'après de longs tâtonnements. La forme de l'outil, la matière première, le mode d'emploi, la recherche du meilleur rendement ont été la besogne incessante des générations. Après des lustres de labeur et de foi, lorsque 1914 est arrivé, dans chacun des trois grands groupements qui sont pour nous, personnes vivantes du Droit des Gens, le travail d'élaboration première était à peu près achevé et, dans l'Internationale des Nations comme dans l'Internationale Catholique ou dans l'Internationale Ouvrière, l'instrument contre la guerre avait trouvé sa forme de réalisation, susceptible d'amélioration dans les détails, mais à peu près définitive

dans sa structure intime. D'où vient alors que pour chacune des trois, il se soit brisé comme s'il avait été de verre, d'où vient que tant d'espérances aient été déçues, que tant d'efforts se soient trouvés périmés?

C'est que des millions d'intentions ne font pas une seule réalité et que, de ces instruments contre la guerre qu'elles avaient si laborieusement mis au jour, aucune des trois « Internationales » ne s'est servi : L'Internationale des Nations parce qu'elle n'a pas pu, l'Internationale Catholique parce qu'elle n'a pas voulu, l'Internationale Ouvrière parce qu'elle n'a pas su.

*
* *

L'Internationale des Nations n'a pas pu se servir de l'arbitrage parce que, devant une détermination sciemment agressive, délibérément sanglante, il ne sert de rien d'opposer la bonne volonté et le désir aimable de l'accommodement. Les gouvernements se sont si bien rendus compte de l'inutilité qu'il y aurait à proposer l'arbitrage que, dans vingt livres diplomatiques qui ont paru sur les origines de la guerre, nous avons vu que la pensée en était venue nommément trois fois, en tout et pour tout, et encore, le mot n'avait-il été prononcé que du bout des lèvres. Il n'est pas de serments de fidélité lorsque l'intérêt étouffe la conscience, il n'est pas de procédure qui tienne devant les baïonnettes, il n'est pas de juridiction quand la force assure l'impunité du crime. Serments de fidélité, juridiction, procédure, l'Internationale des Nations à la Haye a organisé tout cela, mais l'Allemagne

avait les baïonnettes, et de plus, perception de son intérêt supposé et volonté de meurtre.

Ce sont là les vérités d'une élémentaire constatation, qui résultent des faits non pas interprétés, mais tout simplement confrontés.

L'arbitrage ne se conçoit pas sans désarmement préalable et l'Internationale des Nations, dans l'envoûtement du mot, sous l'excitation des rhéteurs et des mystiques du pacifisme, a perdu de vue son but pratique, convoquant des palabres, au lieu de s'attacher passionnément au seul problème qui compte pratiquement : la réduction des effectifs et la limitation des armements. La tâche reste donc entière et, s'il est possible de parler un peu de l'avenir pour avoir si souvent parlé du passé, pour nous le désarmement devra être le souci essentiel de demain, ou l'œuvre de Genève aura le même sort que celle de la Haye. Qu'il nous soit permis de rapporter ici ce que disait à M. Léon Bourgeois celui qui est le maître éminent du Droit International Public : « C'est une vieille connaissance que votre Société des Nations ». Le mot n'est pas seulement profond ; il ne fait pas que relier l'effort d'aujourd'hui à celui d'hier ; il indique la route qu'il ne faut plus suivre et il souligne ce qu'il y a d'inquiétant pour notre sécurité à ce que le recrutement et le personnel aient si peu changé. Les conceptions actuelles rappellent dangereusement celles qui ont fait faillite et, dans les réunions où nous retrouvons si souvent les mêmes hommes, nous avons l'impression que le paysage a changé plus que les idées et les méthodes. Pourtant la Haye

n'est plus qu'une nécropole et c'est un berceau qu'il faut faire de Genève.....

*
* *

Si l'Internationale des Nations n'a saisi l'instrument par elle ouvré que d'une main molle et sans conviction, on peut dire que l'Internationale Catholique ne fit que joindre les siennes, sans même jeter les yeux sur celui qui était l'héritage de vingt siècles. Alors qu'elle était puissante de possibilités et d'espérances pacifiques, elle n'a pas esquissé la moindre tentative. De ce qui avait fait sa richesse morale dans les temps révolus, elle n'a rien retenu. Elle n'a pas usé du crédit immense que lui conférait sur l'âme des dirigeants et des peuples la longue tradition d'une morale d'amour entre les hommes. Parce qu'elle a refusé de dire où était le Droit, elle a laissé les frères par la foi se jeter les uns contre les autres, alors qu'un geste ébauché eût peut-être arrêté le vieillard qui signa à Vienne l'ordre de destruction.

Nous avons vu à quel point de bons esprits se sont affligés d'une abstention qu'ils ont bien du mal à expliquer et qu'ils ne peuvent empêcher de regretter qu'elle les ait privés d'un renouveau merveilleux de prédominance catholique. L'Internationale Catholique s'est davantage méfiée de la France athée que de l'Autriche bien pensante et au jour qu'il fallut choisir, l'ombre blanche du Vatican, répudiant l'action, s'est réfugiée dans la prière. L'histoire dira sans doute que l'idée chrétienne y a perdu la plus grandiose occasion de rayonnement qui se soit présentée à elle depuis la présence du Fils de

Dieu sur la terre et, sans aller jusqu'à voir dans ce silence le signe distinctif des philosophies qui s'achèvent, on peut cependant affirmer que, pour les hommes de demain, la voix de la Papauté, pour s'être tue aux heures anxieuses où le monde guettait sa parole, n'aura plus tout à fait le même accent.

*
* *

Pour ce qui est de l'outil dans lequel l'Internationale Ouvrière avait mis sa fruste et malhabile confiance, elle n'a pas su s'en servir. Après l'avoir brandi d'une main vingt fois menaçanté, elle a laissé retomber le bras dans un aveu d'impuissance. Comme les autres, autant que les autres, elle a fait faillite.

Elle a déçu d'une façon amère ceux qui lui apportaient leur foi un peu naïve et les convulsions qu'elle connaît aujourd'hui sont la rançon de sa stérile impotence. On n'a pas promis aux hommes pendant cinquante ans la paix véritable sans que la guerre inévitable les détourne, pleins d'âpreté et de rancœur. On n'a pas fait de la révolte un programme et de la révolution un système sans aiguïser les passions, sans enflammer les convoitises. Et quand vient le jour où les faits exigent l'action, on ne se retranche pas derrière le sophisme sans semer le découragement et la panique. L'Internationale Ouvrière n'est plus qu'un amas de décombres morales, mais pourtant, dans sa ruine, si elle ne s'encombre pas d'un creux dogmatisme et si elle s'ouvre grande à tous les hommes de bonne volonté, elle est peut-être celle qui

imposera néanmoins son influence aux générations qui viendront, et si, dédaignant les ostracismes puérils et les basses excitations, elle s'attache à la recherche des vérités d'union humaine, c'est à elle, malgré tout, plus sans doute par besoin de croire que par conviction, qu'il faudra faire confiance, parce qu'elle est la seule à proposer aux maux de la guerre une solution simpliste : celle des bras croisés.

Si tous les procédés qu'ont inventés les hommes pour faire la guerre à la guerre ont ainsi fait faillite, c'est que l'arbitrage, l'excommunication, la révolte ne sont que des cadres vides de contenu réel. Les temps ne sont pas révolus où l'homme cessera d'être un loup pour l'homme et longtemps encore, l'humanité connaîtra le déchirement des luttes fratricides. Comme la vie, comme le monde, la guerre elle-même a évolué ; après avoir opposé la peuplade à la peuplade, la nation à la nation, elle s'est désormais généralisée au point d'embraser tous les continents à la fois, de mobiliser toutes les races, de réquisitionner toutes les épargnes. Elle a cessé d'être un phénomène strictement localisé à un territoire, elle est désormais sans limites. Les peuples qui subissent ses atteintes lui livrent toutes leurs ressources matérielles et intellectuelles ; les adultes, les vieillards, les malingres comme les bien portants, les femmes et les enfants sont entraînés dans la lutte. Les risques et les privations ne connaissent plus d'étendue et c'est le même obus qui tue le soldat en armes dans la tranchée et la femme en prières dans l'église.

L'avion qui détruit la batterie d'artillerie détruit aussi une école ; le blocus qui affame une armée affame aussi les populations de l'arrière. Dans la guerre d'aujourd'hui, il y a des non-combattants, il n'y a plus de non-belligérants à proprement parler.

Quand un phénomène présente un caractère d'universalité aussi poussé, c'est qu'il cesse de se propager par les voies uniquement matérielles pour emprunter son véhicule aux voies morales. La guerre à notre époque est une question d'opinion publique; c'est dans le for intérieur même des hommes qu'elle se déclare pour les dresser les uns contre les autres ; sa contagion est une affaire de propagande et ceux des pays qui sont entrés en second rang dans la lutte de 1914 l'ont bien compris puisqu'ils ne l'ont fait qu'après une campagne d'excitation par la presse et le discours, où chaque texte fut sollicité, où chaque fait fut interprété, où chaque incident fut exploité. Par ailleurs, les haines perpétuelles, sans cesse avivées par des gouvernants affolés d'ambitions désuètes, avaient entretenu sans répit la bellicosité de l'Europe centrale, tandis que la longue éducation militariste des Allemands avait été pour eux une invitation perpétuelle au carnage comme la permanence du danger prussien avait été pour la France une obligation de défense. Aussi tous ces pays se sont-ils trouvés lancés dans la bataille d'une façon presque instantanée ; pour y entraîner l'Angleterre, il a fallu plus de temps, quelques jours seulement, mais combien remplis d'événements, et quelques mois pour y faire participer l'Amérique.



Puisqu'il en est ainsi, puisque la guerre est la résultante collective d'une volonté agressive, puisqu'elle est l'expression péremptoire de la mentalité populaire, c'est à la raison de chaque citoyen qu'il faut s'adresser pour trouver contre elle des arguments et des armes. Sans doute tous les organismes, gouvernementaux, catholiques ou prolétariens, pourront y avoir leur part, mais l'action pour la Paix doit être désormais un apostolat. Puisque c'est dans l'esprit de chaque homme que le démon de la guerre fait son siège, c'est là qu'il faut le provoquer et l'affronter : sans défaillances il faut lutter contre tous les militarismes, cesser toutes les provocations, abolir tous les préjugés.

La lutte contre la guerre se dépouille ainsi de tout appareil somptueux, elle cesse d'être une manifestation pleine d'éclat oratoire, pour être un prêche plein de douceur convaincante ; elle ne parle plus du bonheur éternel des peuples, des certitudes de l'au-delà, de l'organisation idéale des sociétés. Elle s'attache moins à éveiller des espérances chimériques qu'à rappeler les affreuses réalités de deuils et de souffrances. Elle n'est plus une œuvre de parade, mais, raison d'être profonde de chacun d'entre nous, elle cesse d'être le privilège de quelques-uns pour devenir l'apanage de tous et aux cohortes brillantes des professionnels ou des mystiques, dont les chefs ne semblaient pas beaucoup moins chamarrés que ceux dont la guerre est le métier, elle substitue la foule grise, humble,

terne, mais unanime, de tous ceux qui, par la guerre, ont épuisé les larmes de la douleur humaine.

*
* *

Notre but en écrivant cette étude, aura été atteint si nous avons mis, au cœur même du lecteur, la défiance de tout ce qui s'est fait, en même temps que la volonté décisive d'oublier partout et toujours ce qui sépare de lui les autres hommes, de quelque nation, de quelque couleur, de quelque classe qu'ils soient, pour ne se rappeler que ce qui les rapproche.

TABLE

INTRODUCTION.....	6
L'INTERNATIONALE DES NATIONS.....	13
L'INTERNATIONALE CATHOLIQUE.....	51
L'INTERNATIONALE OUVRIÈRE.....	71
CONCLUSION	143

Le Président de la Thèse :

A. WEISS.

Vu :

Le Doyen de la Faculté :

F. LARNAUDE.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Université de Paris :

P. APPEL.

IMP. P. DUBREUIL, 18, RUE CLAUZEL - PARIS
